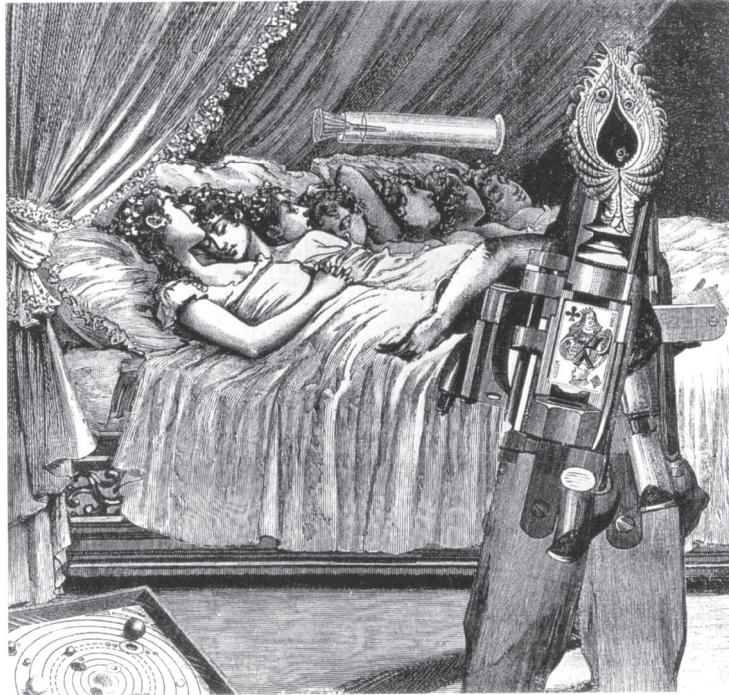


CETTE SEMAINE

Treizième année — Apériodique — été 2007 — n°93 — Prix libre ou abonnement



Parmi toutes les laides choses, les misères, les lâchetés qu'expédient les affaires courantes, il en est qu'on ne signale pas et qui dans le torrent des faits disparaissent sitôt perçues, comme des épaves dédaignées. Les yeux entr'ouverts des hommes ne voient encore que les grands drames dont leurs maîtres sont les acteurs : des rois, des reines, des colonels... Ils ne voient pas les tragédies dont les humbles sont les héros, les victimes vite englouties. Le torrent roule et, dans les remous, ce sont des gueux qui se noient. Il y a des appels dans la nuit. Qui donc entend ? Le torrent gronde ; il charrie des faibles, des abandonnés, des maudits, vers les prisons, ces égouts ! vers les asiles de fous – ces bagnes !

Elle n'est pas folle.

Qui ? Cette jeune femme dont M. Boursy, juste d'instruction, reste l'obligé ; Mlle Hingue qui, après avoir vainement parlé de justice et de son droit, finit par faire parler la poudre aux oreilles d'un magistrat ; Mlle Hingue dont le revolver mit un peu de poids dans la tête légère

d'un juge d'instruction – que l'on décora sur ce coup.

Elle n'est pas folle ! Elle l'était peut-être quand elle supposait que la Loi devait venir en aide au pauvre, quand elle croyait que les misérables pouvaient en appeler au Code, quand elle usait des années à courir chez les gens de chicane, forte seulement de sa bonne cause – mais sans appui, sans honoraires à laisser aux pattes crochues qui donnent le coup de pouce aux Balances.

Elle était folle. Elle cessa de l'être lorsqu'elle saisit un revolver et se dit :

— Il n'y a pas de justice, et je n'ai pas de pain – on m'a tout pris – plus rien à perdre ! et pas de travail, et je ne veux pas faire le trottoir. Et je ne veux pas que mon vieux père, dépouillé par un magistrat, meure de faim cet hiver, sans qu'on sache qui l'assassina. On le saura... Je marquerai l'homme...

Elle tira sur M. Boursy.



Un brin de répression

- Les lucioles 3
- Battre le fer quand il est chaud 4
- Perquisitions sauvages et pression à Paname 4
- Manifestation sauvage à Barbès 5
- Solidarité, "amnistie" et "front commun" 5
- Kalimero, naissance d'une caisse de solidarité 6
- Les feux de la colère 7

Squats

- Paris : Pinton, incendiés, expulsés mais pas soumis ! 8
- Montreuil : Chatô, on va nous expulser... 9
- Cévennes : la Pich' rasée de frais 10
- Attends, j'ai pas tout piché, là ? 10
- Lettre ouverte aux rédacteurs du «Bulldozer...» 11
- Caen : ça leur a coûté cher de nous foutre en l'air 14
- Marseille : la foudre est tombée sur La Razzia 14

Nuisances techno-industrielles

- Société nucléaire, société couchée par terre 15
- Simuler pour mieux contrôler 16
- Nouvelles de la guerre sociale 18

Italie

- Lecce : déclaration devant la Cour d'Assises 20
- Verdict du procès de Lecce 23
- Rovereto : liberté pour Juan, Etat terroriste ! 24
- Et nous ?, édito de *Tempi di guerra* 25
- Bologne : l'ordre est de se taire... 26
- Turin : un coup de la bande à Berrettoni éventé 27
- Val Susa : la lutte contre le TAV Lyon-Turin 28
- Vérone : Sri Lanka 3 — Usa 0 29
- Brèves du désordre 29

Espagne

- C. Lavazza transféré à Teixeira 30

Chili

- Le terrorisme d'Etat, toujours 31
- Quelques attaques 31

Uruguay

- Brèves du désordre 32
- Liberté pour Fernando Masseilot 32
- Ni pacification ni réconciliation 32
- Solidarité avec les prisonniers en lutte 33

Argentine

- Les larves 33
- Brèves du désordre 34

Grèce

- Les incendies d'été, le casino et les anarchistes 35
- Retour sur le mouvement étudiant 36
- Brèves du désordre 36
- Occupation du consulat à Paris 38
- En solidarité avec Giannis 38
- Dimitrakis condamné 39

Belgique

- Nordin 40
- Anvers, descente au Monastère 40
- Louvain, Chronique d'une semaine agitée 41
- Geert libéré provisoirement 42
- Un accident pas si accidentel que ça... 42
- Brèves du désordre 43

- Zo d'Axa, extrait de *Elle n'est pas folle* (1898) 1
- Extrait de *A couteaux tirés avec l'Existant...* 44

CETTE SEMAINE

BP 275 – 54005 Nancy cedex – france
<http://cettesemaine.free.fr/>
 cettesemaine@no-log.org
 Abonnement : 12.50 euros / an
 (15.50 euros hors de france)

*bien entendu, les personnes qui
 souhaitent recevoir le journal n'ont
 pas forcément à se poser la question de
 l'abonnement, une demande suffit*

[Second tirage]

Le problème ce n'est pas la luciole mais bien la nuit

31 mars, Avignon : Grégory et Damien sont arrêtés, accusés de l'incendie du local du PS. Deux perquisitions. Ils sont mis en examen pour «*dégradation par incendie ou moyen dangereux pour les personnes*» et incarcérés à la prison du Pontet. Le 1er mai, un tract qui leur apporte de la solidarité est distribué dans cette ville à la manif. On a pas de nouvelles fraîches sur leur procès, mais ils sont sortis les 20 et 21 juin, sous contrôle judiciaire.

22 avril, Montpellier : quatre camarades sont accusés de l'incendie de «voitures de bourges». Perquisition dans un squat. Quentin restera incarcéré à Villeneuve-les-Magdelone jusqu'au 6 juillet avant d'être placé sous contrôle judiciaire (interdiction de séjour à Montpellier et obligation de pointage), décision confirmée par la cour d'appel le 24 juillet. Il est mis en examen avec les trois autres pour «*bande organisée*», «*tentatives de dégradation par incendie, dégradation par incendie*» et «*détention ou transport de substances ou produits incendiaires ou explosifs*». Pas de date de procès pour l'instant.

22 avril, Paris : Grégory et Charles sont arrêtés dans la rue et accusés d'incendies de véhicules de la veille. En comparution immédiate le 25 avril, ils seront condamnés mais pas pour ce fait, contrairement à ce que répètent tous les journaux depuis. Grégory prend du sursis («complicité») et est relâché, Charles prend 13 mois ferme, notamment pour «*fabrication, transport et détention de substances incendiaires*». Il est incarcéré à La Santé. Un appartement est perquisitionné, ainsi que deux squats (Pinton dans le 19e et Le Chatô à Montreuil). Dans le premier, un sans-papier, Samir, est arrêté et incarcéré au centre de rétention avant de sortir 5 jours plus tard pour vice de procédure.

11 mai, Villeurbanne : Césari et Audrey sont arrêtés et perquisitionnés, accusés de l'incendie de la permanence UMP survenue le 8 mai et filmée par un voisin. Ils refusent la comparution immédiate le 14 mai. Au procès, le 14 juin, ils sont condamnés à 1 an de prison dont 8 mois avec sursis, interdiction de droits civiques pendant un an et 17 000 euros de dommages et intérêt. Seule Audrey se voit accorder la semi-liberté pour accomplir ses quatre mois fermes. Le parquet ayant fait appel, un nouveau procès a été fixé au 6 septembre.

11 mai, Paris : Damien est arrêté dans la rue au petit matin, accusé de tentative d'incendie d'une voiture près du Fouquet's (où avait dîné Sarkozy le soir de son élection). Plus tard, perquisition chez Michel (Paco) qui l'héberge. Ce dernier est arrêté à son tour. Le premier est accusé de «*tentative de dégradation par incendie, fabrication d'engin incendiaire, détention et transport de matières inflammables*», le second de «*complicité de dégradation par incendie*» et «*recel*». Un troisième est également mis en examen et sous contrôle judiciaire après perquisition chez ses parents, accusé d'être complice de Damien. Damien sortira le 28 juin de Fleury sous contrôle judiciaire (interdiction de séjour à Paris et obligation de pointer une fois par semaine) et Paco de Fresnes le 6 juillet, également sous contrôle judiciaire.



Depuis au moins deux ans, des émeutes de novembre 2005 à l'élection présidentielle de mai 2007 pour schématiser, l'antagonisme quotidien se fait plus intense et ouvert, prenant à la fois prétexte de «mouvements sociaux» comme le CPE ou l'actualité particulière de certaines villes (un tabassage à Rouen, la rébellion face à un contrôle gare du Nord ou plus récemment l'assassinat de Lamine à Paris), tout en saisissant aussi des occasions comme l'élection présidentielle.

Dans ce cadre, les attaques anonymes deviennent paradoxalement plus visibles et le pouvoir a tôt fait de les réduire à un milieu politique qualifié d'anarchiste, autonome ou d'ultra-gauche, en fonction du degré de confusion qui règne dans le crâne des keufs qui dictent l'article aux journaliers de service. Un texte italien disait il y a quelques années que «*les lucioles, on les voit parce qu'elles volent la nuit. Les anarchistes font de la lumière aux yeux de la répression parce que la société est grise comme la pacification. Le problème, ce n'est pas la luciole, mais bien la nuit*». La différence actuelle n'est pas que le brouillard de la pacification se soit levé, mais que les lucioles se sont multipliées.

Ce serait cependant une erreur de penser qu'il faille cesser d'affirmer publiquement ce que nous avons toujours dit parce que la répression commence à pointer médiatiquement sa sale gueule, de faire profil bas comme l'exige l'Etat en agitant son épée de Damoclès, ou de voir dans cette mise en lumière involontaire une quelconque reconnaissance implicite de notre force par l'ennemi, comme on a pu parfois l'entendre. Le pouvoir a ses logiques qu'on peut tenter d'analyser, mais qui restent les siennes, selon des éléments qu'on ne connaît pas ni ne maîtrise, et qu'on ne peut de toute façon totalement comprendre, à moins d'être capable de raisonner comme lui, ce que seuls des esprits contaminés par le virus autoritaire pourront faire. Les autres sont soit des prétentieux soit des menteurs.

Par ailleurs, plusieurs compagnons et camarades sont tombés dans différentes villes pour des faits spécifiques. Malgré quelques initiatives de solidarité bienvenues (tracts/articles, bouffes, cotises/caisses, compils ou concerts par exemple), il nous a semblé que personne, nous compris bien sûr, n'a réussi à développer de réponse qui soit à la hauteur de l'enjeu. La question n'est en effet plus de jouer au chat et à la souris, selon une habitude liée à l'absence de répression collective spécifique à laquelle nous avons fini par nous habituer, ni de prendre prétexte de l'isolement ou du caractère «privé» des situations particulières, mais de se rendre compte que quelque chose est en train de changer : l'Etat est en train d'ajouter, comme il l'a toujours fait par le passé lorsqu'il l'a cru bon, la dimension d'une répression politisée (et non pas politique, car toute répression est sociale, donc politique, comme l'est aussi tout prisonnier). Il ne s'agit pas ici de pleurnicher sur nos insuffisances, mais d'affirmer —parce qu'il est *toujours* temps (de nombreux procès doivent par exemple encore se tenir, des instructions judiciaires sont encore ouvertes dans plusieurs villes)— qu'il devient urgent de dépasser les vieilles logiques.

S'il y a d'un côté ceux qui pensent échapper aux coups de l'ennemi en fermant leur porte après avoir pourtant déjà témoigné publiquement de leur antagonisme, se croyant peut-être plus rusés que l'Etat malgré les moyens de contrôle dont il dispose, il y a surtout d'un autre côté ceux qui pensent qu'il «ne faut pas tendre le bâton pour se faire battre», croyant peut-être que ce ne sont pas les rapports de force qui nous protègent le mieux et brisent l'isolement des compagnons arrêtés. Le débat n'est alors pas comment sortir du collimateur (qui a pu se traduire par des perquisitions, des convocations devant le juge ou des filatures), mais comment relier dans la praxis la pression et la répression qui s'exerce contre nous à celle qui touche l'ensemble des rebelles, tout en continuant à s'inscrire dans l'antagonisme diffus. Non pas en se présentant comme des innocents ou des victimes —à quoi d'autre que la répression peut s'attendre un rebelle ou un révolutionnaire, une médaille ?—, mais en continuant d'affirmer nos idées et pratiques au sein de la guerre sociale et des luttes, tout en revendiquant nos compagnons incarcérés parmi tous les autres exploités révoltés qui tombent au quotidien.

Le débat reste ouvert, au-delà des limites que comporte nécessairement un tel texte, pour autant qu'il y ait débat et que l'on puisse enfin sortir des réflexes conditionnés ou de l'idéologie de la gestion interne d'«affaires courantes» qui n'en sont plus quand par exemple tous les journaux en parlent.

A suivre...

Battre le fer quand il est chaud

S'il est un mot qui risque malheureusement de devenir d'un emploi plus courant vu les temps qui courent, à titre d'insulte comme il se doit ou plus simplement de façon technique, c'est celui de «dissociéE».

En dehors du langage courant, il s'agit en général dans la bouche des camarades d'un italianisme venu tout droit de la fin des années 70, à l'époque où des membres d'organisations de lutte armée comme *Prima Linea* se dissociaient en masse. Rappelons qu'un des pères théoriques de la dissociation est cette vieille crapule de Toni Negri.

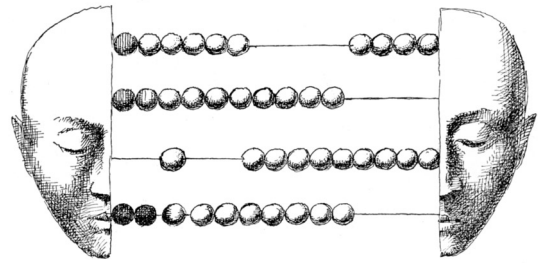
En gros, ce mécanisme étatique juridique consiste à s'auto-accuser/reconnaître des délits pour acquérir une crédibilité judiciaire (en validant au passage des constructions policières concernant aussi d'autres individus, c'est bien un des problèmes), puis à affirmer qu'il s'agissait d'une époque révolue, c'est à dire se dissocier de ce à quoi/à qui on avait été associé. En échange, l'Etat accorde alors des avantages liés à la condamnation ou la détention. Il a ajouté plus tard le mécanisme du *repentir* (dire que c'était une erreur et accuser d'autres personnes pour preuve de son changement, ce qui est légèrement différent que de dire qu'on ne le fera plus), mais c'est une autre histoire. Bref, certains camarades emploient souvent le terme dissociation par abus de langage militant au lieu d'employer celui plus juste de distanciation. Qui n'en reste pas moins infamant.

En effet, si pour être dissocié il faut avoir été associé selon le sens courant et pré-italianisant du mot (on peut se dissocier d'un groupe, d'une action à laquelle on a participé – tant que ce n'est pas aux yeux du pouvoir), il n'est besoin de rien pour se distancier. Ou plus exactement de rien d'autre que d'être (ou de présumer être) accusé publiquement par l'Etat de faits qu'on réprovoque. Cette distanciation se fait en général par des déclarations publiques dans la presse (antichambre dans ce cas du bureau du juge d'instruction) au moyen d'interviews, conférences ou communiqués.

Outre le fait d'entamer un dialogue avec l'Etat, cette pratique ne peut qu'avoir comme conséquence de désigner aux yeux de la répression la direction dans laquelle elle doit regarder pour trouver les coupables. Se distancier publiquement au lieu de conserver les critiques pour l'entre soi (entre camarades/compagnons selon les affinités, à l'intérieur du mouvement de lutte selon les cas, et critiquer des actes est encore différent que de les condamner), et le faire immédiatement au lieu d'attendre la sortie des individus concernés lorsqu'ils sont incarcérés, particulièrement à un moment tendu, revient à faire la balance, l'auxiliaire de police ou le complice de la répression, en fonction des nuances linguistiques nécessaires mais qui ne changent rien au fond.

A titre d'exemples déjà évoqués dans ce journal, les Tute Bianche en crachant sur les Black Bloc après Gênes, à la fois se dissocient (les participants de leur cortège ont participé aux émeutes) et se distancient (disant implicitement «réprimez donc ces anarchistes et foutez-nous la paix»).

Quand quatre jeunes sont incarcérés à Bure (Meuse) dans le cadre de trois jours contre la laboratoire d'enfouissement de déchets nucléaires le 27 juillet 2006 suite à l'incendie du portail de l'ANDRA, des associations citoyennes trouvent moyen de renouveler la forme du communiqué de solidarité-dissociation : condamnation de «toute forme de violence» d'un côté, expression de leur «compréhension» des motivations de l'acte d'un autre. Il s'agit ici d'une dissociation (en tant qu'organisateur



de la manif) en bonne et due forme : on revendique les bénéfices de ce qu'on feint d'organiser quand ça arrange, on crache sur les conséquences pratiques de la situation qu'on a créée quand l'Etat le requiert.

Enfin, quand des pillages se produisent à l'EHESS occupée lors du mouvement dit anti-CPE à Paris, Reflex (qui y a organisé une cantine) lance un communiqué le 25 mars 2006 pour préciser qu'il n'y est pour rien. Ce n'est pas de la dissociation, parce que d'une part ils ne parlent pas en tant qu'organisateur (vu qu'il n'y en a pas !), et d'autre part qui pourrait désormais penser en lisant leurs textes qu'ils sont favorables aux pillages ou pourraient y participer ? C'est par contre de la balance qui dit à l'Etat de regarder vers d'autres franges du mouvement antagoniste parisien.

Le dernier exemple en date, qui nous a inspiré cet article, c'est le communiqué* pondu le 12 juin 2007 par les «organisateurE» de la manif du 2 juin (Émancipation, CILCA, FSE, Groupe CRI, PSL, SUD-Étudiant ENS). En réponse à un article du Figaro intitulé «L'extrême-gauche radicale tentée par la violence» qui citait plusieurs attaques anonymes mais aussi des affrontements de fin de manif parisiennes en citant à tort «la leur», ces gentils animateurs de balades ont cru entre autre bon de préciser : «l'article identifie tout ou partie des manifestants du 2 juin à des individus ayant attaqué des locaux de partis et à des incendiaires criminels. Nous dénonçons solennellement cette contrevérité. La manifestation du 2 juin, autorisée par la Préfecture de police, organisée par nos soins, s'est déroulée sans le moindre incident».

On appréciera dans un premier temps leur honnêteté, puisqu'ils avouent à la fois leur rôle de flic en prétendant être capables de connaître les activités de chacun des individus venus participer à «leur» manifestation, et leur rôle de pompiers puisqu'ils revendiquent l'absence d'incidents.

On ne peut cependant également s'empêcher de penser qu'une chose a bien changé depuis cette fameuse fin des années 70 : les crapules n'attendent même plus d'être sous le feu des projecteurs (ils s'effraient d'un article de presse) de la justice pour s'empresser de montrer patte blanche. Qu'en sera-t-il alors lorsque l'ennemi l'exigera d'eux ? On ne souhaite pas être à la place de leur mère, selon l'expression populaire, qui en plus d'être vendue sans vergogne sera peut-être alors livrée directement aux geôliers.

En un temps où l'Etat fait mine de se chauffer à travers des articles de journaux, rappelons simplement à tous ces indics que la solidarité active avec les compagnons réprimés se dirige aussi contre les collabos aux petits pieds. L'infâme rédacteur du non moins infâme communiqué de presse de la CNT-Vignoles contre une camarade arrêtée lors de l'occupation d'un resto de luxe le 19 janvier 1998 pendant le mouvement des chômeurs à Paris pourra le leur expliquer à l'occasion...

* Voir Indymedia Paris du 13 juin 2007

PERQUISITIONS SAUVAGES ET PRESSION À PANAME

Mardi 24 avril 2007, deux squats, l'un à Montreuil [le Chatô], l'autre dans le 19ème [Pinton], se sont successivement fait perquisitionner tôt le matin.

A l'origine de ces perquisitions, l'interpellation de deux personnes le soir du premier tour, soupçonnées d'incendies de voitures – accusation que la justice n'a pas retenue. Dans les deux squats, l'équipe de police a prétendu que ces personnes habitaient les lieux, ce qui n'a jamais été le cas.

A l'aide de chiens, les flics recherchaient des explosifs. Ils n'ont rien trouvé de tel. Ils cherchaient surtout à réactualiser leurs fichiers, fouillant parmi livres, brochures, vidéos, prenant en photo les personnes présentes, embarquant carnets d'adresses, agendas, clés USB, disques durs et, au passage, des outils et 200 euros.

Dans une des habitations, les flics en ont profité pour arrêter un camarade pour défaut de papier. Bref, une véritable opération de police politique menée par des RG et des flics du commissariat rue Riquet dans le 19ème. C'est dans ce comico qu'a été amené notre camarade sans-papier. Il a été libéré lors de l'appel du jugement de la « détention et liberté » (35bis) après 5 jours de lutte : manifestation devant le commissariat et blocage de l'avenue de Flandres pendant deux heures avec des personnes du quartier ; refus de sortir de la salle d'audience du 35 bis après la décision du maintien au centre de rétention, diffusion des communiqués du retenu, manifestation devant le centre de rétention...

Suite à ces perquisitions, la pression policière s'est maintenue pendant toute la durée des élections et les jours de manifestation qui ont suivi :

- présence policière devant les lieux,

- filatures visibles de certaines personnes les fréquentant,
- contrôles d'identités répétés autour de ces squats, voire juste devant la porte d'entrée,
- dans le 19ème, un habitant se dirigeant en voiture vers le squat perquisitionné s'est fait poursuivre dans la rue par les flics. Il s'est fait arrêter sans explication ni accusation. Son tort est d'habiter dans ce lieu... Il a passé 20 heures en garde à vue au commissariat Riquet pour défaut de papier.

Voilà aujourd'hui un aperçu des pratiques de l'Etat et de sa police. Organisons-nous pour faire circuler les informations sur ce type de montage policier et d'opération de fichage politique.

[Récapitulatif paru sur Indymedia Paris le 23 mai 2007]

Manifestation sauvage à Barbès

Mercredi 16 mai, après la traditionnelle manifestation plan plan Bastille-Nation de la gôche, un second rendez-vous est fixé pour le soir à Bastille. Une centaine d'individus, s'échappant du piège policier tendu sur la place, se rend alors à Barbès pour partir en manif sauvage...

CLIMAT PESANT CE 16 MAI À PARIS. Comme d'habitude il fallait que rien ne puisse arriver et pourtant.

Une première manifestation part de Bastille vers Nation dans l'après-midi, 1500 personnes environ défilent dans un calme plat et sous le regard de plein de keufs en civil. Une manif « réussie » selon les gentils organisateurs. A Nation, tout le monde attend, nous attendons qu'il se passe quelque chose mais rien ne se passe. Timidement néanmoins, un rendez-vous pour le soir à la Bastille 20h30 et ensuite on bouge ailleurs pour esquiver les flics. 20h30 à la Bastille, toujours autant de flics : des cars en nombre impressionnant qui stationnent dans les rues alentours et des civils au rassemblement composent le dispositif prêt à se refermer sur nous. Puis ce mot qui circule « à Barbès au plus vite ».

On s'éclate pour se reformer ailleurs, on n'est pas très nombreux, une centaine, à avoir répondu à l'appel. Là, une voiture de flics nous mate grave en passant, c'est la surprise pour eux. L'ambiance est électrique, on va pouvoir faire un truc, c'est sûr. Allez faut se bouger, nous partons un peu au hasard en manif sauvage, nous commençons par crier « Paris debout, réveille-toi », « Sarko, nique sa mère » ou encore « Sarko au poteau », on a envie d'en découdre.

Boulevard de Rochechouart, on croise une bagnole de keufs aux cris de « Nique la police », elle se reçoit une bouteille et s'en va vite voir ailleurs, si on y est. L'idée de partir pour rameuter des gens et grossir rapidement fait rapidement place au « Il faut frapper ». Le temps que quelques personnes du quartier s'empressent de nous rejoindre, la rage au ventre, et la manif continue. Quelques rétros et quelques vitres de bagnoles sont shootés et détruites pour ensuite partir sur un truc plus ciblé.

On descend alors sur la rue des Martyrs dans le 9ème arrondissement qui n'a rien de populaire malgré les conneries qu'on peut lire. Une quinzaine de banques, assurances, agences immobilières et concessionnaires automobiles voient leurs vitrines systématiquement détruites principalement sur les rues des Martyrs, rue Clauzel et rue Notre-Dame de Lorette. Ca ne durera pas, nous sommes trop peu nombreux, au-dessus de l'église Notre-Dame de Lorette, on se disperse avant de voir les keufs. Il est possible que les sirènes folles qu'on entendait au loin soient les signes de quelques arrestations, nous n'en savons pas plus à ce sujet.

20 minutes ça aura duré, 20 minutes que nous avons arrachées à l'apathie des derniers jours, 20 minutes où la rage face à ce monde s'est exprimée, 20 minutes dérobées aux regards des bâtards en uniformes. 20 minutes de vie dans cet océan mortifère. 20 minutes et aucun journal n'en parle, même pas Métro [sic].

Même à peu nombreux, on peut esquiver les flics, on peut frapper encore. La lutte continue.

[Récit publié le 17 mai 2007 sur Indymedia Paris]

Solidarité, "amnistie" et "front commun"

COURANT JUIN s'est créé à Paris Klimerero (voir texte page suivante), un collectif de solidarité avec les inculpés de la guerre sociale, à commencer par nos « camarades, compagnons et amis », selon la formule consacrée, et dont l'élargissement se fera en fonction des forces et moyens. S'il a été le fruit de nombreuses discussions, il a aussi permis de s'interroger collectivement sur la signification de la solidarité à apporter.

Et comme personne n'a le monopole des bonnes idées, d'autres réunions ont eu cours à Paris à la même période sur des bases beaucoup plus larges, offrant l'occasion à certains camarades prenant part aux deux réunions de s'interroger sur le pourquoi de deux collectifs à Paris, les intérêts étant à première vue communs. Ces autres réunions ont débouché sur un « collectif contre la répression » qui a notamment publié un texte d'appel¹, à l'occasion de sa réunion à la CIP le 27 juin 2007, nous donnant ici l'occasion de préciser quelques points.

Revendiquer, comme le conclut cet appel, une « amnistie pour tous les poursuivis et condamnés de ces mouvements » ne peut que signifier reconnaître que nous ayons perdu une guerre et demander à l'Etat de nous accorder une sorte de paix des braves en échange de cette reconnaissance. Cela signifie vouloir boucler une période en enfermant l'antagonisme qu'il contient dans le passé, sans voir sa continuité dans le quotidien, dont les « mouvements » ne sont qu'une intensification ou parfois une forme de dépassement. Lutter pour une « amnistie » ne peut aussi être que le fruit d'une légitimation de l'Etat, cette problématique le concernant de manière exclusive, lui et ses souteneurs (ce qui n'est par exemple pas le cas de l'affirmation « liberté pour tous les prisonniers »). Nos intérêts, qui ne correspondent évidemment pas aux siens, se portent au contraire sur la continuation, l'élargissement et l'approfondissement d'une guerre sociale qui est quotidienne, et non pas limitée aux seuls « mouvements », au nom desquels personne ne peut prétendre parler.

Par ailleurs, si plusieurs passages de cet appel font plus référence à un manque de démocratie qu'à une critique de cette dernière (procès « absurdes », sans papiers raflés « sans égards », police qui s'exerce « impunément », rupture révolutionnaire rebaptisée « solution à long

terme »), c'est une autre proposition qui a retenu notre attention : celle de la construction d'un « collectif qui tend vers un front commun contre la répression ». Nous ne ferons pas l'injure aux auteurs du texte de nous étendre sur la misère et la fonction historique contre-révolutionnaire des fronts communs (en particulier ceux contre le fascisme). Si le seul contenu du « front » se réduit à un vécu commun défini en négatif (la répression), on peut par exemple s'interroger sur la participation en son sein d'individus déjà organisés portant une vision autoritaire de la société (souhaitant notamment remplacer l'Etat ou ses prisons d'aujourd'hui par leur version populaire ou prolétaire). Ainsi, à l'inverse de la classique ritournelle mathématique qui clame que l'union fait la force, nous pensons que l'on ne peut s'unir, ou mieux encore se coordonner, que sur une base « en positif », soit sur la base de projets, désirs et idées plus proches que divergentes, à moins d'aboutir à des compromis dans lesquels personne ne se retrouve. Et la question de la démocratie, de l'Etat ou des prisons, pour en rester là, n'est un détail de second ordre que pour les politiciens ou les acrobates de la rhétorique. Bref, au-delà des dizaines de camarades/compagnons plus « proches », il nous semble plus passionnant de débattre en pratique de ces questions avec des inconnus dans la rue au gré des luttes et des rencontres, que de chercher une alliance fictive et limitée avec des militants de groupuscules gauchistes ou des syndicalistes en mal d'ouverture, tout « sincères » et « sympathiques » qu'ils soient (les quelques « nouvelles têtes » assistant passivement à un spectacle verbal qui dure des heures et des renversements de majorité d'une fois sur l'autre en fonction des présents, avant de repartir bien souvent dégoûtées).

Enfin, dans un contexte que l'on peut certes se contenter de voir sous le seul aspect répressif sans le relier avec une guerre sociale dont l'intensité n'est pas des moindres, un collectif de solidarité ne peut être selon nous qu'un outil technique permettant d'assurer un filet minimum dans un cadre offensif, et non pas constituer un énième machin « politique » qui ne peut qu'engluer notre rage et nos désirs, qui visent bien plus qu'une opposition « à la répression ».

Quelques anarchistes relous

1. Voir Indymedia Paris du 24 juin 2007

C'EST VRAIMENT TROP INJUSTE !

Suite à la création du Kalimero à Paris fin juin, la recherche d'avocats et de thunes a commencé. Une première auberge espagnole et le concert de «solidarité avec les insurgés de France» à Bruxelles le 18 juin ont déjà permis de démarrer la caisse. Rappelons que le fric va quasi exclusivement aux mandats (et ne sert ni à engraisser des baveux ni à collectiviser les peines en payant par exemple les amendes). Une seconde auberge est prévue à Paris fin septembre.

En attendant la publication d'un numéro de compte bancaire, les contributions (en région parisienne, l'objectif des auberges en plus de récolter du fric est aussi de se rencontrer directement) peuvent notamment et provisoirement être adressées au journal par chèque à l'ordre de «Cette Semaine» (mention «Caisse» au dos). Enfin, si d'autres caisses de solidarité ou collectifs sur des bases proches ou complémentaires de celles du Kalimero (voir texte ci-contre) sont créés, une mise en relation est la bienvenue, car un des objectifs est aussi de pouvoir fonctionner en réseau selon les besoins des uns et des autres.

Cela dit, l'une des formes de solidarité concrète reste notamment d'approfondir, chacun en fonction des moyens qu'il jugera appropriés, la guerre sociale quotidienne en s'attaquant directement aux causes de l'exploitation et de la domination, sur le chemin vers la liberté de toutes et tous.

Les temps sont durs

Dans un contexte où l'Etat et le Capital sont à l'offensive pour intensifier leur contrôle et l'exploitation, la révolte sociale ne peut que s'étendre et s'amplifier tant dans des mouvements massifs qu'au quotidien. Alors qu'elle s'exprimait à nouveau (après le mouvement lycéen, novembre 2005, la lutte dite anti-CPE) au cours de la période électorale, nous nous sommes retrouvés à plusieurs individus avec la volonté d'agir en solidarité avec les nombreux camarades, compagnons et amis (même si nous les connaissons pas) inculpés à la suite d'actions individuelles ou collectives.

Le maton te guette

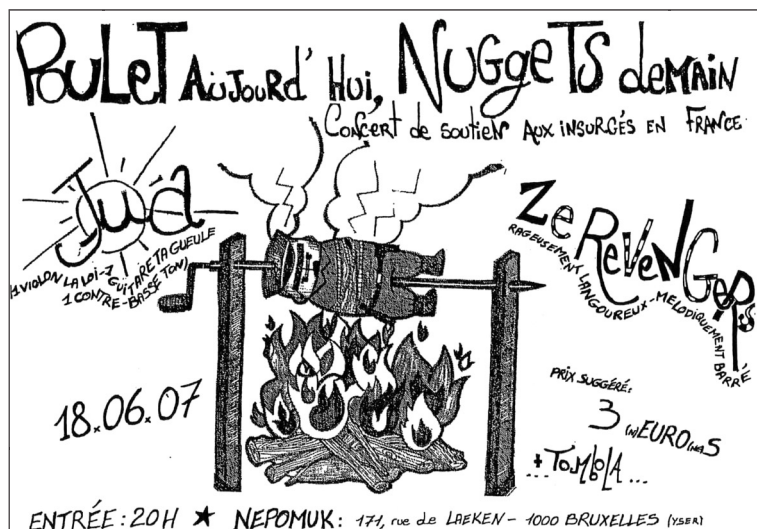
A chaque mouvement social, au moment où l'Etat décide de distribuer des mois de prison, on peut entendre «c'est incroyable, on n'a jamais vu un tel niveau de répression!». De même, trop souvent les proches d'un inculpé, lorsqu'ils s'organisent, soulignent la particularité de son cas, de sa personnalité, de son statut social, du contexte. Presque systématiquement, ils véhiculent l'idée que la répression qui les touche aurait un caractère «anormal», participerait d'un dysfonctionnement de la démocratie...

Pour en finir avec cette hypocrisie, nous avons décidé de former un collectif de solidarité avec les inculpés de la guerre sociale en cours. Pour notre part, nous soulignerons plutôt l'évidence : le sort ignoble que l'on veut nous faire subir reproduit la normalité de ce monde, il est le lot commun de tous les révoltés.

Parce que nous savons que la Police et la Justice ne sont que des machines de guerre visant à écraser toute velléité de révolte, nous n'invoquerons pas en pleurnichant une position de victime. La tâche que nous nous fixons est d'apporter une aide concrète et matérielle aux camarades, compagnons et amis (même si nous le connaissons pas) principalement sous la forme de mandats mensuels pour les prisonniers, en apportant une aide technique pour la défense et en participant à la création d'un rapport de force à l'intérieur comme à l'extérieur du tribunal.

Parce que nous savons que la répression ne se limite pas au moment où la matraque s'abat sur le crâne du récalcitrant, mais est constitutive de chaque moment du quotidien sous la domination du Capital, qu'elle se constitue de milliers de dispositifs psychologiques et matériels omniprésents obligeant la masse des prolétaires à accepter une vie de merde sous la contrainte... nous créons une caisse de solidarité sur la région parisienne, non pas pour réagir uniquement à une répression du dit «mouvement social», mais pour nous inscrire dans la continuité de révoltes qui peuvent être individuelles ou collectives et prendre diverses formes.

Dans différentes villes, des caisses de soutien sont en voie d'être créées. Si nous ne souhaitons pas nous organiser au niveau national à cause de la lourdeur bureaucratique que cela impliquerait, il est clair en revanche que nous fonctionnerons avec elles suivant des principes d'entraide et de réciprocité.



[Affiche bruxelloise du concert de solidarité avec les «insurgés en France», 18 juin 2007]

Nous mettons également en place une liste d'avocats acceptant d'être peu payés (se contentant de l'aide juridictionnelle) car en tant que techniciens du droit et connaisseurs des rouages du code pénal, il est souvent utile de faire appel à eux. Néanmoins, il doit être clair que ce sont les inculpés eux-mêmes qui décident de leur ligne de défense. Ils doivent disposer des éléments nécessaires (accès à leur dossier par exemple) pour définir la manière dont ils souhaitent le faire... sans enfoncer d'autres, bien entendu. Les notions de culpabilité ou d'innocence ne font pas partie de notre vocabulaire.

Nous aurions pu nous appeler «Collectif de Solidarité avec les Inculpés de la Guerre Sociale En Cours», ce qui aurait donné C.S.I.G.S.E.C., ce qui est non seulement moche mais de plus imprononçable. Nous avons préféré faire appel à un célèbre bandit casqué, tout de noir vêtu, c'est son nom qui nous représentera... j'ai nommé Kalimero.

Contact mail : kalimeroparis@gmail.com

LES FEUX DE LA COLÈRE

ON DIT SOUVENT que les chats ont neuf vies. Ce qu'on sait, nous, c'est qu'on en a qu'une. Une vie de merde coincée entre les faux choix de la *démocratie* : travailler pour survivre ou se débrouiller pour gratter du fric comme on en trouve, engraisser un propriétaire ou ouvrir des maisons vides sous menace constante de se faire virer, fermer sa gueule en attendant d'être raflé ou matraqué quand on l'ouvre, galérer dans les rues ou se réfugier dans les zones qui puent la marchandise concentrée, raser les murs jusqu'à devenir gris comme eux ou péter les plombs en public, se droguer aux anti-dépresseurs ou au spectacle télévisuel, voter pour la gauche ou pour la droite.

ET POURTANT, dans cet océan de misère, il est encore des moments où on peut entrevoir une autre voie que celle où ce train de la mort qui se fait appeler *nation*, *république* ou *société* prétend nous entraîner sans broncher. Les feux de la rage viennent toujours plus souvent réchauffer les coeurs et enflammer les esprits qui ne se résignent pas.

EN NOVEMBRE 2005, c'est un long cortège —autrement plus réjouissant que les simples manifs où on s'accumule dans la rue— d'écoles, de commissariats, d'entrepôts commerciaux, de bus et d'administrations qui ont cramé dans les périphéries et bien au-delà. Au printemps 2006, les rues se sont animées de manifestations sauvages, occupations, affrontements, saccages et autres sabotages avec comme prétexte le retrait du CPE.

DEPUIS LE DÉBUT DE CES ÉLECTIONS, des dizaines de permanences électorales ont été incendiées ou brisées sur tout le territoire, des bureaux de vote sabotés à Marseille, Paris ou Lille, des relais de télé attaqués à Millau ou Lyon. Et le résultat du second tour n'a fait qu'exploser une nouvelle fois nos colères trop de fois contenues contre tous les chacals —flic, patron, petit-chef, conseiller anpe, assistante sociale, politicards— qui nous bouffent la vie au quotidien. Les drapeaux français brûlent en un feu de joie à Toulouse, les vitrines sautent un peu partout, les flics ramassent dans la tronche ce qu'ils méritent tandis que des barricades de bric et de broc sont érigées, un supermarché est pillé à Paname, le feu gagne du terrain de Toulouse à Lille, de Grenoble à Nantes, de Lyon à Rouen.

ET ON N'OUBLIE PAS non plus ces ANPE et Assedic qui se sont consumées l'an dernier, l'émeute à Gare du Nord en mars qui a administré une leçon de solidarité aux uniformes verts et bleus ou les attaques ciblées en banlieue contre les gardiens de la paix sociale.

ON NOUS APPELLE AU CALME quand toute notre vie et la planète crèvent sous la loi du profit et de la domination. Quand ils voudraient étouffer nos rêves de liberté en nous demandant de voter, de faire preuve de patience ou de respect. Alors comme d'autres avant eux, de nombreux individus ont retrouvé le goût de la subversion et sont allés exprimer leur révolte contre un système qui n'est pas abstrait et intouchable puisqu'il s'incarne dans des humains et des structures précis.

LES MÉDIAS, en serfs zélés du pouvoir comme il se doit, ont eu vite fait de désigner ces milliers d'anonymes sous l'étiquette d'« autonomes » ou « anarchistes » quand ces derniers, amants d'une liberté *démesurée* pour tous, ne sont que la partie la plus visible et la plus commode pour effrayer le citoyen-flic une fois la figure de la « racaille » mise au placard provisoirement.

A AVIGNON, MONTPELLIER, PARIS OU VILLEURBANNE se sont multipliées perquisitions et incarcérations de compagnons. Accusés d'incendies de véhicules de bourgeois ou de permanences électorales des deux bords, ils risquent à présent de longues années à l'ombre. Sans même avoir besoin de les connaître, nous affirmons notre solidarité avec eux et tous ceux qui s'en prennent directement aux causes de la domination, sur le chemin destructeur vers la liberté. Notre complicité dans leur révolte aussi, qu'aucune enquête confiée à l'anti-terrorisme comme à Toulouse ou Paris ne pourra écraser.

**IL S'AGIT À PRÉSENT DE NE PAS LES LAISSER SEULS AUX MAINS DES CHAROGNES EN TOGE
CONTINUONS À LUTTER SANS TRÈVE — LIBERTÉ POUR TOUTES ET TOUS !**

Incendiés, expulsés, mais pas soumis !

DANS LA NUIT DU JEUDI 26 AU VENDREDI 27 JUILLET, notre maison (10 rue François Pinton, Paris 19ème) a été détruite dans un incendie, emportant au passage une partie de nos affaires. Aujourd'hui nous n'avons plus de logement. Alors que le toit finit de brûler, une adjointe au maire du 19ème fait une courte apparition : elle vient reconforter quelques voisins mais ne juge pas utile de nous adresser la parole. A une heure du matin, les flics nous auditionnent au commissariat Erik Satie. Au bout d'une heure, on nous annonce : « aucune solution de relogement n'a été envisagée pour vous, bonsoir, vous pouvez partir ». Le lendemain, les charognards encravatés tournent déjà autour de la maison encore fumante : assureurs, propriétaires et acheteurs se frottent les mains. Quant aux flics, ils ont pour unique souci de fermer la maison. Il faut attendre midi pour y accéder : ils nous imposent trois heures pour récupérer nos affaires sans camions ni garde-meuble. L'incendie est une aubaine pour la police ; expulser à moindre frais et sans vague, surtout quand les habitants sont connus pour leur lutte pour le logement et contre les expulsions de sans-papiers. Pour le propriétaire, tout rentre dans l'ordre, il récupère son bien avant l'heure et se fera rembourser les travaux par les assurances : une bonne affaire, ce brasier finalement.

Depuis plus de deux ans, nous étions plusieurs personnes à habiter dans une maison laissée à l'abandon pendant 8 ans. L'habitation appartenait à quatre associations caritatives (Secours catholique, Mie de pain, SPA et Ligue contre le cancer) qui n'ont qu'une idée en tête : nous mettre à la rue. Ces bienfaiteurs nous

traînent devant les tribunaux en mars 2006, la juge nous autorise à rester encore huit mois, mais nous réclame 2000 euros d'indemnités par mois d'occupation ! Ne pensant qu'à la façade humaniste qu'elles se sont faite depuis des années d'activités, les quatre associations décident finalement de ne pas expulser d'elles-mêmes. Le 10 juin 2007, elles chargent un marchand de biens de faire la sale besogne en lui vendant la maison, se débarrassant d'une expulsion gênante pour leur image.

Notre nouveau propriétaire nous met la pression depuis les premiers jours de la transaction : harcèlement téléphonique, menaces de saisies, appels aux familles... En maître-chanteur, le marchand de biens exige que nous partions de nous-même avant fin juillet « et de nous débrouiller pour l'hiver si nous ne voulons pas être poursuivis toute notre vie » par ses charognards d'huisiers. Suite à l'incendie, le voilà satisfait.

Nous savons tous qu'il est fréquent de voir des logements précaires et des squats finir en fumée : la vie des pauvres brûle bien, et quoi qu'on en dise, cela en arrange plus d'un. Nous ne sommes qu'un exemple parmi tant d'autres dans le règne du fric et de la propriété. Nous ne nous étonnons pas d'être à la rue et de voir un marchand de biens spéculer tranquillement avec le concours des associations caritatives.

Notre habitation a brûlé ! Aujourd'hui, nous exigeons des logements pour tous les occupants.

Nous n'avons pas fini d'occuper !

botzaris@no-log.org

A Montreuil, le squat du Chatô du 35 avenue Pasteur, occupé depuis l'hiver 2006, était expulsable depuis le verdict de la cour d'appel le 24 mai dernier.

Le 1er juin, les flics aidés par les pompiers parviennent à rentrer et à le vider de tout (portes et fenêtres compris)... sauf de ses habitants, réfugiés sur le toit. Ce n'est que partie remise et le 6 juin au petit matin, le RAID intervient pour mettre un terme définitif à l'occupation.

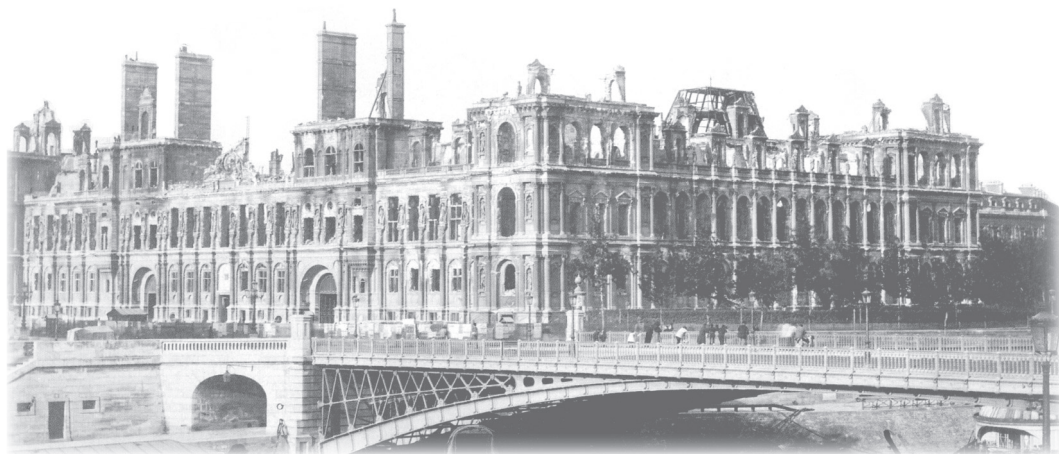
Un mineur est arrêté lors de l'expulsion, accusé de dégradation et passera plus tard en jugement. Enfin, le soir même lors de la manif sauvage de protestation, quatre personnes seront arrêtées suite à une intervention contre le domicile de Brard, le maire stalino-mafieux de Montreuil. Deux seront relâchées le lendemain 7 juin, les deux dernières le surlendemain après 48h de garde-à-vue. Elles étaient convoquées le 19 juillet au tribunal de Bobigny pour « rébellion ».

Le 27 juillet à Paris, c'est le squat de Pinton situé dans le 19e qui était expulsé de fait, suite à un incendie accidentel.

OCCUPATION

DE LA MAIRIE DU 19ÈME

Lundi 30 juillet, suite à l'incendie du squat de Pinton, une vingtaine de personnes occupent la mairie du 19e arrondissement pour demander un relogement. A leur sortie, les flics provoquent une bousculade et en embarquent une partie. Vers 17h30, tout le monde sortira après un contrôle d'identité avec photo et prise d'empreintes, sauf un copain repris par les flics dans la rue devant le commissariat du 11ème et mis en garde à vue pour outrage et rébellion, et un passant qui protestait contre les violences policières, arrêté dans la rue et accusé de "vocifération publique".





Montreuil : expulsion du Chatô

ON VA NOUS EXPULSER NOUS SOMMES ÉNERVÉS

ÇA Y EST, LE CHATÔ À MONTREUIL EST EXPULSABLE. Ce 24 mai, un mois après l'audience, la décision de la cour d'appel de Paris est tombée. La décision du juge d'exécution des peines qui nous donnait jusqu'à fin septembre a été cassée.

Certains d'entre nous avaient croisé Brard [le maire stalino-mafieux] lors du vide-grenier, rue Ernest Savart, il nous avait bien dit qu'il avait le pouvoir de décider de qui pouvait rester sur son territoire, sa commune. Il nous avait promis une expulsion imminente, une expulsion qui, pourtant officiellement, ne dépendait pas de lui, puisque l'on attendait toujours une décision de justice.

A l'audience du 26 avril où la BNP voulait remettre en cause les délais accordés, la juge semblait attentive à notre cause. A ce moment-là, malgré notre méfiance face à la justice, nous y avions un peu cru. Mais aujourd'hui le résultat est là. Nous voyons une fois de plus que la justice est soumise aux pouvoirs des politiques et de l'argent. Brard est allé jusqu'à écrire pour le procès une lettre soutenant la BNP. Depuis le début, Brard et la BNP ont travaillé main dans la main pour accélérer la transformation du parc en barre de béton, et mettre à la rue une vingtaine de personnes et les nombreuses initiatives qui ont émergé de ce lieu. Ils ne cessent de répéter qu'en occupant la maison, nous empêchons la construction de "logements sociaux". Ne soyons pas dupes. Depuis quand les banques font-elles du social ? On sait ce que le mot "social" peut recouvrir aujourd'hui : au chatô, il désignera des "résidences de standing en accession à la propriété". Et si Mr Brard voulait tant axer sa politique sur le social, rien ne l'empêchait de préempter la maison avant qu'elle ne tombe dans les mains d'une grande banque. Au contraire, il préfère soutenir une banque et un projet qui vise à raser un grand jardin, à réhabiliter une maison habitable... Et puis le plan local d'urbanisme nous expliquera qu'ailleurs, dans Montreuil, on fera un "îlot de verdure" artificiel avec trois ridicules arbres et un banc. En fait, toute cette histoire n'est qu'une belle opération de promotion immobilière, où les envies et besoins des gens du quartier comme des squatters ne comptent pas par rapport à des liasses de billet...

Face à ces puissants, on sait qu'il est difficile de lutter, que l'on finira bien par se faire expulser. Mais nous ne sommes pas résignés, nous sommes énervés. Nous sommes déterminés à résister. De multiples initiatives peuvent témoigner d'une hostilité à cette expulsion. A l'hiver dernier, au début de l'occupation de cette maison, de nombreuses personnes étaient venues spontanément se rassembler devant la maison, nous montrer leur soutien, nous aider à résister. De tels moments de résistance collective sont des moyens concrets de nous organiser ensemble et ainsi de lutter contre ce monde.

[Tract distribué à Montreuil le 25 mai 2007]

Ce matin 1er juin vers six heures trente, la police est intervenue pour expulser le Chatô, à Montreuil. Incapables de défoncer la porte au bélier, les flics l'ont complètement détruite à coup de hache (merci aux pompiers d'à coté). Mais certain-e-s habitants étaient sur le toit, d'autres sur les gouttières, et n'ont pas pu en être délogés. Sous la pressions de voisin-e-s, d'ami-e-s, les flics sont repartis vers 9h. Expulsion ratée donc [qui aboutira cependant le 6 juin], mais le Chato n'a plus de porte, ni de fenêtres, ni de mobilier (chaises, tables, matelas etc).

ON RESTE !

ÇA DEVAIT ARRIVER, le jugement l'avait annoncé : l'expulsion d'un grand lieu occupé à Montreuil, à deux pas de la mairie, sur l'avenue Pasteur. Depuis le 25 mai, nous les attendions jour après jour, et c'est peu avant sept heures qu'ils ont débarqué. Ils avaient pour ordre de nous sortir, d'enlever tous les meubles et de laisser la maison vide pour que la BNP puisse réaliser, avec l'aide de la mairie, son grand rêve immobilier et financier d'un charmant blockhaus paysager pour jeunes cadres. Avec destruction du grand jardin en prime.

Mais bon. Les flics, ces bons casseurs autorisés, ont finalement dû recourir au secours des pompiers pour ne réussir à défoncer la porte d'entrée qu'au bout de 45 minutes. Ils ont ensuite déménagé les quelques meubles et matelas que l'on avait bien voulu laisser, renversant au passage tout ce qu'ils pouvaient. Puis, ils se sont mis à enlever des fenêtres et des portes : joli et méticuleux travail visant à rendre inhabitable la baraque.

Mais bon. Ils ne sont pas allés jusqu'au bout de leur opération sordide. Des occupants étaient paisiblement installés sur les gouttières, d'autres sur le toit. En bas, dans la rue, pas mal de monde : des copains, des voisins, des voisins devenus des copains et aussi des passants. Et du bruit, même à cette heure matinale, entre les slogans, les chansons, et les morceaux de clarinette. Un refus obstiné d'obtempérer des gens sur les gouttières, une trappe d'accès au toit bien bloquée, un petit peu de remue-ménage en bas et le tour a été joué. Tout ce beau monde en uniforme a fini par repartir, nous laissant avec la maison ouverte à tous les vents.

Mais bon. Une fois cette barrière levée, les retrouvailles passées, nous nous sommes dits qu'il fallait continuer de plus belle. De grandes portes sont arrivées par des potes, des matelas par des voisins, des meubles par un passant. Nous nous sommes mis au travail pour monter, fixer, transporter, replacer, cuisiner, manger et garder cette maison et nos rêves que nous ne pouvons abandonner.

Mais bon. Nous savons que nous sommes toujours vulnérables, car expulsables. Que les flics pourront revenir bientôt et nous déloger pour de bon. En attendant, nous avons cette intuition sur ce qu'il s'est passé : que cela n'aurait jamais pu voir le jour sans un refus collectif de laisser se passer, dans le silence et l'apathie, ce genre de chose. Aujourd'hui, en tout cas, nous avons pu voir qu'une simple solidarité quotidienne pouvait se muer en résistance, et que les rencontres, même banales, dans un quartier, pouvaient conduire *au moins ponctuellement* à la constitution d'une belle puissance.

Pour faire durer tout ça, retrouvons-nous ici ou ailleurs, ou même dès de samedi 2 Juin à partir de 15h, place de la mairie.

[Tract distribué à Montreuil le 1er juin 2007]

Un bulldozer est passé près de chez vous

Mercredi 11 juillet, la Picharlerie a été expulsée et totalement rasée. Cette maison, perchée dans les montagnes cévenoles du Sud-Lozère, était squattée depuis le printemps 2002. Située sur la commune de Moissac-Vallée-Française, elle avait été abandonnée dans les années 1930 par ses derniers habitants, dans un contexte général d'exode rural.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la Picharlerie connut un second souffle. L'endroit, comme d'autres fermes perdues dans cette végétation de maquis, se prêtait à merveille à la résistance à l'occupant nazi et ses supplétifs français. Un maquis-école y fut fondé. Entre 1943 et le printemps 1944, de nombreux "bandits", comme on les appelait alors, s'y retrouvèrent : des réfractaires au STO, de très jeunes combattants, des antifascistes allemands, et bien d'autres. Des membres du maquis Bir-Hakeim, en grande partie liquidés sur le causse Méjean avec l'étroite collaboration du préfet de Lozère Roger Dutruch, s'abritèrent également à la Picharlerie. En avril 1944, depuis la crête de Saint-Etienne-Vallée-Française, les nazis et les forces collaborationnistes attaquèrent ce flanc de montagne. Le Ginestas, maison toute proche de la Picharlerie, porte encore les marques de tirs d'artillerie lourde.

A nouveau, le lieu sombra dans l'abandon. Un incendie ravageur au cours de l'été 1976 paracheva l'œuvre du temps. Ce sont des ruines à peine visibles sous la végétation, –sans un toit, avec des arbres poussant dans les murs et de nombreux bancels effondrés–, que nous avons trouvées au printemps 2002. Nourris, comme d'autres avant nous, d'un esprit de résistance à l'air du temps, nous avons décidé à quelques-un/es d'occuper le lieu et de le réhabiliter avec les

moyens du bord, d'y faire des jardins, d'en dégager les fruitiers asphyxiés, d'y poser des ruches,... Chacun put voir se redessiner la maison et ses terrasses à travers la dense canopée.

Nous avons entrepris de multiples travaux, aidés par le réseau d'amis et de camarades tissé dans d'autres lieux, au cours d'autres expériences, mais aussi, très vite, par des voisins et habitants de la vallée. Beaucoup sont devenus des habitués de la Picharlerie renaissante et de ses rendez-vous : chantiers collectifs, projections cinéma en plein air, soirées pizza, bibliothèque et fanzinothèque, etc. Des personnes d'horizons et d'origines variés se sont croisées. Le lieu est devenu un endroit de partage, de mélange, certes en marge des réseaux existant en Vallée-Française, mais très riche pour ses occupant/es et tous ceux qui y montaient, bravant plusieurs kilomètres de piste accidentée. La Picharlerie occupée était connue de dizaines de personnes, bien au-delà des frontières de l'Hexagone, animées la plupart par un esprit de contestation du meilleur des mondes qu'on veut nous faire avaler. Un monde morne, toxique, pétri d'inégalités, de guerres "chirurgicales" et d'opérations policières à tout bout de champ ; un monde glissant sûrement vers une société de contrôle total où ceux qui ne rentrent pas dans le rang sont des terroristes potentiels, et où ceux qui possèdent tout ont toujours raison.

C'est sans doute mus par cette dynamique globale de répression que le préfet de Lozère, la mairie de Moissac et le propriétaire n'ont pas lésiné sur les moyens pour se débarrasser des affreux trublions que nous sommes. Après un premier procès à l'issue duquel, en mars 2007, le pasteur

Freddy Dhombres est débouté de sa plainte –n'ayant pu fonder ses accusations contre les deux personnes assignées–, une seconde procédure est engagée, expéditive celle-là. En trois semaines à peine, sans que nous soyons au courant, l'expulsion des occupants est prononcée et organisée depuis Mende. Et c'est fort de son droit de propriétaire que le pasteur, dans une action menée tambour battant par les représentants de l'Etat, a demandé que soit rasée la maison, réduisant à un tas de décombres fumants plusieurs siècles d'histoire, un haut lieu de résistance, et un lieu notoire d'habitat et d'activités. Le Préfet proposait, outre le tracto-pelle, la dynamite, ou bien de faire murer la maison. Ensemble ils ont choisi le bulldozer, symbole d'une politique de guerre bien connue, plutôt que de courir le risque que l'endroit serve à nouveau de refuge, à nous ou à d'autres. Un engin est réquisitionné pour l'occasion, et son propriétaire prévenu quelques jours à l'avance. Lui aussi aurait pu refuser cette sale besogne...

Le mercredi 11 juillet, au petit matin, les forces de l'ordre se déploient en grand nombre dans la Vallée-Française, quadrillant les routes et contrôlant les différents points d'accès à la Picharlerie (Moissac, Sainte-Croix, Saint-Etienne, Saint-Martin de Lansuscle). Tout au long de la journée, de nombreuses personnes et des véhicules se font contrôler dans la vallée. En outre, les ondes sont brouillées dans le secteur, empêchant les communications de téléphones portables – le but manifeste de ces différentes opérations étant d'empêcher tout mouvement de solidarité. Pendant ce temps, sept fourgonnettes de gendarmes, des motards et un engin de destruction massif montent là-haut et entreprennent de tout raser (clède, four à pain, magnanerie, etc.). Il ne reste plus des bâtiments qu'un tas de pierres de 50 mètres de long sur quelques mètres de large. La maison de la Picharlerie est aujourd'hui rayée des cartes.

Dès le lendemain, la solidarité s'organise. Un chantier a lieu afin de sortir des gravats quelques affaires. Des personnes affluent, nous témoignant sous des formes multiples leur sympathie. Dans la vallée, c'est l'émoi et l'incompréhension. En plus d'avoir délogé des squatters, ils ont rasé un lieu de mémoire. Des élus s'en mêlent ; des anciens crient leur indignation : on a détruit une partie de leur passé. Et elle est bien dans l'air du temps, cette politique de table rase du passé. En finir avec Mai 68, bien sûr, mais aussi avec tout ce qui rappelle que des hommes et des femmes se sont battus et se battront pour une certaine idée de la li-



[La Pich en partie retapée avant d'être rasée]

berté, contre l'oppression, quelle qu'en soit la couleur ou la patrie. L'armée de l'ombre, après tout, n'était pour beaucoup à l'époque qu'un ramassis de terroristes...

Pour une partie de la population locale, cet acte ignoble est bien compris comme le signe avant-coureur d'une accélération de la répression. Cette opération est le signal fort d'une détermination à écraser toute forme de contestation radicale, et plus largement tout ce qui déborde du cadre bien réglé des institutions. Le squat est pour nous une critique en acte des inepties de ce monde : ici comme en zone urbaine, des logements, des terres sont laissés en friche et déperissent. Hormis la période du maquis, cela faisait plus de 70 ans que la Picharlerie était désertée et inculte. Il en est de même pour la Carrière, maison occupée de 2001 à 2003, puis expulsée. Son propriétaire n'en a jamais rien fait et n'en fera jamais rien. La Carrière s'effondre lentement ; elle disparaîtra un jour. Freddy Dhombres, obscurantiste pour le coup, a choisi quant à lui de voir la Picharlerie rasée et morte, plutôt qu'occupée et vivante. Et c'est conforme à l'ordre des choses, car il a la légitimité sacrée que lui confèrent ses titres de propriété, aussi vides et stériles soient-ils. Nous avons, contre cette raison absurde et contre la loi qui la garde, choisi de remonter ces ruines et d'en travailler les bancelles, comme ce fut fait pendant des siècles sur ce flanc de montagne. Ainsi nous nous sommes appropriés des savoir-faire, des connaissances et un rapport aux choses qui font grincer

les rouages implacables de cette société marchande.

Une telle opération de police et de destruction est aussi symbolique d'un rapport de forces qu'on veut nous faire éprouver jusqu'ici, dans des zones jusqu'alors quelque peu épargnées par le vent brutal de réaction qui balaie le pays et les esprits. Dans cette logique, les squatters sont bien sûr les premières cibles, les plus aptes à cristalliser un consensus contre eux. Mais de nombreux habitants se sentent désormais concernés. Car l'offensive vise progressivement mais sûrement toutes les formes d'habitat hors-norme ou précaires, et toutes les formes de vie dites "alternatives", aussi protégées se sentent-elles par des bribes de légalité. A quand les pelleteuses qui rasant les cabanes, les services sociaux qui enlèvent leurs enfants aux parents, les expulsions pour manquement à la raison sanitaire et à l'harmonie paysagère de dépliant touristique, les petits fascistes locaux qui mettent le feu aux habitations, ... ? Ces pratiques existent déjà, ici ou ailleurs. Elles pourraient bien se généraliser et devenir la règle. La lutte contre la cabanisation n'est plus cantonnée aux Pyrénées-Orientales ; des documents concernent le littoral du Languedoc-Roussillon, peut-être d'autres régions ou départements. Hormis la question de l'habitat et de l'usage des terres, c'est toute la politique de mise au pas d'une partie de la population qui s'affiche avec fracas à travers ce piteux exploit. Certains trépigment sans doute de joie à l'idée que soient passées au karcher



les montagnes. Les laisserons-nous faire ? Rentrerons-nous dans le rang, à force de pressions et de résignation, de sentiment d'impuissance face aux multiples offensives contre le désir de liberté qui nous anime, non pas cette liberté vendue par les agents de voyage ou accolée aux forfaits de téléphonie, mais celle qui fait courir les êtres à travers les siècles ?

*Les occupants de La Picharlerie,
19 juillet 2007*

lapich@no-log.org
<http://lapicharlerie.internetdown.org>

Attends, j'ai pas tout piché, là ?

L'expulsion/destruction de la Pich' le 11 juillet a provoqué de nombreuses réactions, le Préfet de Lozère allant même jusqu'à évoquer «une certaine détérioration du climat social». Ce brave domestique du pouvoir, certainement habitué à ne fréquenter que des êtres aussi soumis que lui, pensait peut-être qu'une fois la propriété défendue à coup de bulldozer, tout aller enfin rentrer dans l'ordre.

De fait, entre réunions, assemblées, manifestation (comme le 26 juillet devant la sous-préfecture de Florac), affiches, tracts sur les marchés ou communiqués de presse de tout ce que la vallée compte d'associations de citoyens indignés et au-delà, la Pich' continue à faire parler d'elle. Si d'un côté les compagnons tentent, malgré les difficultés, de lancer des pistes de réflexion et d'agitation, la récupération politique pointe aussi son groin.

A l'image du conseiller général du coin qui précise, avec toute l'intelligence qui peut sortir du cerveau d'un tel reptile, que «l'évacuation d'un squat je peux comprendre, la destruction du lieu en question, je ne l'admets absolument pas», on se souvient soudain que la Pich' a servi de maquis-école. Il s'agirait donc à présent d'en faire «un lieu de mémoire» de la Résistance. L'image n'est pas fautive, vu que ce (désormais) tas de pierres correspond bien à ce qu'a généralement été la Résistance française : la ruine

d'une possibilité de rupture avec l'ordre de ce monde. Elle a par exemple recouvert plus qu'à son tour la livrée du nationalisme le plus abject («A chacun son boche !» titrait par exemple *L'Humanité* à la veille de la libération de Paris), appuyé par une collaboration de classe des plus ouvertes dans la continuité du régime qu'elle combattait. Ce qui n'empêche pas bien sûr qu'il y ait eu des révolutionnaires et nombre d'hommes sincères en son sein, qui se sont en général d'abord fait liquider par un océan de collaboration, par la résistance stalino-gaulliste ensuite.

Cependant, à force de vouloir enterrer au nom d'une mémoire morte (une mémoire de pierre) pour la énième fois ce que des combattants de la liberté ont pu avoir de subversif en un contexte pas si éloigné du nôtre, il se pourrait bien qu'une autre mémoire, bien vivante celle-là, se réveille : celle du goût diffus pour l'action directe et le sabotage, qui pourrait bien rappeler de mauvais souvenirs à l'Etat et ses serviteurs, au propriétaire agitant un chiffon de papier qu'il prend pour un titre, ou aux ternes collabos qui se sont réjouis du respect de la loi. Au nom de la Liberté, bien sûr...

*Un passant occasionnel
le 9 août 2007*

Lettre ouverte aux rédacteurs du «*bulldozer est passé près de chez vous*»

Bonjour,

Depuis plusieurs semaines, je reçois à intervalles réguliers par mail le « Bulldozer », le papier rédigé par des occupants de La Picharlerie, dans les Cévennes, à l'occasion de la destruction du lieu par les forces de l'ordre. J'ai déjà émis, de façon verbale, des critiques à son égard et expliqué pourquoi je ne le diffuse pas. Si ceux qui occupaient La Picharlerie m'étaient étrangers, je n'irais sans doute pas plus loin. Mais ce n'est pas le cas. J'y compte des amis, parfois très proches, et la moindre des choses, dans de pareils cas, c'est de porter à leur connaissance par la plume ce que je leur reproche.

Je n'ai pas participé à l'occupation de La Picharlerie. Je n'y ai même jamais mis les pieds. Par suite, je laisse bien volontiers aux premiers intéressés le soin de faire le bilan critique de toutes ces années d'activités individuelles et collectives, que je n'ai pas l'intention de dénigrer. Par contre, j'ai pas mal circulé dans les Cévennes, dès les lendemains de Mai 68. J'y fus confronté à suffisamment d'histoires glauques pour être en désaccord total avec l'interprétation de la Résistance locale que charrie le « Bulldozer ». A l'époque, j'étais maoïste et l'organisation à laquelle je participais, contrainte à la clandestinité, était à la recherche de complices dans les régions et les milieux issus de la Résistance, pour monter des planques, des imprimeries, voire des centres destinés à effectuer des exercices assez peu spirituels. Ce qui, dans quelques cas rares, a fonctionné. Car nous allions en priorité à la rencontre de ceux qui avaient, aux lendemains de la Libération, refusé de rendre les armes et qui reprochaient au PCF de ne pas avoir saisi le pouvoir d'Etat par la force à la mode bolchevik. L'une des directives de l'organisation était d'ailleurs de nous manifester, à l'occasion, sur les lieux de pèlerinage des associations d'anciens de la Résistance, pour bien montrer notre filiation avec elle, du moins avec les fractions qui nous paraissaient les plus susceptibles de partager nos conceptions. Guingouin, fondateur du premier maquis du PCF dans le Limousin à l'époque du pacte Staline-Hitler, contre les ordres de Thorez et chassé du Parti dans les années 50, était notre modèle. Evidemment, lorsque nous le rencontrâmes dans l'Aube, à la même époque, il nous déçut beaucoup par son chauvinisme, par son attachement religieux au Parti qui l'avait pourtant entraîné dans la boue et par son re-

fus de discuter des questions importantes, le rôle du PCF dans la reconstitution de l'Etat à la Libération, par exemple. Il est vrai qu'il avait mis lui-même la main à la pâte dans le Limousin, à la veille de la drôle de guerre, comme responsable de l'Organisation Spéciale locale, chargée de traquer l'opposition trotskyste...

Bref, c'était l'époque où Dominique Grange, égérie de la Gauche prolétarienne, chantait : « Nous sommes les nouveaux partisans, partisans de la guerre de classe... » Nous participions à la belle et touchante tentative de réconciliation entre les jeunes maos-staliniens et les vieux staliniens-staliniens qui, en réalité, n'avaient en commun que de reprocher à la direction du PC thorezienne l'acceptation du « révisionnisme krouchtévien », selon les propres termes de Guingouin. De sa retraite de l'Aube, il avait dû lire Mao pour parler comme ça. Le dernier carré des puritains de la Résistance ne comprenait pas que Thorez n'avait jamais réalisé que du « révisionnisme stalinien ». Nous non plus d'ailleurs. En pur « homme de confiance » que Staline plaçait aux postes clés du Komintern, Thorez tentait de concilier la raison d'Etat de Moscou avec celle de Paris, quitte à faire passer la première avant la seconde, au grand dam de ses détracteurs nationalistes dans le PCF, par exemple Guingouin, lors du pacte germano-soviétique.

Au fil des discussions dans les Cévennes, ça devenait d'ailleurs intenable de concilier la défense de Staline et la critique des « trahisons » de Thorez, le « premier stalinien de France », en particulier celles envers les peuples colonisés par la France. Car notre filiation à nous, maoïstes, ce n'était pas que la « résistance nationale » en France, mais aussi les « luttes de libération nationale », y compris celles dirigées contre l'Empire français. Nous allions parfois y participer, sans comprendre que nous favorisions la formation de nouveaux Etats. Mais nous prenions au pied de la lettre la formule de Lénine : « Des peuples qui en oppriment d'autres ne sauraient être libres. » D'où nos critiques acerbes contre le chauvinisme du PCF, particulièrement odieux lorsque le « premier parti de France » accéda au sommet de l'Etat pour participer à la reconquête de l'Empire. Thorez était vice-président du Conseil avec Tillon, fondateur des FTP, comme ministre de l'Air, lors des massacres de Sétif en 1945 ; il occupait en-

core le même poste avec Billoux, l'un des principaux créateurs de l'OS, comme ministre de la Défense, au cours des génocides à Tananarive et aux quatre coins de l'île [Madagascar] en 1947. Bien entendu, le rappel de pareilles histoires de famille ne pouvait que nous fermer les portes, y compris celles des déçus du PCF dans les Cévennes. Car nous avions oublié qu'ils étaient aussi des vétérans des guerres coloniales auxquels ils avaient participé, parfois comme volontaires, sous la houlette de leurs chefs de maquis devenus, à la Libération, officiers dans l'armée, voire ministres d'Etat comme Tillon.

De plus, au gré des rencontres avec les retraités staliniens des FTP, nous en apprenions de belles sur l'histoire réelle de la Résistance dans les Cévennes et dans les zones avoisinantes. Bon nombre d'entre eux justifiaient toujours la liquidation des oppositionnels au nom de l'union nationale, à l'extérieur comme à l'intérieur des FTP, des trotskistes aux anarchistes, ceux-ci étant en règle générale des réfugiés de la guerre d'Espagne. L'une de ces immondes opérations eût d'ailleurs lieu à 50 kilomètres à peine au sud de Sainte-Croix, si mes souvenirs sont bons, contre des Espagnols libertaires et quelques Allemands proches du communisme des conseils. Nous étions maoïstes, très jeunes et très cons, mais déjà assez révoltés pour que de telles attitudes sordides nous révoltent. Au fil des mois, l'épopée héroïque des prétendues guérillas ressemblait décidément à ce que nous connaissions trop bien : le militarisme d'Etat. Dégoûtés, nous décidâmes d'arrêter là l'aventure. D'ailleurs, la chefferie locale du PCF, ayant appris que des maoïstes braconnaient sur ses terres, commençait à nous rendre la vie impossible, verrouillant le terrain via les associations d'anciens combattants à sa botte et n'hésitant à nous balancer à la gendarmerie dans la pure tradition de la Résistance.

Il existe évidemment de grandes différences entre la période dont je vous parle, celle de l'après-Mai 68, et l'actuelle. Le PCF, resté très stalinien, en « théorie » comme en « pratique », était omniprésent. Sans lui, le retour au calme après Mai 68 n'aurait pas été possible. Il assurait son rôle de pompier social ainsi que la défense de son monopole sur des secteurs entiers de la vie sociale et politique via la chasse au moindre oppositionnel, y compris par la violence. Désormais, le « premier parti de France »

est devenu le “ dernier ” et, pour survivre, il a décidé de réviser sa propre histoire et de changer de tactique. La seule roue de secours idéologique dont il dispose, c’est la mythologie sur la Résistance, et encore, à condition d’en regratter le parchemin en fonction des impératifs de la nouvelle époque. Place du Colonel Fabien, les archives sensibles sont en libre accès, mais après le passage du broyeur. Voilà pourquoi, d’affaire nationale, menée par des Français contre les Boches, la Résistance a été récemment élevée, par les chefs du PCF, au rang de lutte citoyenne de portée mondiale à laquelle tous les opprimés peuvent s’identifier. La République française a valeur de république universelle, c’est bien connu. Les FTP, “ fidèles à l’esprit universaliste de la révolution française ”, acceptaient en leur sein les nationalités européennes les plus diverses, à la seule condition qu’elles soient antifascistes. Voilà ce qu’affirme désormais “ L’Humanité ”. Laquelle négocie le virage de l’intégration européenne contre les derniers ultranationalistes du PCF. “ L’Humanité ”, évidemment, “ oublie ” de signaler que la création officielle des FTP coïncida avec la rupture du pacte germano-soviétique par Hitler et l’appel de Staline “ aux peuples du monde entier à lutter contre le fascisme ”. L’intérêt d’Etat de l’URSS et celui de la “ libération de la France ” étaient désormais en phase. Par suite, les anciens cadres des Brigades internationales présents dans l’Hexagone, y compris les Allemands de la Brigade Thaelmann, furent reconvertis en chefs de maquis sous la houlette de Tillon, avec la bénédiction du Kremlin. A l’image des Brigades, il organisa les FTP de façon militaire, plaçant des “ hommes de confiance ” du Komintern aux postes clés, chargés de discipliner les troupes aux origines nationales les plus diverses et de briser la moindre tentative de résistance à la militarisation. La portée de la Résistance en France dépassa effectivement les limites de l’Hexagone, mais le jargon républicain est destiné, ici comme au cours de la révolution en Espagne, à en camoufler les enjeux réels : les intérêts d’Etat.

Lille : expulsions en série

La fête est finie ?

11 mai : « Combien faut-il de flics pour ouvrir une porte ? 40 flics avec bouclier, flashball, et chiens ont mis deux heures avant de rentrer au Goulag (nom du squat ouvert depuis quelques temps rue Arago dans le quartier de Moulins). Une fois à l’intérieur ils n’ont retrouvé personne. Les squatteuses s’étaient évanouies dans la nature et à travers les murs... bref il-le-s s’étaient échappé-e-s du Goulag. Les flics ça les a un peu vexés. Pour une fois qu’un goulag nous fait rire. »

4 avril : Le squat d’habitation situé au 79 boulevard Montebello, occupé depuis le 1er mai 2001, a été expulsé et muré dans la foulée. Une trentaine de personnes sont venues pour le soutenir, sans pour autant que la quarantaine de flics acceptent de les laisser participer à la sortie des affaires. La porte sur ressorts ayant bien rempli son office face aux coups des bourrins, les porcs en uniforme ont pu compter sur la collaboration du voisin et passer par son jardin pour procéder à leur sale besogne.

fin juillet : Le Hangar (43 rue du Jardin des Plantes, Lille-Moulins), squat ouvert dans la continuité du Maquis, qui organisait notamment des projections et concerts de soutien (le 8 avril avec Ungdomshuset ou le 26 juin avec les inculpés suite aux élections) est expulsé près de 6 mois après son ouverture.

10 août : Le Ch’ti Daras (18 rue Dupetit Thouars, Lille-Moulins), squat d’habitation et aussi un des principaux lieux d’activités, ouvert depuis 15 mois, est expulsé à 14h.

« Ils nous ont laissé le temps de sortir quelques affaires, ont pris bon nombre de clichés et ont pété du matos dans la maison pendant qu’on déménageait. Ils veulent nous éradiquer, on va pas se calmer ». Il y avait déjà eu une tentative d’expulsion le 6 juillet, mais la porte avait tenu bon face aux coups de hache.

Pour la première fois depuis longtemps, il n’y a plus de squats de camarades/compagnons à Lille. Vivement la rentrée !



N’oublions jamais que le Parti des fusillés fut celui des fusilleurs. Alors, amis de la Picharlerie, ne venez pas nous bassiner avec la Résistance, terme qui renferme le même mensonge que celui de Démocratie. Là, je le dis clairement, il n’y a aucune solidarité possible. En mettant en avant de pareils thèmes racoleurs, c’est à la récupération par tous les apologistes des mythes fondateurs de l’Etat issus de la Résistance que vous allez être confronté, pour les raisons indiquées au paragraphe précédent. Vous désirez sans doute élargir la mobilisation et briser le relatif isolement envers le milieu local qui limite, en l’absence de mouvement de révolte plus général, les perspectives et les activités de tels lieux occupés, surtout en zone rurale. Vieux problème. Mais il est impossible de dépasser des limites qui ne dépendent pas que de vous, loin de là, en faisant des compromis sur les principes. Vous y gagnerez de la reconnaissance officielle, via “ Libération ”¹, par exemple, qui invite ses lecteurs en mal d’exotisme à faire du tourisme dans les Cévennes, “ terre d’asile, terre de camisards et de maquisards ”. De la reconnaissance, oui... Mais, à quel prix, je vous le laisse deviner.

André Dréan
nuee@club-internet.fr
Paris, le 18 août 2007

Ndlr:

1. Voir la pleine page de *Libération* du 13 août 2007 ou l’interview d’un ex-occupant de La Pich dans *Le Midi Libre* du 21 juillet 2007, parmi une avalanche d’articles.

Ca leur a coûté cher de nous foutre en l'air

La Mauvaise Herbe, située 7 rue de la Masse, ancienne plâtrerie occupée depuis plus de 18 mois, a été expulsée début juillet. En plus des concerts et projections, elle avait aussi accueilli de nombreuses réunions, dont celles du Vaan ou de la Coordination contre le nucléaire.

Aujourd'hui 4 juillet 2007, la Mauvaise Herbe a été expulsée. 6 heures, la police, les huissiers et les propriétaires ont réveillé les 7 personnes dormant sur place. Ils défoncent une porte (infokiosk) et poussent les occupants dehors en leur laissant prendre le strict nécessaire (vaisselle, affaires, groupe électro gazinière...).

Pourtant, seulement 5 personnes sont visées par des procédures d'expulsion, et aucune n'est sur place. Fi de la légalité, et accompagnés des RG, d'un représentant de la préfecture, et d'une trentaine de flics, ils expulsent tout de même. Dehors les copain-ine-s venu-e-s apporté leur aide sont empêché-e-s de pénétrer dans le lieu. Une fois les gens virés, le déménagement commence (avec garde meuble). Puis rapidement, la destruction à la masse d'abord, puis au bulldozer sous les yeux médusés des voisin-e-s, et ce, sans permis de démolir, alors que les toits sont amiantés. Les gars travaillent sans masque... sous le regard impassible de la police.

Ce qui est clair, c'est que la procédure utilisée est illégale et que la police et l'huissier le savent pertinemment. Ils disent que les gens sont sortis d'eux-elle-s mêmes... comme si des gens décidaient d'eux-elles même de dormir à la rue, alors qu'ils ont un endroit où squatter. C'est en tout cas la thèse qui serait défendue si nous avions des vellétés de justice. Une fois de plus la flicaille montre son vrai visage, celui qui se fout de toute légalité pour soutenir les projets du capital...

On donnera plus de nouvelles plus tard, après s'être collectivement réunis. Avec quelques photos...

la_mauvaise_herbe@no-log.org

La foudre est tombée sur La Razzia

Jedi 26 juillet au matin, à Marseille, la police aidée du GIPN a envahi la Razzia qui s'appropriait à lancer des festivités et des ateliers, l'orage, du 2 au 5 août. Néanmoins, malgré l'absence de cet énorme lieu d'activités, l'orage va retentir quand même aux dates prévues.

Ce jeudi 26 juillet de bonne heure, la Razzia [22 rue Vincent Leblanc] a été expulsée en quelques heures en employant les grands moyens. Même le GIPN était de la partie : cagoulés et équipés ils sont montés sur le toit à l'aide d'une nacelle réquisitionnée et, un par un, ils ont interpellé et descendu les habitants et habitantes. Et dans la foulée, un bulldozer est intervenu...

Le squat d'activité de la Razzia est un lieu de résistance au capitalisme destructeur au beau milieu de ce quartier de Marseille, appelé désormais Euromed, proche de la rue de la République et du nouveau tram, situé au plein cœur de la bataille que se livrent diverses institutions et entreprises de la finance et du bâtiment, comme Urazeo/ANF, le plus gros propriétaire sur le périmètre Euromed, qui a fait venir immédiatement le bulldozer.

Au final, il n'y a eu aucune arrestation et une bonne partie des affaires a pu être récupérée. Mais ils n'ont même pas attendu fin août, comme ils l'avaient promis, pour expulser la Razzia ! Même si on le savait déjà, ce sont vraiment des menteurs. Ils n'ont pas attendu que l'orage se passe ! Pour eux, le fric passe avant la parole donnée.



Cependant la décision a été prise de maintenir l'orage prévu du 2 au 5 août... Ailleurs.

Bien sûr le programme sera pas mal chamboulé, de nombreuses surprises égayent ces folles journées. Bien sûr ce sera moins confortable. Alors ramène-toi avec ta frontale, ta bouteille d'eau, ton matelas-mousse et encore plus de détermination.

larazzia@no-log.org

NB : Voilà la nouvelle adresse: angle de la rue Trinquet et de la rue Cathala, Marseille, 2°, à deux pas du métro Joliette. C'est le bâtiment des Pompes funèbres.

Pour la p'tite histoire

Ça avait commencé par l'occupation d'un ancien lycée catholique en plein cœur du projet Euroméditerranée, un projet de restructuration urbaine de grande envergure. La Razzia n'a pas duré longtemps : 3 mois. C'est que le proprio était ANF-Eurazeo (une des plus grasses sociétés d'investissement européennes) qui possède par ailleurs la moitié de la rue de la République.

Le lieu a été expulsé une semaine avant l'orage de concerts, projections, ateliers prévus du 2 au 5 août. Alors, un autre bâtiment a été occupé. Encore plus près de la rue de la République. L'orage a bien eu lieu. Programme chamboulé mais assuré grâce à de nombreux compagnons venus prêter mains fortes (spécial dédicace au crew du Nord) : bouffe devant La Razzia suivie d'une ouverture en plein jour – soirée anti-nucléaire, projection/discussion – concerts – ateliers sérigraphie, fanzine, chauffe ton corps, etc.

Samedi 4 s'est déroulée une balade à vélo dans laquelle le nouveau tramway de Marseille a été "attaqué" (tag, barricades sur les rails, collage). A l'issue de la balade, la Bac charge la porte. Altercation. Deux flics blessés en tentant de rentrer de force. Une personne arrêtée à l'extérieur du squat. Renforts de CRS qui font le siège pendant environ une heure.

Lundi 6 : rassemblement de solidarité devant le tribunal... la personne arrêtée est libérée dans l'après-midi. Elle comparait le 22 août au tribunal correctionnel de Marseille pour rébellion avec violence en réunion [reporté au 7 septembre].

Venons nombreux manifester notre solidarité le 7 septembre devant le tribunal de Marseille.

Société nucléaire, société couchée par terre...

**Quelques notes après la manifestation antinucléaire
du 17 mars 2007 à Lille**

Le second bulletin de la Coordination contre la société nucléaire est sorti au printemps 2007. Outre les quelques activités de ses participants, il revient surtout sur la question de la «gestion de crise».

De la pseudo-réhabilitation des villages contaminés par l'accident de Tchernobyl à la Nouvelle-Orléans suite à l'ouragan Katrina, en passant par les exercices de simulation d'un accident radioactif (ou d'une attaque terroriste) jusqu'à la grippe aviaire, sans oublier le rôle de la médecine, ce bulletin propose des pistes pour analyser la gestion des catastrophes qui ne font pas que venir, parce qu'on est déjà en plein dedans.

Nous avons choisi, comme dans le précédent numéro, de revenir sur les manifestations décentralisées du 17 mars dernier, avec un compte-rendu de celle de Lille, avant de reproduire le texte plus général sur la question des simulations.

Ce fut une grande jaunisse, une ribambelle de foies jaunes... sans la bile qui va avec ; pas une once de rage, d'émotion ; ni la moindre analyse que la distance pourrait permettre, ni la colère de s'être fait avoir une fois de plus (construction de nouvelles centrales, lignes THT). Des amibes atomisées qui ont déjà tout perdu, sans s'en douter. Ils se parlent à peine, suspendues à leur batucada bruyante, à leur kit de manif avec autocollant pour boîte de conserve. Très peu de textes circulent, sauf quelques tracts publicitaires pour panneaux solaires. «Non au nucléaire, oui aux alternatives»..., les mêmes éoliennes en plastiques et les mêmes cirés jaunes à perte de vue. Une manifestation pendant laquelle coller trois affiches devient un acte éminemment radical : «Elle est pas trop costaude ta colle, quand même ? » ; « Evite les commerces » du citoyen-flic ; avant le «Tes papiers ! » du flic tout court... Jusqu'au point d'orgue : place du grand Charles, tout le monde se couche par terre et s'applaudit... Quelques compagnons, restés debout, font tache et s'époumonent : « A bas l'Etat, les flics et les curés », « Société nucléaire, société militaire et mortifère », « Debout, debout compagnon de misère », « Société nucléaire, société couchée par terre ».

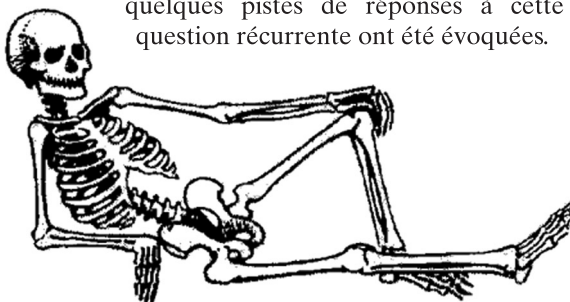
En fin de manif, la CCSN avait organisé à Lille une projection de Ceci est une simulation (cf. bulletin n° 1). Après le film, une discussion s'est engagée sur la possibilité de contenir la population et de mobiliser des liquidateurs en cas d'accident majeur dans des « Etats démocratique ». Un participant insistait notamment sur la différence fondamentale qui existerait, pour lui, entre la Biélorussie soviétique de 1986 et la France de 2007 où « les gens ne se laisseraient pas embobiner ». Au-delà de l'habitude à la catastrophe qui se construit jour après jour, médecine de catastrophe, retour d'expérience des territoires contaminés, simulation, usage du terrorisme, et que divers textes tentent de cerner dans ce bulletin, quelques pistes de réponses à cette question récurrente ont été évoquées.

D'une part, on peut penser que le citoyennisme, comme forme aboutie de gestion de l'Etat, s'épanouira et continuera à mobiliser la société autour de la gestion de la catastrophe en usant de ce qui fait le mieux sa réussite ; ce cocktail d'hyperresponsabilisation individuelle, de culpabilisation autoritaire (tes déchets, tu trieras !) et d'infantilisation extrême (tes enfants tu n'iras pas chercher et France bleue tu écouteras !). En gros, chaque citoyen sera mobilisé avant tout pour les générations futures, à commencer par ses propres gamins qu'il laisse à l'école en attendant plus amples instructions. Le liquidateur soviétique sauvait « sa terre et sa patrie » en bouffant de la dose, demain, le citoyen béarnais sauvera la planète Terre et permettra son rayonnant développement durable. Comme des dizaines de bénévoles se précipitent pour ramasser à mains nues des galettes de fioul sur les plages après une marée noire, à côté des bidasses mobilisés d'office. Liquéfaction des cerveaux et liquidation du problème. Nous sommes tous des liquidateurs ; pas sur les toits à recouvrir le noyau en fusion, non ; mais en se partageant d'avance la dose à venir. Bien sûr, il ne s'agit pas d'affirmer que tout le monde se précipitera à l'abattoir mais si l'irradiante propagande ne suffit pas les fusils et les gaz prendront le relais.

Car il faut remettre en cause cette vision idéalisée de l'Etat et de certains régimes qui le font vivre. Comme si notre société était libre et égalitaire ; comme si, au quotidien, chacun n'avait pas déjà intégré l'obéissance dans son corps ; comme si on n'allait pas déjà travailler, appliquant sans cesse consignes et règlements absurdes sans les questionner parce qu'il faut bien grailler ; comme si des milliers de sans-papiers, de chômeurs, de travailleurs précaires n'étaient pas déjà disponibles pour aller ramasser la merde du système industriel. Rappelons pour finir une banalité de base. L'Etat, lorsque son intégrité est menacée ou contestée, ne renonce à aucun moyen pour sa propre survie, dut-il limiter son action à celle des forces armées contre sa population. La « démocratie » n'a jamais été un quelconque rempart contre les autoritarismes divers et l'état d'exception est déjà une norme et une pratique courante de ses gouvernements.

R & L
Mars 2007

[Extrait du bulletin n°2 de la CCSN, p.3]



Contact :
Coordination contre la
société nucléaire
c/o CNT-AIT
BP 46
91 103 Corbeil cedex

Simuler pour mieux contrôler

Tous les technocrates pronucléaires le disent : les temps ont changé, la « radiophobie », cette invention de l'après-Tchernobyl pour nier les conséquences du désastre, a vécu. L'époque n'est plus à la négation pure et simple des dangers environnementaux et des risques pour la santé des populations. Depuis Tchernobyl, analysée avant tout comme une erreur stratégique de communication liée à une culture militaire du secret, l'accident majeur n'est plus une éventualité mais un élément du réel à intégrer à la communication institutionnelle. Comme le résume très simplement une brève AFP d'avril 1991 : « La catastrophe de Tchernobyl a néanmoins eu un effet bénéfique, puisqu'elle a conduit à une transparence de l'information dans ce domaine et à une collaboration internationale entre les organismes chargés du nucléaire dans le but d'accroître la sûreté des réacteurs. » Après sa première campagne publicitaire sur le nucléaire en 1992, EDF s'est mise elle aussi à la conférence citoyenne qui vient valider des décisions déjà prises ; sans parler des expositions scientifiques pour le grand public et des kits d'intervention dans les écoles. Ce qui est dit n'en reste pas moins mensonger, mais l'ensemble du discours s'est déplacé et le risque majeur y a pris une place centrale ¹.

C'est dans ce cadre général d'évolution des discours négationnistes que l'on peut comprendre la véritable explosion des simulations et autres « exercices de crise grandeur nature ». Aujourd'hui, la simulation est partout : dans une école primaire, dans un champ, dans une station de RER, dans la cour d'un hôpital, au bord d'un lac, dans le périmètre d'une centrale... La simulation nous dit avant tout que la catastrophe aura bien lieu et que l'on n'y peut rien ; mais elle nous dit aussi que ce n'est pas si grave pour peu que tout le monde ait intégré ce qu'il aura à faire : en substance, attendre et obéir.

L'observation d'une simulation d'exercice après un « incident avec un lâcher de gaz radioactifs à la centrale de Belleville-sur-Loire », au printemps 2005, nous a menés à une première conclusion. Cette histoire est une évidente supercherie, à commencer par le scénario : à aucun moment les vents dominants n'ont soufflé dans le sens choisi par les autorités pour simplifier la gestion administrative des services concernés. Les 50 participants sont prévenus et payés une centaine d'euros pour se plier à ces clowneries ; ils ont attendu sagement trois heures qu'une 4L des pompiers volontaires du village voisin viennent les chercher ; il faudra ensuite trois heures supplémentaires pour les regrouper, les compter, les identifier avant de les déplacer vers le centre de réhabilitation. Au passage, ces 50 personnes ont été mises en contact avec une bonne centaine de personnes qui n'étaient pas elles-mêmes en tenue de radioprotection tandis que des non contaminés étaient transportés dans des véhicules contaminés... On peut penser qu'en cas d'annonce radiophonique de ce

genre « d'événement », de contamination d'un périmètre, ce sont plutôt 5 000, voire 50 000 personnes, qui se retrouvent contaminées et qui n'attendent pas sagement.

Pointer la fumisterie peut mener à deux impasses. Celle d'un « réseau » de veille qui demanderait des exercices efficaces, sérieux, plus réalistes... dont nous ne voulons évidemment pas. Prendre de la distance ne doit pas non plus nous faire penser qu'au fond, ces exercices sont ratés et ne servent à rien. La simulation joue évidemment un rôle central dans le dispositif général de l'acceptation contemporaine. Elle est un des éléments de cette nouvelle industrie de la peur en train de restructurer tous les aspects de notre monde ; de la guerre préventive à la normalisation quotidienne à coups « d'attentifs ensemble », en passant par la traque des « prédispositions à la délinquance ». « Agir dans un monde incertain », c'est le nouveau credo du marchand de biscuits à l'expert international. La simulation scénarise l'événement, anticipe les réactions, prépare les corps, met en scène les comportements, pour finalement les faire intérioriser aux divers « acteurs ». En fonction des cas, on peut essayer de distinguer trois types d'usages psychologiques et idéologiques des simulations. Ils se combinent dans chaque exercice en plus ou moins grande proportion.

Comme pour les travailleurs du nucléaire, à qui la simulation d'accident a été longtemps réservée, la simulation d'aujourd'hui a avant tout des usages professionnels, techniques. Il s'agit de tester les capacités d'action des spécialistes qui auraient à gérer ce type de crise : les autorités administratives, les services divers de la protection civile, les pompiers, le Samu, les forces de sécurité étatiques et parfois privées. Comme ailleurs dans ce monde, le point qui obsède le plus les gestionnaires est la communication interne. Que tout le monde se comprenne pour essayer de travailler avec les autres. Se battre avec une bêche de décontamination qui, décidément, fait chier, demander à son chef « comment on fait pour desserrer le masque parce que là je respire plus » ; régler pendant des heures l'antenne d'un radio amateur.

Bref, l'enjeu principal est de rassurer ses hommes, faire en sorte qu'ils ne cogitent pas trop et qu'ils en concluent que « décontaminer des gens, c'est comme sauver le chat d'une petite vieille sur un toit du village ». Les populations riveraines ne sont alors que vaguement prévenues, voire seulement informées après coup du bilan toujours « positif, même si on essaiera de faire mieux la prochaine fois ».

Un deuxième type de simulation d'accident fait au contraire la part belle aux populations riveraines. On passe de la routine du travail bien fait à une logique plus évidente d'habituation. Il s'agit à la fois de dédramatiser la proximité de la centrale et, surtout, d'apprendre la soumission. D'abord, décliner toutes les dix minutes son identité ; puis, très vite, se livrer corps et âme sans rechigner au regard et aux appareils de mesures d'hommes en tenues



NRBC dont on distingue à peine le regard et dont la voix est modifiée par le masque ; on passe une jambe au-dessus de la ligne jaune, puis une deuxième, on lève les bras en croix, on se retourne et, si on est une fille, on écarte les jambes devant un monsieur qui savoure et prend tout son temps (pourquoi pas après tout, c'est pour de faux) ; mettre ses affaires dans un sac poubelle ; passer ensuite à la douche, nu, devant ces mêmes spectateurs et, lorsque l'on en sort, on ne s'appelle plus monsieur ou madame Untel, mais n° 54 ; les cheveux mouillés, en pyjama d'hôpital, on rentre alors par paquets de six dans un camion élégamment fourni par l'IRSN (les wagons Pellerin) ; une fois le corps tout entier pris dans une machine étrange, des blouses blanches mesurent votre « contamination interne », prennent votre numéro de Sécu et griffonnent un papier ; vous font ressortir car, évidemment, cette fois-ci, tout va bien ; reste alors la prise en main psychologique, très à la mode depuis l'invention dans les années 1990 d'un statut de victime psychologique qui part du principe que le choc est quelque chose d'anormal que l'on doit traiter individuellement. C'est, bien sûr, la gentille école communale qui est alors transformée en « cellule » : « Mettez-vous au chaud quand même... »

Tandis que le policier explique qu'il a simplement « demandé à jouer » quand il a su qu'il y avait l'exercice : « Moi, j'ai ici trente élèves... Bon, l'exercice nucléaire en lui-même, moi il m'apporte rien, par contre, la mise en place que j'ai faite ce matin au niveau du maintien de l'ordre m'a énormément apportée. » Quant aux militaires, ils restent en arrière-plan et regardent cette agitation sourire aux lèvres : aujourd'hui, ils ne travaillent pas vraiment, demain, ce sont eux qui feront tout. Et le président de la commission locale d'information, créée pour s'assurer un surcroît de légitimité démocratique, de s'exclamer ravi : « On a enfin eu un vrai exercice d'alerte, complet et suivi, c'est la première fois qu'on nous montre les sas de décontamination, avec le personnel médical et le suivi psychologique. L'ensemble donne une impression de sérieux. » Il est content, le bougre.

La catastrophe doit pénétrer le quotidien, elle doit y prendre une place qui permette une sorte de mise à distance, mais une distance qui ne la fasse pas non plus tout à fait disparaître. Ce savant dosage se manifeste tout à fait clairement dans des simulations hypermédiatisées à l'échelle nationale, voire internationale. Ici, le décor est pharaonique et les figurants se comptent par centaines. La mise en scène est alors très directement destinée aux caméras. Elles se chargent de relayer dans tout le pays à travers de petites lucarnes une certaine idée de la prise en main. A ce stade, la simulation est le lieu (espace-temps) où la catastrophe industrielle « de proximité » se dissout dans le terrorisme international. A ce titre, les attentats du 11 septembre ont permis une accélération (si ce n'est pas un saut qualitatif) dans la fusion de ces deux « risques ». Encore une fois, la pseudo-exposition médiatique permet un tour de passe-passe : la défaillance technique disparaît petit à petit dans l'erreur (forcément humaine) et bascule finalement dans la malveillance volontaire, dans l'agression extérieure. Cette dernière a le mérite, pour les pouvoirs, de ne pouvoir être tout à fait anticipée à 100%.



D'autre part, la menace d'un terrorisme devenu lui aussi bio permet de rassembler occasionnellement dans de grandes cérémonies la population, de pointer une responsabilité secondaire, parcellaire et d'expulser finalement le dissensus... jusqu'à la prochaine catastrophe. La confusion s'installe et on ne sait plus très bien où s'arrête la simulation et où commence l'incident ; où s'arrête le désordre industriel, où commence le terrorisme. Bien sûr, jamais pour dire que le plus grand terrorisme est industriel. Elaborer des scénarios à la bombe sale, les réaliser et les filmer bruyamment permet aux gouvernements d'utiliser comme moyen de contrôle de leur propre population ce pour quoi ces bombes seraient pensées : « Instiller la peur en contaminant et en gelant pour de long mois les zones habitées ou stratégiques sur lesquelles elles seraient lancées. »² Et faire oublier au passage que sans combustible nucléaire, il n'y aurait pas de bombe sale et, surtout, qu'il n'existe pas de « bombe propre ».

Ropi
Décembre 2006

1. « Ces inquiétudes naissent d'abord des représentations que se font nos concitoyens des risques qu'ils associent aux irradiations, mais elles n'ont pu qu'être attisées par le climat de secret qui a longtemps régné dans ce domaine [...]. Au moment où les pouvoirs publics organisent un débat qui se veut ouvert sur l'énergie, il convient de mettre à plat le dossier nucléaire et d'évoquer la question cruciale d'une refondation des relations entre la population et ses élus. Une manière de faire pleinement jouer son rôle à la démocratie », écrivent dans *Le Monde*, en 2003, les patrons de l'Insee, de l'Ademe, du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaire et de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

2. L'armée de terre a sorti en 2006 un manuel d'emploi de ses forces en zone urbanisée et entamé la construction d'un site de simulation. Dans la revue *Objectif doctrine*, le bien nommé Centre d'évaluation et de retour d'expérience tire les leçons tactiques et de formation des personnels des différentes interventions de sécurisation de zone urbaine (Somalie, Grozny et Kosovo). « Un environnement qui peut dégénérer, devenir incontrôlable », bref, une problématique qui peut survenir sur son propre territoire national à la suite d'un événement quelconque : une banlieue qui s'enflamme ou une panique généralisée à la suite d'un accident...

[Tiré du Bulletin n°2 de la *Coordination contre la société nucléaire*, printemps 2007, pp. 11-13]

Nouvelles de la guerre sociale

• 22 avril, Villeurbanne

Un bureau de vote situé à l'école Louis Pasteur de Villeurbanne, rue Docteur Frappaz, a été incendié. Les malfaiteurs ont d'abord fracturé les portes de l'établissement. Ils se sont ensuite introduits dans le bureau pour mettre le feu à un isoloir. Le feu est monté jusqu'au plafond mais s'est éteint de lui-même par manque de combustion. Le bureau a dû être déplacé dans le réfectoire de l'établissement pour que les votes puissent avoir lieu dès 8 heures.

• 13 mai, Toulouse

Une voiture-bélier a été lancée contre l'entrée d'une école élémentaire Clément-Falucci provoquant d'importants dégâts dans plusieurs classes. Le véhicule a pénétré dans le hall de l'école et "plusieurs individus ont mis le feu" au véhicule provoquant l'incendie de six classes situées au rez-de-chaussée. Depuis le 6 mai, trois autres écoles situées dans les différents quartiers du Mirail ainsi que celui d'Empalot, ont été la cible d'actes de vandalisme, notamment de jets d'engins incendiaires.

• 21 mai, Montereau-Fault-Yonne

Cinq mineurs et un majeur âgés de 14 à 18 ans, soupçonnés d'avoir incendié ces dernières semaines la piscine publique et la cantine scolaire ont été interpellés. Dans la nuit du 13 au 14 mai, un incendie volontaire avait entièrement détruit la cantine du groupe scolaire Edmond-Rostand tandis que fin février, un incendie avait ravagé la piscine publique.

• 24 mai, Toulouse

Une femme policier a été grièvement blessée et deux de ses collègues plus légèrement lors d'une interpellation sur un marché du Mirail. Au cours d'une opération contre des vendeurs de produits contrefaits, les policiers ont interpellé un étranger sans papiers qui a commencé à se débattre. Un attroupement d'une vingtaine de personnes s'est alors formé et a pris à partie les policiers qui ont du faire usage de bombes lacrymogènes pour se dégager. Au cours des heurts une femme policier a été gravement touchée à l'oeil.

• 24 mai, Marseille

Six mineurs – quatre garçons et deux filles âgées de 13 et 14 ans – ont été interpellés en flagrant délit par une patrouille de police alors qu'ils venaient de jeter les engins incendiaires sur le parking des enseignants du collège Henri Wallon.

• 24 mai, Longvic

Le gymnase Jean Bouey appartenant au complexe sportif de Longvic a été détruit par les flammes dans la nuit. Le bâtiment, d'une surface de 700 m² et abritant des courts de tennis couverts, a été entièrement ravagé par le sinistre, certainement d'origine criminelle.

• 28 mai, Lille

Le hall d'un centre de loisirs a été défoncé par une voiture-bélier et incendié. Le bâtiment, largement endommagé, fait partie du groupe scolaire Jean-Rostand de Hellemmes, rue de la Ville-de-Naumbourg. Trois individus ont foncé dans la façade du centre de loisirs à bord d'un véhicule volé à Villeneuve-d'Ascq. Ils ont ensuite mis le feu à cette voiture-bélier. Outre les gros dégâts constatés dans le hall, plusieurs salles du centre de loisirs ont été noircies par les fumées et sont inutilisables.

• 30 mai, Quétigny

Trois véhicules de la Poste ont été incendiés, dont un a été entièrement détruit, alors qu'un quatrième a été dégradé.

• 31 mai, St Hippolyte du Fort

Lorsque tombe l'annonce d'une délocalisation de toute la production vers la Tunisie entraînant 287 suppressions d'emplois, les salariés de l'entreprise Jallatte à Saint-Hippolyte-du-Fort, spécialisée dans la fabrication de chaussures de sécurité pour le travail, investissent les locaux et enferment Joël Aunos, directeur général de Jallatte France, et l'Italien Giovanni Falco, directeur général du groupe JAL. Ce sont en majorité des employés des usines de Saint-Hippolyte (120 postes en production) et d'Alès, à 35 km plus loin (140 postes en production). Les patrons seront séquestrés plusieurs heures avant que la médiation du sous-préfet et des promesses de concertation n'y mette fin, sans illusion.

• 6 juin, Creil

Le radar automatique, situé sur la D 330 à Apremont entre Creil et Senlis dans l'Oise, a été détruit par un engin explosif vers 21h35. Des bouts de l'appareil ont été projetés à plus de quinze mètres. Comme sur l'ensemble du territoire français, les 16 radars de l'Oise font l'objet de détériorations récurrentes. Selon les autorités, du simple barbouillage au plastilage en règle, 80 % des appareils seraient vandalisés au moins une fois. Celui dont il est ici question semble subir un acharnement : le 3 avril dernier, il avait échappé à une attaque similaire. Mercredi, l'engin a explosé, détruisant l'appareil d'un coût de 80.000 €.

• 6 juin, Douai

Un homme qui devait être présenté à un juge d'instruction s'est évadé du palais de justice de Douai. Agé de 28 ans, il attendait dans une cellule sa présentation à un juge à la suite de faits de vol. Il a réussi à sortir de sa cellule et a sauté dans la rue en enjambant une fenêtre du bâtiment.

• 7 juin, Toulouse

Au tribunal pour enfants, un policier est pris à partie par plusieurs individus qui attendent leur délibéré salle des pas perdus. Tout commence lorsqu'un jeune de 17 ans est aperçu par un agent de sécurité en train de dégrader un banc en gravant son prénom avec une pièce de monnaie. Le flic arrive et lui intime l'ordre de quitter la salle. Dans la cour, les esprits s'échauffent entre ce même policier et un second mineur âgé de 16 ans et demi. Une bagarre éclate et le keuf est touché au visage. Bousculé, il reçoit un coup de pied entre les jambes en étant tenu par l'un des mineurs. Hier, il portait les stigmates de son agression : une minerve autour du cou et des verres de lunettes ébréchés.

• 15 juin, Villeneuve-le-Roi

Un incendie s'est déclaré vers 10h dans les toilettes du collège Jean-Macé de Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne), dont les 360 élèves ont été évacués. Le sinistre a provoqué des dégâts matériels dans les toilettes et une salle d'arts plastiques. Deux élèves de 14 ans ont reconnu avoir mis le feu, l'un a dit avoir agi par vengeance. Ils étaient jusqu'alors inconnus des services de police et de la justice.

• 17 juin, Saint-Michel-sur-Orge

Dimanche soir, un policier de la brigade anticrimi-



nalité (BAC) de Palaiseau a eu chaud. Peu après 22 heures, cet homme de 33 ans a été blessé au visage par un tir de fusil de chasse. Un plomb s'est niché juste sous l'oeil gauche. Peu après 21 h 30, la situation s'envenime à la limite entre le quartier des Genêts et celui de la Fontaine-de-l'Orme, à Saint-Michel-sur-Orge. Premier acte, un homme essaye de cambrioler une voiture, rue Saint-Saëns. Très vite, des policiers débarquent. En fait de cambriolage, ils tombent sur de véritables dégradations. Les hommes de la BAC interpellent l'auteur présumé, un adolescent de 17 ans. A un jet de pierre de là, d'autres policiers décident de contrôler un passant. Il a 21 ans et ne s'en laisse pas compter. Du classique : insultes, rébellion, tension, arrestation. Ce qui aurait pu n'être qu'une interpellation délicate vire quasiment à l'émeute. Une trentaine de personnes, surgies de nulle part, font face aux forces de l'ordre. Les « jeunes du quartier » insultent les policiers et entament un caillassage en règle. De l'autre côté, on sort gaz lacrymogène et flash-ball. Finalement les assaillants commencent à refluer. Une phrase lancée par l'un d'eux prendra peu après une toute autre dimension : « On va revenir avec des armes et on va tirer au calibre 12. » Les minutes passent. Soudain, deux détonations claquent, rue Arthur-Rimbaud. Un homme de la BAC s'écroule. Des plombs l'ont atteint, très probablement par ricochet, à la jambe et, en passant sous le casque, au visage.

• 17 juin, Paris

(indymedia nantes) « *Quelle n'a pas dû être la surprise de certains électeurs ce matin, alors qu'ils allaient faire leur devoir civique, d'être obligés de passer par la porte de derrière, les fenêtres, le toit voire les égoûts, car une bande de farceurs s'étaient amusés à saboter les serrures. Dans la nuit de samedi à dimanche, plus d'une dizaine de bureaux électoraux ont ainsi été visités. Par cette action, le collectif antiélections rappelle son opposition à la farce électorale.* » (extrait)

• 24 juin, Grigny

Des incidents entre jeunes et forces de l'ordre ont éclaté dans la cité de la Grande-Borne à Grigny-Viry-Châtillon (Essonne), pour le troisième soir consécutif. Dimanche vers 23h20, des policiers ont été la cible de fusées de feu d'artifices et de jets de pierres et de cocktails molotov, près de la N 445, une route située en bordure de la cité. Les policiers ont eu recours à des gaz lacrymogènes. La veille, vers 22h00, des incidents similaires s'étaient produits au même endroit, alors que les policiers intervenaient pour l'incendie d'un véhicule. Vendredi, des heurts entre jeunes et po-

liciers, appelés pour régler un différend familial dans le même quartier, avaient également eu lieu.

• 29 juin, Villiers-le-Bel

Tirs de fusées de feux d'artifice d'un côté, jets de grenades lacrymogènes et usage de flash-balls de l'autre... Un policier a été blessé à l'oreille vers 22 h 30, dans un quartier de Villiers-le-Bel (Val-d'Oise). Au cours de l'échauffourée, un de ses collègues a également été atteint dans le dos par une fusée mais il a été protégé par son gilet pare-balles.

• 10 juillet, Portes-lès-Valence

Deux feux de grande ampleur ont détruit une vingtaine de voitures sur un train de marchandises stationné en gare de triage de Portes-lès-Valence. À l'aube, un premier feu se déclenche et six véhicules BMW (de très gros modèles) flambent. Les voitures neuves - 270 au total - sont stockées sur un immense train de marchandises mesurant quelque 600 mètres et composé de près de trente wagons. Avant-hier, toujours, peu avant minuit, alors que le convoi devait reprendre sa route en direction de Perpignan, un deuxième incendie est déclenché malgré la vigilance de trois agents SNCF. Des BMW - 4x4 et grosses berlines - en sont à nouveau la cible. Onze voitures brûlent et plusieurs autres sont sérieusement endommagées. Sous la violence du feu, la chaleur dégagée a entièrement déformé la structure métallique d'un wagon et endommagé des caténaires. Le préjudice est évalué à au moins un million d'euros.

• 27 juillet, Mesnil-Amelot

Un kurde de nationalité turque qui se trouvait en instance d'expulsion au centre de rétention du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) s'est gravement brûlé après avoir mis le feu à son matelas. L'incendie a endommagé une partie du bâtiment et une vingtaine de places, sur les 140 du centre, resteront fermées environ un mois. Un autre étranger retenu a été plus légèrement blessé aux mains en portant secours à l'homme. Le 24 janvier dernier, un incendie provoqué par des personnes retenues avait endommagé le centre de rétention administrative de Paris-Vincennes dans le XI^e arrondissement.

• 18 juillet, Chenôve/Dijon

Alors qu'ils procédaient à l'arrestation d'un individu recherché dans le cadre d'une condamnation dans le centre commercial Saint-Exupéry à Chenôve, les policiers ont été pris pour cible par un groupe d'une quinzaine de jeunes tentant de s'opposer à l'interpellation. Âgés de 18 à 25 ans, ces derniers ont lancé des pierres ainsi que divers projectiles en direction des deux véhicules de police. L'un a eu son pare-brise cassé, l'autre a subi plusieurs impacts sur sa carrosserie et l'une de ses ailes a été enfoncée.

Un quart d'heure plus tard, un troisième véhicule de police circulant sur le même secteur a été dégradé de la même façon. Vers 17 h 30, une autre agression de ce type s'est ensuite déroulée, cette fois à Dijon, rue Boutaric dans le quartier des Grésilles. Contrairement aux deux premiers incidents de l'après-midi, les dégâts n'ont pas été uniquement matériels puisqu'une jeune adjointe de sécurité travaillant au sein de la DDSP 21 dans le cadre d'un emploi jeune a été légèrement blessée. Alors qu'elle se trouvait à l'intérieur d'une voiture de police, l'impact d'une pierre lancée en sa direction a fait voler en éclats l'une des vitres du véhicule. Plusieurs fragments de verre ont alors atteint la nuque et le bras de la jeune femme.

• 7 août, Lussas

Une parcelle de maïs transgénique a été détruite dans la nuit de lundi à mardi dans un champ à Lussas, dans l'Ardèche. Une partie de la parcelle, soit environ 17 000 pieds de maïs, a été neutralisée. Si aucune revendication n'a été faite, une affiche clamant "la terre n'appartient pas à l'homme" a été retrouvée sur place. Cette phrase est en fait la moitié de la déclaration attribuée à Sitting Bull, un grand chef indien, ("la terre n'appartient pas à l'homme, c'est l'homme qui appartient à la terre"). Le collectif anti-OGM de l'Ardèche et la Confédération Paysanne, engagées dans une logique de négociation avec les institutions, les paysans et Limagrain appuyée par des actions médiatiques et symboliques, se distancient immédiatement de cette attaque anonyme.

• 23 août, Jouy-en-Josas

Le dispositif de mise à feu des trois engins incendiaires découverts à l'école des Hautes études commerciales (HEC), s'est partiellement déclenché dans la nuit de mercredi à jeudi. Des employés du ménage de HEC avaient constaté jeudi matin que les toilettes d'un des bâtiments du campus situé à Jouy-en-Josas (Yvelines), étaient noircies par un léger incendie et jonchées de plusieurs bouteilles en plastique. Appelée sur place, la police a ensuite découvert trois engins incendiaires composés au total de 16 bouteilles en plastique dont une partie était encore cachés dans le faux plafond de la pièce. Le système de mise à feu n'a fonctionné que partiellement. "Si cela avait entièrement brûlé, comme il y avait plusieurs dizaines de litres de liquide inflammable, cela aurait enflammé tout le bâtiment", a déclaré une source policière. Cette découverte est intervenue moins d'une semaine avant la tenue du 29 au 31 août de l'université d'été du Mouvement des entreprises de France (Medef) sur le campus de HEC, à laquelle participeront le président de la République et plusieurs ministres.

[Ces infos étant tirées de la presse, elles sont à lire avec les précautions d'usage]

Permanences de la révolte (suite)

22 août, Paris

La permanence UMP de la rue de Cambronne dans le 15^e est barbouillée de peinture noire et grise.

17 juin, Hénin-Beaumont (Nord)

La permanence de Marine Le Pen (FN) est caillassée au cours d'un rassemblement spontané en ce soir du premier tour des législatives.

17 juin, Roussillon (Isère)

La permanence électorale du député UMP de la 8^e circonscription de l'Isère, Jacques Remiller est saccagée. "Le ou les auteurs qui n'ont pas réussi à casser entièrement une large baie vitrée, ont pu forcer la porte en verre et ont pénétré dans le local où tout a été jeté par terre et saccagé", a déclaré le député sortant. "Les affiches et tracts de campagne ont été rassemblés et mis à feu, un début d'incendie qui ne s'est pas développé".

1er juin, Montréal

Khadija Doukali, qui a dirigé la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy au Québec, a été hospitalisée après avoir été agressée au couteau par des malfaiteurs qui ont volé une somme d'argent et incendié son restaurant pendant la nuit. Les partisans de Nicolas Sarkozy à Montréal s'étaient rassemblés plusieurs fois dans son restaurant, en particulier le soir des deux tours de scrutin. Pendant la campagne, des méfaits avaient aussi été commis contre le restaurant.

13 mai, Nouméa

Le local du Rassemblement-UMP, qui se trouve rue de Sébastopol est la cible de molotovs. Pour une raison inconnue, ils ne se sont pas allumés.

13 mai, Paris

La permanence de Pierre Lellouche, député UMP de Paris, est vandalisée pour la troisième fois cette année. Les inconnus se sont attaqués aux boîtiers électroniques des rideaux de fer qui protègent la permanence située rue Maubeuge (9^e), bloquant l'entrée des locaux.

12 mai, Nice

La vitrine de la permanence d'Eric Ciotti, candidat UMP de la 1^{ère} circonscription dans le centre de Nice, et bras droit de Christian Estrosi, ministre délégué à l'Aménagement du territoire, proche de Nicolas Sarkozy a été brisée par des jets de pierres, dont l'une portait le nom de Sarkozy assorti d'une croix gammée.

Arroseur arrosé

18 juin, Nanterre

Lundi matin, un couple en instance de divorce se présente à l'annexe du TGI de Nanterre où sont notamment traitées les affaires familiales. Le ton monte très rapidement entre ce couple et l'agent d'accueil qui expliquait à la femme et l'homme qu'il ne pouvait joindre leur avocat par son poste téléphonique. Des insultes fusent. La greffière en chef sort de son bureau et tente de calmer le couple. L'homme s'énerve alors et lui donne deux coups de poing. La femme aurait

menacé de mort la greffière. "Je vais te crever, t'es morte", aurait-elle lancé. Les forces de l'ordre sont intervenues et ont interpellé le couple, toujours soudé face à l'adversité malgré leur procédure de divorce.

5 juin, Metz

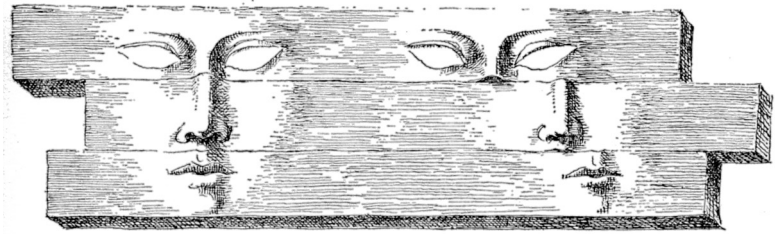
Le vice-président du tribunal de Metz est poignardé alors qu'il présidait l'audience du tribunal pour enfants. C'est la mère d'un mineur qui l'a frappé par trois fois au ventre. Jacques Noris a été évacué vers l'hôpital

Bon secours où il a été opéré. Selon la préfecture, la mère du mineur dont le cas était examiné lors de l'audience l'a agressé avec un couteau qu'elle portait sur elle lorsque le placement de son fils en foyer éducatif a été confirmé par le magistrat.

29 mai, Montargis

Une juge pour enfant du tribunal de Montargis (Loiret) est agressée par toute une famille venue entendre sa décision de placer en foyer d'accueil l'un de ses enfants mineurs.

Il s'agissait de personnes dont elle assurait le suivi régulier. La nouvelle de ce placement a été mal accueillie par la mère. Cette dernière s'est précipitée derrière le bureau de la juge, l'a attrapée et violemment prise à partie. Pendant ce temps, l'un des enfants a saccagé le mobilier. Le père, enfin, l'a apostrophée et menacée de revenir l'après-midi même avec un fusil. Quelques heures plus tard, les policiers interpellaient les parents à leur domicile.



Le 12 mai 2005 se déclenche l'opération «Nottetempo» : 16 perquisitions dans toute l'Italie, cinq anarchistes de Lecce arrêtés, 13 autres inculpés et laissés en liberté. Tous sont accusés d'«association subversive à finalité de subversion de l'ordre démocratique» (art. 270bis du code pénal). Entre préventive et mise en résidence surveillée, trois d'entre eux ont déjà accompli près de deux ans de prison.

Les faits spécifiques concernent la lutte contre le centre de rétention du coin (tags, incendie du portail de la cathédrale, molotov contre la maison du curé gestionnaire du CPT, incendies de distributeurs de la Banca Intesa qui gère les comptes de cette institution, peinture contre un Benetton, sabotage de pompes Esso).

Jugés depuis novembre 2005 devant la Cour d'Assises de Lecce avec 10 autres compagnons, Marina, Salvatore et Cristian ont lu une déclaration lors d'une des dernières audiences, le 28 juin 2007. Le procureur avait demandé peu de temps avant des peines allant de 5 à 9 ans de prison pour «association subversive» contre eux.

Vu la longueur des différentes déclarations, nous avons choisi de n'en traduire qu'une. Les autres sont disponibles soit à notre adresse, soit sur internet.

DÉCLARATION DEVANT LA COUR D'ASSISES DU TRIBUNAL DE LECCE

«Il y a des situations, enfin, dans lesquelles tout homme passionné est obligé d'écrire. Lorsque la tribune est muette et le peuple écrasé, lorsqu'une société d'esclaves a pour roi le boutiquier, lorsque tous ceux qui pensent sont condamnés, il faut bien que ceux-là, exilés du présent, s'occupent de l'avenir»

Ernest Cœurderoy, *Jours d'Exil*

Je tiens tout d'abord à préciser que la lecture des déclarations qui suivent n'a aucun caractère d'autojustification, car je n'ai rien à justifier. Elles n'ont non plus pour but une clarification à l'intérieur de cette salle, où elles pourraient difficilement être comprises dans la plénitude de leur signification. Non que je vous considère comme stupides, mais je suis bien conscient que, vu les camps opposés en présence —vous représentants du pouvoir constitué, et moi son ennemi—, nous nous situons sur des plans de compréhension et d'interprétation de la réalité totalement «différents» et réciproquement étrangers. Comme il s'agit cependant d'un procès évidemment et exclusivement politique, et donc social, qui me fait endosser ici les habits de l'accusé, je ne peux ni ne veux me priver d'exprimer ce que je pense, mais qu'il soit clair que mes idées sont dirigées vers l'extérieur, destinées à ce tissu social et à la foule des exploités, des exclus parmi lesquels je me reconnais et auxquels je me suis toujours adressé, à la manière et avec les moyens dont je dispose, et ceux dont je me suis doté au fur et à mesure.

Cela dit, je tiens tout d'abord à affirmer que je retourne à l'envoyeur l'épithète de «terroriste», plusieurs fois employé à mon égard depuis que cette histoire a commencé, mais aussi bien avant ; comme d'habitude, son emploi contribue principalement à construire une opinion publique conforme, «composée d'imbéciles» comme le soutenait justement Stendhal, et à préparer ainsi le terrain à la persécution et à la répression ; c'est un concept que je développerai plus

loin. Pour ma part, comme j'ai déjà eu souvent l'occasion de le faire, je répète que le terrorisme a historiquement toujours été l'arme privilégiée des Etats, qu'il s'agisse des vieux empires ou, plus récemment, des dictatures nazi-fascistes, socialistes ou des démocraties avancées. Bien que les détenteurs du pouvoir, et donc les manipulateurs de l'Histoire et de la Culture, cherchent à en changer le sens, le terme de «terrorisme» signifie «l'usage de la violence indiscriminée à fin de conquérir, consolider et défendre le pouvoir politique». Et bien au contraire, lorsque les anarchistes ont notamment décidé au cours de leur histoire d'utiliser la violence, ils n'y ont jamais eu recours de manière *indiscriminée*. Sans compter qu'il est pour le moins ridicule de penser que les anarchistes veuillent conquérir le pouvoir alors que leur objectif est à l'inverse de l'abattre. Du reste, les bombes dans les trains et les rues [allusion aux attentats fascistes avec l'appui de l'Etat italien des années 70/80], le massacre de populations entières ou «l'exportation de la démocratie» [allusion à la guerre en Irak à laquelle participent les troupes italiennes] ne sont certes pas des pratiques anarchistes.

En ce qui concerne par contre l'adjectif «subversif», j'admets candidement en être un. Comment peut-on en effet qualifier autrement un individu qui méprise profondément tout type de pouvoir, qui se bat pour une société totalement «différente» et pour la liberté de tous les êtres vivants, sans distinction ? Dans un monde et des relations sociales qui reposent au contraire sur l'exploitation, la spoliation, l'exclusion et l'humiliation systématique de l'autre, du plus faible, il est certain qu'il s'agit de pratiques et d'idées profondément subversives. En revanche, je ne pourrais jamais appartenir à une «association subversive», qui serait vraiment bien peu de chose, comme m'en empêche justement mon être anarchiste —que je revendique avec fermeté— et qui est jugé ici.

En tant que tel, je pose en effet deux principes auxquels je ne peux renoncer :

l'individu et l'anti-autoritarisme. En vertu de ceux-ci, qui sont pour moi des valeurs fondamentales, je ne pourrais jamais m'organiser non seulement de manière verticale (j'ai été défini comme un «leader» et un «chef», j'occuperais une «position au sommet» selon l'accusation, termes qui me répugnent profondément), mais je pourrais encore moins m'organiser de façon rigide, parce que c'est alors l'organisation elle-même qui me dépasserait, que j'en deviendrais un simple instrument, un appendice de plus. Mon individualité, le fait d'être un individu unique au milieu d'autres uniques, disparaîtrait derrière elle. A l'inverse, je me mets en relation avec les autres sur la base de la nécessité du moment, de l'amour, de l'amitié, de l'affinité qui me lient à eux, je peux être en relation pour un instant et tout de suite après être en net désaccord sur une autre question, mais cette relation se déroule toujours de manière horizontale, informelle, jamais hiérarchique, justement selon le principe de l'anti-autoritarisme. En fonction de cette union libre et temporaire, je suis libre de bouger de façon autonome, comme individu anarchiste, seul ou avec quiconque a envie d'entrer en relation avec moi ; au contraire, dans une structure organisée les individus ne se meuvent qu'à l'intérieur de cette «association», exactement comme dans les partis. Agir de cette manière serait entrer en religion, alors qu'en tant qu'anarchiste, je suis contre les partis et les religions, quel que soit le contenu qu'on puisse leur attribuer, au sens où je serais aussi contre l'anarchisme lui-même s'il devait devenir un dogme, et donc lui-même une religion.

Une autre des accusations qui m'ont été envoyées et que je tiens à clarifier parce qu'elle me dégoûte, est celle de faire du «prosélytisme». C'est une chose que je n'ai jamais faite, c'est une pratique qui appartient plutôt, juste pour donner des exemples, aux forces armées qui tournent dans les écoles pour encourager les jeunes à s'enrôler, ou aux prêtres et missionnaires partout dans le monde. Pour ma part, j'ai toujours été exempt de cette «logique du missionnaire». Pour moi, le changement social n'est pas une mission historique que je suis appelé à accomplir, pas plus qu'un fait inéluctable produit par un rêve déterministe, mais plutôt une possibilité ouverte qui pourra ou non se réaliser, qui pourra ou pas être juste et valide, et il n'est aucun «parti» d'anarchistes qui pourra transformer radicalement le monde. Si elle se réalise, ce sera le fruit des exploités qui s'organisent entre eux, en présence des anarchistes. Si je vivais ma pensée et ma vie comme une mission historique, cela dépasserait à nouveau ma volonté, la transformant une nouvelle fois en instrument de quelque chose qui ne m'appartient pas, ce serait donc tout le contraire de l'individualité. Je disparaîtrais derrière la mission historique, derrière l'idéologie. A l'inverse, je n'ai jamais eu la prétention d'être détenteur de la vérité face à des masses ignorantes qui n'ont rien compris et que je serais appelé à «convertir», à «catéchiser» ; ce faisant, je me mettrais dans une position avant-gardiste que les anarchistes, historiquement, refusent : je n'ai jamais prétendu, ni essayé d'être avant-gardiste de quoi que ce soit. Ce que je fais en revanche, et qu'on prétend juger ici à travers les articles parus dans nos journaux, les affiches, les rassemblements, les diffusions de livres, les manifestations, les assemblées et toutes les initiatives auxquelles j'ai pris part, se nomme propagande, soit un instrument pour l'exposition de ma pensée et l'expression de mes idées. Qu'on remarque bien que j'ai parlé d'Idées, et non pas de simples et stupides opinions, qui n'en sont que la coquille vidée de leur contenu et de leur potentiel subversif. Non. Les idées sont quelque chose de plus, elles sont dangereuses, surtout par les temps d'anesthésie sociale qui courent, et c'est pour cela qu'elles font peur.

Voici donc la vraie question : qu'est-ce qui est réellement jugé dans ce tribunal ? Certainement pas des «délits», dont les enquêteurs ont dû pour justifier la plus grande partie d'entre eux construire des «preuves» et interpréter des paroles, des phrases et des concepts à leur façon, mettant en avant ce qui les arrangeait et occultant tout le reste ; non, il ne s'agit pas de cela. Ici, c'est l'idée qu'on est en train de juger, la pensée et la pratique anarchiste. Plus personne ne peut croire à la fable de «l'Etat de droit», d'autant plus que comme l'avait bien senti Hobbes, «à égalité de droits, c'est la force qui gagne».

Il devient ainsi évident que les tribunaux sont au service des intérêts de classe, celle des inclus contre la très grande majorité de la population exclue, toujours croissante. Il suffit d'observer la composition sociale des prisonniers qui peuplent les très démocratiques prisons italiennes pour trouver la meilleure des confirmations à ces affirmations. Il est donc intolérable de laisser en liberté des individus qui luttent pour la liberté, la destruction de tout pouvoir et une vie digne d'être vécue pour chacun. Ce n'est pas un hasard si on assiste à une attaque permanente et constante contre ce qu'on peut définir génériquement comme le «mouvement anarchiste», attaques qui se sont accrues ces dix dernières années ; tout ceci est aussi rendu possible par la ligne de l'urgence permanente adoptée par l'Etat et sur laquelle il fonde désormais sa propre survie ; il est devenu normal pour lui de créer sans cesse un ennemi fictif contre lequel canaliser les peurs de ses sujets, afin de les contraindre à faire front commun contre le «danger» de service et d'éviter qu'ils puissent lever les yeux et démasquer les vrais responsables de leur misère : un jour c'est l'urgence mafia, un autre celle de l'environnement, un autre encore c'est l'urgence immigration. C'est dans cette logique que s'est créé aujourd'hui l'ennemi externe —les étrangers en général, et les arabes en particulier—, et interne —tous les opposants à cet état des choses, et les anarchistes en particulier.

Des dizaines de procès pour association subversive ont été intentés contre les anarchistes, qui se sont quasi tous terminés de façon retentissante dans le vide. Ce qu'on cherche à obtenir ici, ce n'est donc pas seulement de m'incarcérer avec d'autres compagnons, ce qui serait un résultat bien misérable, mais on tente de parvenir à tout prix à une condamnation qui deviendrait un simple verdict de Cassation à citer dans de futurs procès pénaux pour enfin se débarrasser des anarchistes pendant quelques années, un verdict qui soit un exemple pour tous les autres. Les têtes pensantes de l'Etat ont certainement cru que Lecce pouvait être le bon endroit pour créer ce précédent, et ce pour différentes raisons : parce qu'on se trouve dans une petite ville de province, à la périphérie de l'Empire, où cela fera moins de bruit selon leurs prévisions, et parce que n'y existent pas de précédents spécifiques. Mais ce qui est vraiment extraordinaire, c'est que l'on veuille arriver à une condamnation, à la création de ce précédent, en adoptant les mêmes instruments qui ont échoué ailleurs, c'est-à-dire cette blague vieille comme le monde qui remplit les paperasses des enquêteurs et des procureurs, d'après lesquels les anarchistes agiraient en se structurant à un double niveau —public et clandestin—, le tout basé sur une interprétation fautive et délibérément tordue de certains textes tirés des différents livres d'un compagnon. Tout ceci ne fait que démontrer le déroulement d'un fil répressif unique à l'échelle nationale, qui n'est mis en place au niveau local que pour mieux le gérer. Encore quelques pas dans cette



direction, et qui sait si on n'arrivera pas au point de criminaliser quiconque aura chez lui certains livres ! Au fond, c'est ce qui était recherché et a été saisi au cours des perquisitions effectuées lors de notre arrestation... C'est un signe des temps que nous sommes en train de vivre, qui rappelle la chasse aux «livres dangereux» de l'Inquisition au nazisme. Il est tout aussi significatif qu'à Bologne, il y a quelques jours, aient été effectuées des perquisitions et ouverte une enquête pour association subversive, avec comme prétexte la diffusion d'une brochure écrite par quelques compagnons critiquant la tristement célèbre «Loi Biagi» ! Et puis, il est curieux que l'on indique des textes comme sources de théories et stratégies précises, malgré le fait de vos tribunaux aient déjà jugé de la fausseté de telles constructions !

Contrairement à ce que l'accusation cherche à faire croire, je ne suis pas dangereux comme individu parce que je parle et agis clandestinement, mais pour la raison strictement opposée : parce que je n'ai pas besoin de le faire. Je pense être un homme libre par rapport à moi-même, tout au moins j'essaie, je dis donc ouvertement ce que je pense et je fais ce que je dis : la théorie se transforme en pratique et la pratique se fait théorie. Je comprends que tout cela puisse être agaçant et déplaisant pour le pouvoir constitué. Comme il est par exemple déplaisant pour la maire Poli que dans sa «polis», c'est-à-dire dans une ville gouvernée par une clique d'exploiteurs sous laquelle plient les esclaves, il y en ait encore qui veuillent se réapproprier l'«agora», en tant que rues libres, lieux de discussion et de divulgation de cette chose terrible qui effraie tant : l'Idée. En fait, les enquêteurs savent bien, parce qu'ils m'ont contrôlé plusieurs fois ou bousculé et essayé de m'arrêter dans la rue, que contrairement à ce qu'ils affirment, je ne supporte pas le côté fermé de ce qu'ils voudraient faire passer pour un repaire —c'est-à-dire nos locaux—. Ce serait aussi une grave erreur tactique de ma part que de m'y enfermer, sachant que les exclus auxquels je m'adresse ne sont certes pas parmi ceux qui fréquentent habituellement de tels locaux.

Et puis, ma pensée et ma pratique anarchistes sont d'autant plus dangereuses et énervantes lorsqu'elles s'évertuent à démasquer et s'opposer à la violence et au terrorisme d'hommes très, très influents, encore démultipliés à l'intérieur des nouveaux lagers de l'Etat, les prétendus Centri di Permanenza Temporanea [CPT, centres de rétention]. Le prétexte pour lequel j'ai été incarcéré et pour lequel je suis jugé, est en fait mon opposition radicale à ces lieux.

Je revendique avec force mon parcours de lutte contre eux, et en particulier contre celui géré par Regina Pacis, un lieu infâme qui a heureusement cessé d'exister, bien que son cadavre continue à exhaler d'une odeur de renfermé indicible et que ses murs suintent du sang et de la rage des milliers d'individus qui y ont été enfermés et dont la vie a été violée. A mon avis, de tels lieux devraient non seulement être fermés, mais aussi complètement détruits, rasés de manière définitive, afin qu'il n'en subsiste à travers le temps pas même le souvenir d'infamies si gigantesques ; bien autre chose que la «journée de la mémoire» dont on fait grand cas ces dernières années : si on ne vivait pas dans un monde à l'envers, ce serait certainement la «journée de l'oubli» qui aurait été instituée, le refoulement total, sous tous ses aspects, des lagers. Et qu'il soit clair que je n'utilise pas le terme «lager» comme un artifice rhétorique, ni parce qu'il est à présent à la mode chez les représentants politiques de la gauche qui les a créés, mais selon une définition rigoureuse. Comme dans les anciens camps coloniaux et nazi-fascistes en effet, ceux qui y sont enfermés ne sont pas accusés d'avoir commis un délit, il s'agit simplement d'indésirables à disposition des organes de police et, au fond, des patrons de service ; outre leur fonction d'enfermement, les CPT servent aussi à opérer une sorte d'écrémage de la force de travail étrangère, soumise au chantage : il ne faut en effet pas sous-évaluer l'importance de l'exploitation d'une telle force de travail dans un régime à économie capitaliste.

Un dernier aspect sur lequel je pense qu'il est important de s'arrêter, est le moment particulier au cours duquel se sont déclenchées les

arrestations qui m'ont impliqué, destinées à fermer le cercle d'un théorème qui se voulait bien orchestré. On a clairement cherché à déplacer l'attention loin de l'arrestation du directeur du CPT de Regina Pacis, don Cesare Lodigiani, et des nombreuses échéances judiciaires qui l'impliquaient, et l'impliquent encore, lui et tout le staff qui l'entourait dignement pour gérer ce lager : agents, médecins, carabinieri. Ces événements ont levé publiquement le voile sur la réalité de ces lieux, ils ont élargi une brèche que j'avais essayé d'ouvrir depuis des années, et permis à tout un chacun de voir ce qui s'y passait ; c'est bien pour cela qu'il a fallu détourner le regard, et quel meilleur coup, n'est-ce pas, que de déplacer l'attention sur ses ennemis les plus implacables ? Rien d'étonnant : il s'agit simplement de l'intervention d'un bras de l'Etat qui vient au secours de l'autre, à un moment où il se trouve en difficulté. Un proverbe populaire synthétise bien le concept, disant qu'«une main lave l'autre, et les deux lavent le visage».

Au cours de ma détention, j'ai pu toucher du doigt, personnellement, l'acharnement exaspéré dont fait preuve l'Etat contre les mots, dont il s'est déclaré un ennemi impitoyable et contre lesquels il a mené une guerre totale, comme cela ressortait clairement de la mise sous contrôle de tous mes discours par des années d'écoutes [par des micros dans la maison, véhicule] et la montagne de papier saisie chez moi. Une haine et un contrôle de la parole sous tous ses aspects : écrite et orale, et donc, fondamentalement, pensée. Il s'agit d'une tentative d'«assassiner» la thèse cartésienne «je pense, donc je suis», parce qu'on ne veut plus que les individus continuent à être, dans un système social où comptent plus les «avoirs» que les «êtres», et nous ne parlons pas là de la seule question d'un auxiliaire verbal qui se substitue à un autre.

Je me suis rendu compte de l'acharnement de la censure —l'officielle et celle qui l'est moins, et qui persiste encore à ce jour...— concernant mes lettres et mes lectures. Le sens de tout cela est résumé dans une phrase significative, répétée à plusieurs reprises par un inspecteur de la police pénitentiaire suite à mes protestations régulières pour obtenir des livres bloqués par la censure depuis deux mois : «Vous lisez trop !».

Cette phrase brève est à mon avis pleine de sens et contient en soi tout la signification de mon incarcération et de mon procès : «Vous lisez trop !». S'il en est ainsi, j'en suis désolé, mais je ne puis vous rassurer, car je continuerai à penser, et donc à lire, écrire et parler, et donc à lutter, indépendamment du côté des barreaux de cette prison à ciel ouvert qui se fait appeler société où je me trouverai ces prochaines années, convaincu que je suis que ce n'est pas la justice qui est administrée dans les tribunaux, mais la vengeance.

A moins qu'on ne prenne pas pour argent comptant ce qu'affirmait Dostoïevski : «quand ils sont devenus criminels, ils ont inventé la justice et se sont imposés toute une série de codes pour la conserver, et pour conserver les codes, ils ont installé la guillotine». En un sens, l'innocence est vraiment la pire des choses qui puisse arriver.

Je n'ai rien d'autre à vous dire.

Lecce, 28 juin 2007,
Salvatore Signore

[Traduit de l'italien. Extrait de *Dichiarazioni davanti alla Corte d'Assise del Tribunale di Lecce*, ed. 30 Febbraio (peggio2008@yahoo.it), juin 2007, pp. 7-14]

VERDICT DU PROCÈS DE LECCE

JEUUDI 12 JUILLET, à 23h30 a été prononcé le verdict en première instance du procès contre les anarchistes de Lecce et de la région. Il y a eu acquittement concernant l'association subversive, mais quatre compagnons ont été condamnés pour «association de malfaiteurs» [*associazione a delinquere*, art. 416]. Salvatore a reçu la peine la plus pesante, soit 5 ans, parce que considéré comme le promoteur de cette association. Saverio et Cristian, considérés comme membres, ont pris 3 ans, tandis que Marina, tout en étant également considérée comme membre, a pris 1 an et 10 mois. Ces mêmes compagnons, avec des implications différentes, ont aussi été condamnés pour quelques délits spécifiques : dégât contre des pompes à essence du distributeur Esso, occupation du [squat] Capolinea, manifestations non autorisées, violence à agent assermenté, incitation au crime [soit à l'évasion] concernant des immigrés qui se trouvaient à l'intérieur du centre de rétention, un tag, diffamation, menaces téléphoniques contre l'ex-directeur tortionnaire de l'ex-centre de rétention de San Foca, Cesare Lodeserto, et contre deux médecins qui y travaillaient et avaient rédigé de faux certificats médicaux pour masquer les violences infligées par ce même prêtre et des carabinieri à des immigrés qui avaient tenté de s'évader ; le tribunal a enfin accordé plusieurs milliers d'euros d'indemnités aux médecins et à Lodeserto pour les menaces téléphoniques qu'ils auraient reçues, tandis que la docteure Cazzato se voit accorder une indemnité de 50 000 euros pour diffamation.

Pour certains de ces délits, d'autres compagnons ont été condamnés : Sandro à 1 an de prison, Massimo à 4 mois et Laura à 100 euros d'amende. Les 8 autres anarchistes inculpés ont été entièrement acquittés. Tous les délits tombent sous le coup de l'*indulto**. Les acquittements concernent l'incendie de la porte de la cathédrale de Lecce et les ravages de

distributeurs de billets de la *Banca Intensa*, qui gérait les fonds du centre de rétention confié à la fondation religieuse «Regina Pacis».

Le message délivré par ce verdict est très clair : il s'agit de punir lourdement la lutte qui a été menée ces dernières années à Lecce contre le centre de rétention «Regina Pacis», c'est un avertissement aux anarchistes qui, malgré la prison et la répression, n'ont pas baissé la tête ; ils ont trouvé l'instrument de l'association de malfaiteurs, n'ayant pas d'éléments pour pouvoir appliquer l'association subversive, afin de donner une leçon à ceux qui ont touché les nerfs sensibles de certains potentats de Lecce.

La défense fera appel du verdict, et il est probable que le procureur le fasse à son tour, pour tenter de faire passer l'accusation d'association subversive.

Les anarchistes accusés

*Ndt : sursis général de trois ans décidé l'an dernier par le gouvernement Prodi, valable pour beaucoup de délits communs commis avant son adoption.

Les chaînes de l'humanité sont faites de papier de ministère

QUI AIME LA LIBERTÉ ne peut supporter que l'exclusion soit le quotidien de certains, que l'air qu'on respire soit infesté par des abus sur lesquels repose cette société du privilège. Il ne peut accepter qu'on meure de travail ou de privations, en un monde où les ressources sont pillées par l'avidité de quelques uns au détriment de tous.

QUI AIME LA LIBERTÉ ne peut taire la tromperie quotidienne qui justifie la guerre et la destruction de zones entières ; il ne peut pas ne pas agir, vu qu'il est également touché de près par la dépossession et la brutalité de cet existant.

LES CENTRES DE RÉTENTION pour immigrés incarnent bien ces aspects : ce sont des lieux de privation de dignité, d'enfermement des immigrés pauvres et dépourvus du bout de papier adéquat, les prétendus *clandestins*, désignés par la propagande médiatique et politique comme l'ennemi numéro un contre lequel diriger nos peurs ; en réalité, ce sont des individus qui fuient la guerre et la misère, cherchant des conditions de vie meilleures.

LE TRISTEMENT CÉLÈBRE LAGER de San Foca, géré par la curie de Lecce entre violences et abus en tous genres, était un de ces lieux. Evasions, révoltes, grèves et résistances s'y sont multipliées, faisant apparaître sa vraie nature.

BEAUCOUP DE PERSONNES SE SONT OPPOSÉES à lui, les anarchistes y compris, et fermement. Pour déplacer l'attention ailleurs que vers ce qui se passait dans ce centre et de l'arrestation de son directeur, cinq anarchistes ont été incarcérés le 12 mai 2005, accusés d'association subversive et étiquetés comme terroristes avec dix autres compagnons. En outre, l'accusation concerne aussi le sabotage de distributeurs de billets et de pompes à essence de grosses compagnies, impliquées directement dans la gestion des lagers pour immigrés et dans la guerre.

SOUS ACCUSATION a aussi été mise leur façon d'être, de penser et d'agir.

JEUUDI 12 JUILLET sera rendue la sentence du procès en première instance ; le procureur a demandé des peines qui vont de 5 à 9 années de prison, sachant que certains d'entre eux, à présent dehors, ont déjà fait près de deux années de préventive.

QUE NOS COMPAGNONS SOIENT COUPABLES ou innocents ne nous intéresse pas, parce que nous savons que les vrais terroristes sont ceux en costard croisé qui gèrent la vie de chacun d'entre nous. Dans la notre, il y a la solidarité, les désirs et les idées ; dans la leur il n'y a que les chaînes et l'exploitation.

Nous avons déjà décidé depuis longtemps de quel côté nous sommes.

Aucun verdict ne pourra jamais endiguer le goût pour la liberté !

Solidarité avec les anarchistes qui passent en procès

et avec tous les rebelles qui ne se rendent pas !

Tout le monde dehors !

Anarchistes

[Traduit de l'italien.

Texte de l'affiche collée dans les rues de Lecce la semaine précédant le procès]

LE CATENE DELL' UMANITÀ SONO FATTE DI CARTA DI MINISTERO

CHI AMA LA LIBERTÀ non tollera che l'esclusione sia la quotidianità di alcuno, che l'aria che si respira sia infestata dagli abusi su cui si fonda questa società del privilegio. Non può accettare che si muoia di lavoro o di stenti, in un mondo le cui risorse vengono depredate dall'avidità di pochi a scapito dei molti.

CHI AMA LA LIBERTÀ non può tacere l'inganno quotidiano che giustifica la guerra e la distruzione di interi territori; non può non agire perché è toccato da vicino dallo spossessamento e dalla brutalità di questo esistente.

I CENTRI DI PERMANENZA TEMPORANEA per immigrati ben rappresentano questi aspetti: essi sono luoghi di privazione della dignità di persone, di reclusione per immigrati poveri e sprovvisti del pezzo di carta giusto, i cosiddetti *clandestini*, considerati dalla propaganda mediatica e politica il nemico numero uno verso cui indirizzare le nostre paure; in realtà degli individui che fuggono da guerra e miseria, cercando condizioni di vita migliori.

IL FAMIGERATO LAGER DI SAN FOCA, gestito dalla Curia leccese tra violenze e soprusi di ogni genere, era uno di questi. Fughe, rivolte, scioperi e resistenze si sono moltiplicate al suo interno lasciando emergere la sua vera natura.

AD ESSO SI SONO OPPOSTI in tanti e fermamente lo hanno fatto anche gli anarchici. Per spostare l'attenzione da quanto accadeva in questo centro e dall'arresto del suo direttore, il 12 maggio 2005 cinque anarchici sono stati arrestati con l'accusa di associazione sovversiva ed etichettati come terroristi insieme ad altri dieci compagni. Oltre a ciò anche l'accusa di aver sabotato dei bancomat e delle pompe di benzina di grosse compagnie, direttamente coinvolte nella gestione dei lager per immigrati e nella guerra.

SOTTO ACCUSA è finito anche il loro modo di essere, di agire e di pensare.

GIOVEDÌ 12 LUGLIO vi sarà la sentenza del processo di primo grado; l'accusa ha richiesto che vengano condannati a pene che vanno dai 5 ai 9 anni, mentre alcuni di loro, ora in libertà, hanno già scontato quasi due anni di custodia preventiva.

NON CI INTERESSA se i nostri compagni siano colpevoli o innocenti, perché sappiamo che i veri terroristi sono quelli in doppio petto che gestiscono la vita di ognuno di noi. Dalla nostra abbiamo la solidarietà, i desideri, le idee; dalla loro solo catene e sfruttamento. Da quale parte stare lo abbiamo già deciso da tempo.

Nessuna sentenza potrà mai arginare il gusto per la libertà!
Solidarietà agli anarchici processati e a tutti i ribelli che non si arrendono!
Tutti fuori!

Anarchici

Mercredi 13 juin s'est déroulé à Trento le procès contre notre ami et compagnon Juan, accusé d'avoir incendié des fourgons de *Trenitalia* et de faire partie d'une «association subversive à but terroriste».

Vu qu'il n'y a absolument rien dans les près de 18 000 pages d'interceptions vidéo, téléphonique et de micros-espions pour avaliser l'hypothèse de l'«association», le procureur Paolo Storari a cherché la petite bête, utilisant des extraits de correspondance de prison et chargeant d'une «finalité terroriste» des gestes comme le vol à l'arraché de la flamme olympique ou le poing donné à un fasciste. Après avoir dissimulé des micros un peu partout (dans les habitations, les voitures, les locaux, les lieux publics et même le sac d'un compagnon) et avoir installé des dizaines de caméras cachées (face aux habitations, aux locaux, dans les cabines téléphoniques et près de nombreux relais de téléphone portable) pour un coût qui avoisine le million d'euros, notre Mercenaire Public [jeu de mot sur les initiales de procureur, PM] de la répression se retrouve le bec dans l'eau. Malgré cela, il a demandé 4 ans et 4 mois de prison — le tiers de réduction de la peine prévu par la procédure de *rito abbreviato* étant déjà déduit. Le verdict est prévu le 6 juillet.

Le parquet de Trento avait transformé un procès à huis clos (comme prévu lors d'un *rito abbreviato*) en un tribunal à portes closes, empêchant les compagnons d'y accéder. Après un blocage de la circulation par la trentaine de personnes solidaires présentes, les portes du tribunal ont à nouveau été ouvertes. C'est ainsi que quelques compagnons ont réussi à voir et saluer Juan à la sortie de l'audience. Les interventions lors du rassemblement ont également porté sur les perquisitions et l'enquête de Bologne. Vu le lynchage médiatique au niveau national contre certaines banalités de base défendues depuis toujours par les révolutionnaires, il nous a semblé opportun d'apposer une banderole «Le terroriste c'est l'Etat».

Le rendez-vous est fixé le 6 juillet à 9h.

Anarchistes de Rovereto et Trento
14 juin 2007

Ndt : Quatre jours après le verdict du procès contre Juan, le 10 juillet 2007, le même procureur a fait effectuer de nouvelles perquisitions dans quatre domiciles et au local des compagnons à Rovereto. Il relance ainsi une nouvelle accusation d'«association subversive», cette fois contre trois d'entre eux.

Après neuf mois de prison en Espagne puis en Italie, Juan a enfin été libéré le 9 août.

Rovereto

Liberté pour Juan, Etat terroriste

VENDREDI 6 JUILLET, le verdict du procès contre Juan est tombé auprès du tribunal de Trento. L'accusation d'«association subversive à but terroriste» est abandonnée. Juan a été condamné à un an de prison (la peine était d'un an et 6 mois, réduite par le fait de choisir le *rito abbreviato*¹) pour «dégâts aggravés par une finalité de terrorisme».

Juan, incarcéré depuis décembre 2006, a été accusé de l'incendie de plusieurs fourgons de *Trenitalia* [équivalent de la SNCF], société ferroviaire complice de la déportation des «clandestins». La tentative du ROS [service d'investigation des carabinieri] et du procureur Storari de construire l'énigme «association subversive» à partir d'un fait spécifique a échoué. Il reste toutefois un terme bien précis — «terrorisme». En plus de constituer un précédent local et d'empêcher que Juan ne bénéficie de l'indulto², cette parole magique offense l'intelligence et falsifie la réalité. A Trento comme ailleurs. Expriment notre solidarité à Juan, nous tenons à répéter —comme nous l'avons fait dans la rue toute la semaine—, que le terroriste c'est l'Etat et non pas ceux qui luttent pour arrêter les expulsions et, plus généralement, pour subvertir un ordre social basé sur l'exploitation et la guerre.

Le jour du procès, une cinquantaine de compagnons sont partis en manifestation spontanée dans les rues de Trento et sont arrivés devant la prison, où leurs cris solidaires ont trouvé l'habituelle réponse chaleureuse des prisonniers. Deux jours auparavant, une quinzaine de compagnons étaient entrés dans le siège local de la Croix Rouge pour dénoncer publiquement sa responsabilité dans la gestion des CPT [centres de rétention] et envoyer des fax aux autres sièges de la Croix Rouge et aux journaux. On trouvera ci-dessous le texte du tract. Solidarité avec les compagnons de Turin en procès pour avoir occupé le siège de la Croix Rouge.

Anarchistes de Trento et Rovereto,
10 juillet 2007

Ndt

1. En Italie, le *rito abbreviato* est une forme de procès essentiellement écrite (sans témoins, ni débats). En la choisissant, l'accusé voit sa peine réduite automatiquement d'un tiers, en échange du temps qu'il fait gagner à la justice !
2. L'*indulto* est une mesure votée l'an dernier par le nouveau gouvernement Prodi accordant trois années de sursis à tous les condamnés (sauf pour délits mafieux, terroristes, subversifs, etc. !), à partir de la date des faits.

La Croix-Rouge gère des Laggers

AUJOURD'HUI 4 JUILLET, nous sommes entrés dans les bureaux du siège de la Croix Rouge du Trentino pour dénoncer publiquement ses responsabilités dans la gestion de nombreux Centri di Permanenza Temporanea [CPT, centres de rétention] en Italie.

Les CPT sont un dispositif typiquement colonial dans lequel sont enfermés des femmes et des hommes dont la seule faute est de ne pas avoir de papiers en règle. Il s'agit —au sens propre, historique et juridique du terme— de laggers. Qu'il soit honteux de les définir comme des «centres d'accueil», ce ne sont pas les hurlements de la gauche qui le démontrent (c'est elle qui les a créés en premier et ne les fait pas fermer à présent), mais plutôt les morts et les privations, les révoltes permanentes et les évasions qui pavent leur histoire.

Les CPT sont le maillon fondamental de la machine à expulser et du système qui fait

de l'immigré une main d'œuvre terrorisée et docile. De fait, la mort de «clandestins» au large des côtes, sur les chantiers ou en tentant d'échapper à la police pèsent également sur la Croix Rouge.

Nous invitons publiquement les dirigeants de cette organisation à résilier tous les contrats concernant la gestion des CPT. Dans le cas contraire, la campagne de pression pour arrêter cette complicité continuera.

Fermeture immédiate des CPT !
Solidarité avec Juan et les anarchistes de Lecce, incarcérés et jugés pour leur lutte contre les expulsions !
Etat terroriste !

Anarchistes

[Traduit de l'italien, comme le précédent. Tract distribué et faxé le 4 juillet 2007 à Trento]

Et nous ?

Plus d'une année nous sépare de la sortie du dernier numéro de *Tempi di guerra*.

Ayant toujours été conçu comme un bulletin de lien et de correspondance entre les luttes contre les expulsions et leur monde, le richesse et la constance de ces pages ne peuvent que dépendre de la réalité des initiatives, des résistances, des rapports, des conflits.

Face à une répression systématique des migrants —reflet intérieur des guerres en cours sur la planète destinées à exporter la démocratie—, on ne peut certes pas dire que la réponse ait été à la hauteur. Au-delà de nobles exceptions, en fait, la donnée peut-être la plus évidente des luttes contre les CPT [centres de rétention] ces derniers temps a été l'écart entre ce que de nombreuses personnes ont dénoncé et ce qu'elles en ont tiré comme conséquences pratiques. On dit *lager*, mais le cœur perçoit probablement quelque chose d'autre.

Nous sommes cependant convaincus que les possibilités de reprendre l'offensive existent. Les contorsions du centre-gauche [revenu au pouvoir] pour «dépasser les CPT» devrait par exemple être une bonne occasion pour démasquer l'hypocrisie et libérer des êtres humains. Avec la nouvelle loi, les sinistres législateurs du gouvernement voudraient réduire la durée de séjour dans les lager de 60 à 20 jours et limiter l'internement aux étrangers —définis de façon significative comme des *irréductibles*— qui refusent le fichage. La machine à expulser fonctionnerait toujours, et mieux qu'avant.

De nombreuses choses que nous avons répétées pendant des années —le lien entre guerre et expulsions, le quadrillage policier des territoires et des cerveaux, l'expérimentation de formes extrêmes de

contrôle et d'inertie sociale, le lynchage médiatique de ceux qui *rompent les rangs*, etc.— ont été ponctuellement et haineusement confirmées. De l'extension de la détention administrative à l'invention permanente de nouveaux ennemis pour justifier de nouvelles opérations militaires, de l'agression contre les limites écologiques de la planète aux essais grandeur nature d'un conflit nucléaire, un bulletin qui s'appelle *Tempi di guerra* [Temps de guerre] ne risque certes pas de demeurer privé de sujets. Si le simple fait de dénoncer était suffisant...

Plus d'une année s'est écoulée, disions-nous.

Impossible de rendre compte de tout ce qui s'est passé des deux côtés de la barricade au cours des mois. Nous nous arrêterons seulement sur quelques exemples, comme s'ils étaient des lampes en mesure d'éclairer le présent et son irréductible ambiguïté.

22 décembre 2006, Opera (Milan).

Après l'avoir annoncé publiquement au cours du conseil municipal, différents élus d'Alleanza Nazionale et de la Ligue du Nord, épaulés par un nombre discret de fascistes venus de Milan, se dirigent vers le lieu où devraient s'installer 67 Roms, et brûlent leurs tentes, installées par la Protection Civile. Le maire déclare avoir personnellement prévenu d'avance les carabinieri et les forces de police, qui assistent sans broncher à l'opération commando *squadriste* [du nom des équipes fascistes qui faisaient régner la terreur dans les rues sous Mussolini]. Les jours suivants, un rassemblement —auquel participent, outre des fascistes de Forza Nuova, de nombreux habitants d'Opera— empêche les Roms, déjà expulsés de via Ripamonti, d'accéder au campement.

Ces infos, disparues presque immédiatement des journaux nationaux, nous paraissent tout simplement énervantes. Il ne s'agit pas d'une agression fasciste de plus. Il s'agit d'un *squadriste* dans le digne style du *Ventennio* [les 20 années de régime mussolinien]. Les fascistes et les léguistes ne se seraient pas lancés dans une attaque aussi effrontée s'ils n'avaient pas senti que la situation sociale était, pour ainsi dire, mûre. A présent, qu'il ne se soit pas trouvé dans tout Milan cinquante personnes prêtes à s'affronter avec ces féroces *gens de bien* nous semble vraiment avilissant.

16 janvier 2007, Vicenza.

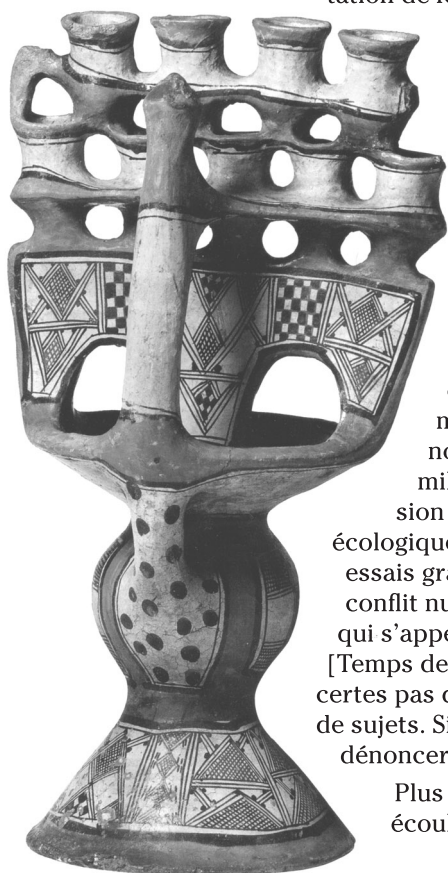
A peine le «oui» de Romano Prodi [président du conseil] à la construction de la nouvelle base américaine parvient-il de Budapest à leurs oreilles, des milliers de personnes descendent dans les rues et, après avoir brûlé publiquement leurs cartes d'électeurs, s'en vont occuper les voies de la gare pendant près de deux heures. A Vicenza, ville-symbole du prétendu miracle économique du Nord Est, surtout connue pour sa pacification sociale et son racisme criant, des milliers de personnes veulent prendre leur vie en main, défendre le territoire sur lequel elles vivent et s'opposer à la construction de la plus grande base européenne de la plus grande puissance militaire mondiale. Un mouvement assoupi contre la guerre —écartelé entre le syndrome du gouvernement-ami et le sentiment d'impuissance— retrouve de la vigueur face à un objectif clair et concret : empêcher que soient construites les bases de la mort.

Opera, Vicenza. L'époque dans laquelle on vit contient ces deux possibilités. Les puissants le savent. Et nous ?

Tempi di guerra — CP 1244 — 10100 Torino
tempidiguerra@libero.it
<http://digilander.libero.it/tempidiguerra>

[Traduit de l'italien.

Tiré de *Tempi di guerra* n°7, février 2007, pp. 1-2]



L'ordre est de se taire, celui qui parle est un «terroriste» !

Le 31 mai 2007, le procureur Paolo Giovagnoli a ordonné 12 perquisitions aux domiciles des compagnons de Bologne et dans leur local, *Fuoriluogo*.

L'enquête porte sur une «apologie d'attentat à but terroriste» et «association subversive». Le prétexte est la diffusion, le 21 mars dernier à la fac d'économie lors d'un colloque, d'une brochure intitulée «Loi 30 (loi Biagi) : la classe ouvrière va en enfer». Rappelons que Marco Biagi, l'inspirateur de cette loi qui a encore plus flexibilisé le travail, s'est fait dessouder le 19 mars 2002 à Bologne par les nouvelles Br. Le passage d'un texte de la brochure, écrit il y a plus de cinq ans à Rovereto, a en particulier retenu l'attention du procureur : «Peut-être avait-il le visage d'un brave type. Peut-être était-il un mari affectueux et un bon père de famille : mais ses responsabilités demeurent, et il nous paraît évident que certaines responsabilités doivent, tôt ou tard, être payées».

Bien entendu, cette opération policière a fait l'objet d'une publicité au niveau national et surtout local contre ces compagnons, qui ont cependant multiplié les initiatives dans la rue malgré le harcèlement policier (notamment un banquet itinérant ou la projection du film *La classe ouvrière va au Paradis* dans le parc d'un quartier populaire).

Le 25 juin, le *Tribunale del Riesame* a rendu son jugement considérant infondées les perquisitions et ordonné la remise du matériel saisi. Le procureur a fait appel.

Le 3 juillet, deux récepteurs de micros-espions sont retrouvés dans le faux-plafond du couloir qui mène au *Fuoriluogo*.

Enfin, histoire de ne pas relâcher la pression, un compagnon de Bologne a été inculpé les jours suivants, accusé de l'incendie de deux distributeurs de billets en 2004, en compagnie d'un autre de Lecce.

DANS LA VILLE MÊME où le preux préfet de police Cirillo, aidé par ses dignes compères armés, réussit courageusement à arrêter dans un bar deux roumaines enceintes de sept mois pour un vol de portefeuille au cours d'une brillante action digne d'éloges...

... la Digos [service d'investigation de la police] s'est présentée à sept heures du matin le 31 mai à la porte de 12 habitations et au local du *Spazio di Documentazione Fuoriluogo* pour effectuer des perquisitions. L'ordre, signé par le procureur habituel de Bologne, Paolo Giovagnoli, parle de huit inculpés pour les délits d'«apologie du délit d'attentat à but terroriste et subversif contre l'ordre démocratique» et pour «association subversive» (art. 270bis). Les autres mandats se réfèrent en revanche à des «personnes au courant des faits». Dans deux cas, les perquisitions ont été conduites avec l'aide de brigades cynophiles.

L'épisode incriminé se réfère à la distribution d'une brochure contre la loi 30, dite Biagi, à l'occasion d'une conférence publique qui portait comme titre pas moins que «La dignité du travail». Mais quelle dignité ? misérables faces d'airain !

Rappelons que, comme le racontait en ce jour de mars le quotidien local, le tout s'était déroulé à visage découvert et avec quelques mots d'explication aux personnes présentes sur la brochure distribuée qui, entre autre, avait été publiée il y a cinq ans. Ils sont vraiment en train de faire les fonds de tiroir : association subversive pour la critique d'une loi qui a encore écrasé les travailleurs et de son inspirateur pour les responsabilités qui lui incombent dans l'aggravation des conditions d'exploitation. Il suffirait de faire un tour dans n'importe quelle usine, bureau, hôpital où certains expérimentent sur leur propre peau la concrétisation de ses idées perspicaces, pour

savoir que ces travailleurs s'en souviennent avec chaleur.

La perquisition du *Spazio di Documentazione Fuoriluogo* a commencé en l'absence des locataires grâce aux clés dérobées dans une des habitations. Ceux qui n'étaient pas encore fichés ont été amenés au commissariat et d'autres, non inculpés, ont dû subir un interrogatoire en tant que «personnes informées sur les faits». Ils ont saisi la brochure «incriminée» et tout ce qui leur tombait sous la main, bien entendu sans lien aucun avec l'objet visé par le mandat, en fonction des préférences des agents répartis dans les différentes maisons, sans oublier les affaires des colocataires des personnes perquisitionnées, avec l'habituelle arrogance autoritaire arbitraire de ces chiens sadiques et sots. Le résultat, positif selon eux, repose sur la découverte de quatre boulons, deux pétards et de nombreux tracts, en plus des ordinateurs qui disparaissent tous les deux/trois mois dans leurs bureaux pour revenir, si tout va bien, après des années. Les clés du local n'ont pas été restituées et restent donc aux mains des flics.

Rien n'y a été pris.

L'atmosphère de ventennio fasciste [les 20 ans de pouvoir de Mussolini] continue, avec la mise en accusation pour «terrorisme» de toute manifestation de la pensée, même exprimée minimalement, à voix basse et parfois à peine dissidente. Pour ne rapporter que quelques récents exemples, un jeune homme a été perquisitionné pour avoir peint sur un mur (avec saisie de son véhicule et ordinateur), une jeune fille a été poursuivie et menacée par la police, avant d'être sauvée par la présence d'autres femmes, parce qu'elle était en train d'effacer d'un tag l'épithète macho si original de «putain». Il y a quelques mois, des personnes ont été incarcérées pour avoir exprimé leur solidarité à plusieurs arrêtés.



**GIOVEDÌ
19 LUGLIO**

**DUE ANNI DI RIVOLTE SOCIALI
IN FRANCIA**

DALL'ESPLOSIONE DELLE BANLIEUES NEL NOVEMBRE 2005
ALLE RECENTI AGITAZIONI IN OCCASIONE DELL'ELEZIONE DI SARKOZY

ore 20,00
INCONTRO
con alcuni
compagni
presenti
in quelle rivolte
per ragionare
insieme sulle
prospettive di lotta
nelle nostre città e periferie
dalle 19,00 Aperitivo-buffet

FUORILUOGO
via San Vitale 80, Bologna

Turin

UN COUP DE LA BANDE À BERRETTONI ÉVÉNÉ

Après les menaces, la Préfecture passe aux voies de fait

D'ici peu, il faudra s'attendre à ce que quelqu'un qui lise un livre sur les Br ou sur les anarchistes à l'arrêt du bus puisse être arrêté et conduit en prison pour apologie de délit.

Mais tout ceci arrive aussi parce que tous ceux qui, à l'abri des conversations entre amis et collègues, disent être las des abus permanents, des conditions toujours plus infâmes de travail, des politiciens et de leurs guerres sales conduites au nom d'intérêts économiques, ne s'expriment jamais. Seuls quelques individus, courageux pourrait-on dire aujourd'hui vu les accusations pesantes, continuent à manifester le dégoût de tant d'autres. Les autres absorbent passivement le tapage des journalistes et laissent leur plume créer l'actualité.

I fuoriluogo
2 juin 2007

[Traduit de l'italien.

Fuoriluogo — via San Vitale 80 — 40125 Bologna. Ouvert le lundi et le vendredi de 18 à 22h]

La presse contre Fuoriluogo

AU LENDEMAIN des perquisitions, la presse locale s'est déchaînée par une campagne médiatique féroce. Tous les jours sortent à présent au moins deux articles dans les quotidiens. Ajoutons que le 7 juin, le *Fuoriluogo* a été littéralement encerclé par des camionnettes et un déploiement de policiers et de carabinieri vraiment impressionnant qui bloquait toutes les rues alentours. Ils avaient en effet eu vent d'une initiative. Nous avons bougé en petits groupes pour nous rendre sur une petite place du centre où, avec un chariot de supermarché sur lequel nous avons posé une pancarte «*Auberge des terroristes*», nous avons distribué du vin, des cocktails, des tracts et proposé un apéritif itinérant. Après une petite heure, nous avons bougé vers une autre place, mais nous avons été arrêtés et encerclés par des carabinieri en tenue anti-émeute et par presque toute la Digos de la ville. La solidarité des passants a été importante. Non seulement ils sont venus boire à notre auberge itinérante malgré l'encercllement, mais nombre d'entre eux ont exprimé leur stupeur face à la réaction exagérée des forces de l'ordre, par ailleurs totalement désorientées («*Mais d'où vous est venu à l'esprit de faire une chose pareille ?*»). Ils ont saisi la pancarte et les tracts, contrôlé les individus présents, y compris les passants, et porté plainte contre tous pour manifestation non autorisée.

10 juin 2007

TURIN — Dans la nuit du 2 juin, un jeune amant de la liberté résidant à la périphérie de Turin a trouvé un micro-espion maladroitement caché dans sa voiture. Celle-ci ne présentait aucun signe manifeste d'effraction, mais des bruits suspects sortaient de l'autoradio éteint.

Selon les premiers relevés techniques, le dispositif sophistiqué (voir photo) aurait été en mesure de relever et transmettre la position du véhicule et les conversations qui se déroulaient à l'intérieur. L'épisode est encore entouré de mystère, mais les soupçons se concentrent sur le milieu criminel de la dénommée «*bande à Berrettoni*» (du nom de son chef présumé, Stefano Berrettoni, préfet de police de Turin).

LES PRÉCÉDENTS

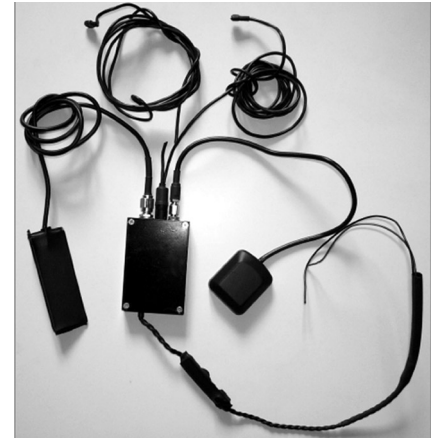
Il y a quelques semaines, Berrettoni lui-même avait en effet fait parvenir une douzaine d'*avvisi orali* à autant d'amants de la liberté, menaçant d'adopter de drastiques mesures de prévention et de sécurité contre eux, dont la tristement fameuse *sorveglianza speciale*. Bien entendu, après les menaces, Berrettoni est passé aux voies de fait.

Rien de nouveau à des mesures de ce type, le préfet avait déjà *banni* de Turin en janvier une anarchiste logée en ville, signant une *foglio di via*.

La faute des *mis en garde* et des *indésirables* ? Avoir occupé des espaces abandonnés, avoir lutté contre la guerre, contre les lagers pour étrangers sans papiers, contre les abus de la police, contre le fascisme, contre les dévastations de l'environnement...

LES COULISSES

Grâce à un soigneux travail d'investigation, nous sommes en mesure de dévoiler qui se cache derrière tout cela et derrière les intimidations précédentes. Il s'agirait de Sergio Chiamparino, maire de Turin, déjà connu dans l'opinion publique comme responsable de rafles, expulsions d'habitants et d'immigrés et de tous les homicides d'étrangers extra-communautaires survenus ces dernières années au cours de «*contrôles de police normaux*».



UNE MÉPRISE COLOSSALE

Mais peut-être Chiamparino & Co. n'ont-ils pas bien fait leurs comptes et sont au contraire victimes d'une méprise colossale.

D'un côté en effet, les destinataires de ces attentions désagréables semblent ne pas en être affectés, et continuent allégrement à contribuer à la diffusion d'idées et de pratiques subversives.

D'un autre, comme l'ont démontré récemment les habitants du Valsusa et des banlieues françaises, la vraie menace pour les administrateurs de cette société décrépite se concrétise lorsque le refus des injustices, des abus, des désastres sociaux et environnementaux se généralise et rompt les amarres. Et, lorsque cela se produit, les expulsions, micros-espions, *avvisi orali* et *foglio di via* servent à queutchi.

Ndt

L'*avviso orale* est l'annonce par les flics que la personne est sous surveillance suite à un comportement déviant et que si elle continue, elle risque de se voir notifier la *sorveglianza speciale* (mesure restrictive de libertés). La *foglio di via* est une interdiction de séjour d'une ville ou région qui va jusqu'à trois ans. Ces trois mesures sont purement administratives (signées par le préfet), et n'ont pas besoin d'être liées à une condamnation judiciaire.

[Traduit de l'italien. Tiré d'un faux article du journal turinois populiste, *Torino Cronaca*, qui a été placardé le 6 juin 2007]

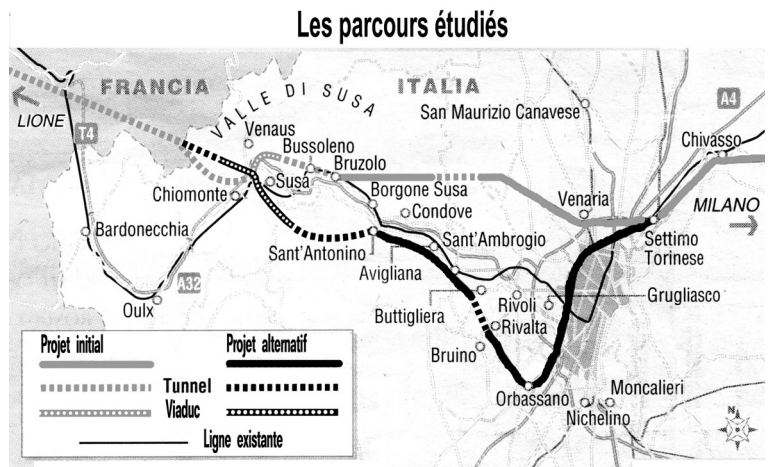
La lutte contre le TAV Lyon-Turin

C'EST FAIT PLUS DE 10 ANS que la population du Val Susa, dans le Piémont, se mobilise contre le projet d'une ligne de train à grande vitesse (TGV, ou TAV en italien) qui doit relier Lyon à Turin. Côté français, c'est plutôt l'apathie, même si on a pu noter quelques rares actes de solidarité au plus fort de la mobilisation outre-Alpes, comme le sabotage de la ligne Paris-Lyon-Turin dans l'Yonne le 23 décembre 2005 ou une manifestation franco-italienne de plusieurs milliers de personnes le 7 janvier 2006 à Chambéry. A l'inverse, ce projet qui s'intègre dans le schéma d'aménagement reliant Lisbonne à... Kiev est bloqué depuis le début en Val Susa. Qu'il s'agisse de sabotages anonymes de 1996 à 1998 ou de la mobilisation des habitants à l'approche des premiers sondages fin 2005, tous les gouvernements s'y sont cassés les dents. Rappelons que le 8 décembre 2005 à l'issue d'une manifestation de 30 000 personnes, le chantier de Venaus a été réoccupé par la foule et que toutes ses infrastructures ont été mises hors service.

Depuis, les travaux sont au point mort, et le nouveau gouvernement Prodi tente depuis l'an dernier de résoudre le problème par la création d'un *Osservatorio* [Observatoire] intégrant experts techniques, maires et élus concernés d'un côté, la médiation d'un Commissaire extraordinaire du gouvernement doté de pleins pouvoirs (par ailleurs Président de l'*Osservatorio* et ex-Président du conseil d'administration de deux sociétés intéressées à la construction d'infrastructures olympiques et autoroutières en Valsusa), Mario Virano, d'un autre.

Dans tous les cas, la gauche a toujours été favorable au projet, comme le souligne en permanence le maire de Turin, Sergio Chiamparino, ou le vice-président PS de la région Rhône-Alpes chargé des transports, Bernard Soulage. De fait, juste avant la dernière des 27 réunions de l'*Osservatorio*, avant la réunion de travail à Rome du 13 juin et la Conférence Intergouvernementale (CIG) franco-italienne du 19 juin 2007, le gouvernement transalpin a sorti de son chapeau un trajet alternatif contournant Venaus (point chaud de la contestation) en choisissant Chiomonte comme sortie du tunnel de 53 kilomètres, puis un passage plus au sud plutôt qu'en Valsusa. L'idée de génie consiste aussi à changer l'ordre des travaux en commençant à Turin plutôt que dans la montagne. Prodi lui-même, lors de sa rencontre avec Fillon le 13 juillet dernier, a rappelé que «l'Italie fera face à ses engagements». Forte de son nouveau trajet, l'Italie a pu présenter à la commission européenne (représentée par le français Barrot) le 18 juillet ses nouvelles demandes de financement : 725 millions d'euros pour le Lyon-Turin, 94 millions pour le Turin-Milan, etc. (sans compter la ligne verticale Munich-Vérone passant par le Brennero, 27 projets en tout).

Toutes ces tractations de couloir ont eu pour conséquence heureuse de clarifier *de fait* toujours plus les positions entre ceux qui participent aux négociations avec Rome au sein de l'*Osservatorio* et les autres qui restent sur une position «ni en Valsusa ni ailleurs» (de nouveaux comités anti-Tav se sont créés en Valsangone). En outre, cela a contribué à élargir la lutte en la reliant avec d'autres combats menés contre différents projets dévastateurs. En effet, le 14 juillet 2006 est né le pompeux *Patto nazionale di Solidarietà e Mutuo Soccorso* [Pacte national de solidarité et d'appui mutuel], qui se veut un instrument commun aux «comités de base, réseaux, mouvements et groupes» impliqués dans des luttes populaires (contre le Tav en Valsusa ou celui passant par le Brennero en AltoAdige-Trentino, l'extension de la base américaine à Vicenza, contre des incinérateurs ou le regazificateur à Livourne par exemple). Si ce Pacte sent bon le citoyennisme mais aussi le grenouillage politique malgré ses nobles déclarations d'intention, de *Rifondazione* aux *Disobbedienti*, un premier test grandeur nature au-delà des mots sera pour septembre avec le début des travaux



prévus à Vicenza et l'appel de l'assemblée locale (*No dal Molin*) aux autres comités à paralyser le pays. En attendant, les rencontres s'approfondissent petit à petit. Des membres de comités d'autres régions ont par exemple participé à la manifestation d'un millier de personnes du 28 juillet dernier se terminant à Colomera (près de Chiomonte où doit déboucher le tunnel selon le nouveau projet).

Ce qui est certain, c'est que le blocage victorieux des premiers travaux du Tav en Valsusa a redonné une force inattendue aux autres mobilisations populaires en Italie contre différents projets touchant à l'environnement, et même au-delà (base militaire de Vicenza). Il serait cependant vain de croire d'une part que la situation du Valsusa soit reproductible comme par magie un peu partout, et d'autre part de penser que la seule action directe non-violente (barricades et blocages, occupations et corps désarmés face aux matraques) suffise à chaque fois à freiner des travaux impliquant des intérêts économiques gigantesques. A partir de l'exemple de cette vallée étroite où une bonne part de la population est désormais prête à descendre dans la rue à la moindre alerte, paralysant l'ensemble du trafic (comme le 6 décembre 2005 où jusque des ouvriers se mettent en grève sauvage pour rejoindre les barricades), où les rapports sociaux sont ceux d'une montagne par ailleurs déjà ravagée par un nombre impressionnant de nuisances et où les assemblées sont suivies, il serait illusoire de croire qu'il existe une recette unique. D'autant que si beaucoup de limites n'ont pas été dépassées en Valsusa (pas de consensus tacite sur la complémentarité entre les différents moyens de lutte par exemple, ou participation légitime des élus à la lutte, ce qui permet notamment à l'*Osservatorio* de fonctionner alors qu'il n'y a théoriquement rien à discuter ou négocier) malgré une expérience commune de plusieurs années, elles sont encore plus fortes ailleurs.

Tout ceci pose à juste titre la question de notre manière de participer à ce type de «mobilisations populaires», pour éviter non seulement toute tentation avant-gardiste, mais aussi les pièges du gradualisme (les petits pas qui se multiplient à l'infini sans perspective ni critères en matière de rupture de la normalité dans le quotidien ou d'une confrontation à l'ordre de ce monde qui entraînerait quelque désagrément judiciaire). Enfin, de ce côté-ci des Alpes, si la solidarité a été quasi absente au-delà d'une maigre contre-information¹, on pourrait également réfléchir aux initiatives à développer sur ce thème, à l'approche des premiers gros travaux côté français, prévus de 2009 à 2015 à partir de St Jean de Maurienne, tandis que la descenderie de Modane devrait être achevée pour fin 2007.

1. A toute allure, la lutte du Val Susa contre le TGV Lyon-Turin, décembre 2005, 8 pages, disponible à notre adresse.

Sri Lanka 3 – USA 0

Ils sont grands, gros et se sentent invincibles (particulièrement hors d'Irak). Ce sont les soldats américains de l'OTAN. Lorsqu'ils se trouvent dans une de leurs colonies comme l'Italie, ils pensent pouvoir tout se permettre. En général, ils ont raison. Ce ne sont certainement pas les laquais italiens qui leur créeront des problèmes.

Quelqu'un se souvient-il de la tragédie du Cermis * ? Et de l'incroyable épilogue de l'enlèvement Sgrena ? Pour ne pas évoquer les bagarres périodiques dans les locaux et les viols qui se déroulent dans la région de Vicenza les jours suivant le retour des soldats d'Irak, encore ivres de sang, à leur base de l'OTAN. Et si quelque hebdomadaire rend les faits publics, patience. Que les laquais italiens la ferment et l'on s'arrangera à coup de petits services, comme d'habitude.

Or voilà que deux militaires de la base de l'OTAN de Vicenza, conscients et certains d'être intouchables, se retrouvent il y a quelques mois à Vérone pour passer une joyeuse soirée en compagnie d'un de leur compagnon d'armes raté, un fasciste du Veneto.

Où aller pour se divertir, sinon dans le quartier des immigrés ? Ainsi, accompagnés du fidèle écuyer italique, ils ont fait le tour des locaux nocturnes de Veronetta [quartier immigré et populaire de Vérone], embarquant pas mal d'alcool. Et pour bien conclure la soirée, ils ont pensé importuner quelques sri-lankais posés tranquillement en bas de chez eux. D'un côté, trois occidentaux grands, musclés et entraînés. De l'autre, une poignée de

sri-lankais petits, maigres et émaciés. Une arrogance, celle de bannière étoilée, trop habituée à la condescendance de ses sujets.

Toutefois, après s'être éloignés, les sri-lankais sont revenus pour affronter ceux qui venaient de les railler et d'insulter leur dignité. Non plus seuls, ni à mains nues. Les trois Goliaths ont été encerclés par de petits hommes armés de barres, bâtons, marteaux, et même d'une épée japonaise. On raconte que l'écuyer italique fasciste a eu un bout d'oreille tranché et qu'un soldat yankee a perdu toutes ses dents sous les coups d'une massette de maçon. Une leçon de bonne conduite qui n'a pas échappé non plus au troisième comparse de la joyeuse brigade, qui a aussi fini à l'hôpital pour différentes blessures (le tout s'est malheureusement déroulé sous l'œil d'une caméra de surveillance qui a permis à la police d'effectuer plusieurs arrestations).

Et, tandis que la meute journalistique locale frissonnait face à cet «énième acte de violence commis par des immigrés», une banderole apparaissait dans le quartier en fête : «Sri Lanka 3 – Usa 0».

B.I.

Ndt :

* En février 1998, un pilote américain de la base d'Aviano volant à basse altitude avait tranché le câble d'un téléphérique dans le Val di Fiemme à Cermis, provoquant la mort de ses 21 passagers et du conducteur. Le pilote avait été «soustrait à la justice italienne», jugé aux Etats-Unis et acquitté.

[Traduit de l'italien. Tiré de *Tempi di guerra* n°7, février 2007, p.23]



BRÈVES DU DÉSORDRE ITALIENNES

20 mai, Turin : explosion à Mirafiori, au sud de la ville, contre le local de la police municipale situé via Morandi 10. Le feu a causé des dégâts au toit et les pompiers ont rendu inutilisables deux pièces.

12 juin, Vicenza : attaque incendiaire contre les engins d'un chantier de pose de câbles à fibre optique qui devraient permettre la transmission de données à la base américaine.

19 juin, Vicenza : incendie dans un dépôt ferroviaire de dizaines de caisses en bois et l'extérieur du bâtiment d'une entreprise belge qui effectue le déménagement des affaires de militaires américains affectés à la base.

2 juillet, Val Susa : Antonio Ferrentino, président de la *Comunità Montana Bassa Valle di Susa*, Bové local récupérateur plusieurs fois déjà dissocié de la lutte, retrouve sa caisse défoncée (quatre pneus crevés et carrosserie rayée).

9 juillet, Milan : plusieurs molotovs non explosés retrouvés sous les voitures de plusieurs matons de la prison de San Vittore.

16 juillet, Milan : la Renault Clio de la géomètre de l'entreprise Coema Edilità Srl, qui réalise actuellement les travaux de doublement du centre de rétention situé corso Brunelleschi est totalement sabotée. Les phrases «dans le collimateur» et «tic-tac» ont été gravées sur le coffre et les portières (le a étant cerclé). Une portière a été ouverte et les fils du contacteur coupés.

17 juillet, Ugento (Pouilles) : un engin artisanal explose devant la porte de la mairie. Quelques jours avant, la ville avait été perturbée par des manifestations contre le manque d'eau et le conseil municipal avait été très agité. Le maire a démissionné.

24 juillet, Milan : attaques simultanées contre deux banques à l'aide de «gros pétards» (définition policière). L'agence de la banque Monte dei Paschi di Siena (Mps) située via Amedeo D'Aosta et l'agence de la Barclay's située corso Sempione 54 ont subi des dégâts.

24 juillet, Vicenza : un molotov est lancé contre le domicile des parents de Marco Bonafede, élu Alleanza Nazionale de la zone.

2 août, Vicenza : suite à l'envoi d'un communiqué signé «*team antimperialista*» accompagné d'une vidéo, la police découvre un engin (essence + cocotte-minute remplies de butagaz) inexplosé dans un puit d'inspection d'un oléoduc de l'OTAN.

[Traduit de l'italien. Brèves publiées sur le site <http://informa-azione.info>]

CLAUDIO LAVAZZA TRANSFÉRÉ

Ancien membre d'Autonomia Operaia puis des PAC (Proletari Armati per il Comunismo) italiens de 1977 à 1979 et des COLP (Comunisti organizzati per la Liberazione Proletaria) en 1981, condamné à perpétuité par contumace en Italie et en France, Claudio Lavazza est arrêté le 18 décembre 1996 en Espagne en compagnie de trois autres compagnons anarchistes après seize années de clandestinité, suite à la tentative de braquage de la Banco de Santander de Cordoue en Espagne. Deux policières crèvent en tentant de les arrêter tandis qu'ils sont criblés de balles.

Ils sont condamnés le 30 avril 1998 par le tribunal de Cordoue. Lavazza prend 49 ans de prison pour «braquage manqué, vol de voiture, menaces sur la personne d'une policière, détention illégale d'otage et deux assassinats» (les deux autres prennent 48 ans et le dernier 3 ans), plus des milliers d'euros de dommages et intérêts pour les familles des deux mercenaires tuées. La cour d'appel de Grenade confirmera ce verdict le 29 septembre 1998.

En octobre 1999, Lavazza et deux de ses complices de Cordoue seront en sus condamnés pour l'assaut du consulat italien de Malaga le 4 décembre 1996, au cours duquel trois individus à visage découvert saccagent le lieu et dérobent 55 000 pesetas, 12 passeports italiens et 20 tampons. Bien qu'un groupe anonyme, les Corazones Libres, revendique l'action avec détails dans un communiqué envoyé après les arrestations de Cordoue, ils prendront 12 années chacun, ce qui sera confirmé en appel en janvier 2001. La justice lui imputera encore par la suite classiquement plusieurs braquages sans responsable connu, ce qui portera sa peine totale à 79 années de prison en Espagne.

Enfermé en FIES depuis son arrestation, Lavazza participera à partir de 1999 à la lutte collective très dure contre ce régime d'isolement, avec de nombreux autres compagnons et «révoltés sociaux». Sorti le 28 février 2005 du régime spécial qu'est le FIES, prison dans la prison, il est actuellement incarcéré dans la prison de Teixeiro (Galice).

Le 29 mars 2007, le prisonnier anarchiste Claudio Lavazza a été l'objet de provocations dans le module 2 de la prison d'Albolote (Grenade) au cours d'une perquisition. Suite à cet incident, Claudio a été accusé de «résistance active», ils lui ont appliqué le régime d'isolement et la censure du courrier. Son recours auprès du juge de Vigilancia Penitenciaria a été repoussé en utilisant l'argument de la possible préparation d'une évasion.

Le 12 mai 2007, après 44 jours d'isolement, la DGIP a communiqué à Claudio qu'il resterait en 2d degré et qu'il serait transféré à la prison de Teixeiro, en Galice. Il s'y trouve depuis le 19 mai, dans un module normal.

Albolote (Grenade), 8 avril 2007

Depuis le 29 mars, je me trouve en module d'isolement, pour une histoire que j'ai eue avec un fonctionnaire dans le module 2. Les faits se sont déroulés ainsi. Le 29 mars, un jeudi, le dit fonctionnaire, à peine arrivé ici suite aux rotations annuelles de routine, a ordonné une perquisition à laquelle j'ai consenti sans problème. Cela arrive tous les 15/20 jours, j'y suis habitué. La fouille s'est déroulée dans la pièce de l'éducateur, en présence du fonctionnaire (seul) et de la mienne... Il n'y avait personne d'autre dans la petite pièce.

Dès le début, j'ai remarqué quelque chose d'insolite : ça puait la provocation, parce que fonctionnaire a commencé à lire tout ce qu'il trouvait, mes textes, mes lettres, le contenu de la pochette que j'avais avec moi, etc. Je sais que je me trouve face à un abus, parce que je ne suis plus soumis aux restrictions postales (sur ordre judiciaire) et que le fonctionnaire est en train de ne pas respecter mon droit à l'intimité... Je ferme ma gueule... Je ne dis rien... Le fonctionnaire justifie cela en disant «tu es très dangereux». A la fin, il sort de ma poche un petit texte que je gardais là, et où j'avais référencé des infos datées qui me servaient pour écrire mon autobiographie. Ces références devaient être envoyées aux intéressés pour obtenir l'autorisation de publier leur histoire sans leur causer de problèmes (...), je parle d'histoires survenues dans mon pays au cours des années 70 et comme on peut le comprendre, elles sont d'une certaine gravité judiciaire. Pour cette raison, je dois faire preuve de précautions maximales dans mes demandes et dans les éventuelles réponses. Ce type de texte lui a semblé étrange (c'est ce qu'il m'a dit) et il a voulu l'emporter, mais j'ai refusé, le lui ai arraché tandis qu'il essayait de son côté de me le reprendre. Et pour qu'il soit clair que je ne permettrai pas qu'il s'en empare, je l'ai fourré dans ma bouche... il a tenté de me mettre les doigts dans la bouche pour l'en retirer, mais sans succès ! J'ai viré ses mains de mon visage. Si tu acceptes qu'il te fassent cela, tu finis par te dégrader complètement comme individu. A la fin, je lui ai donné un morceau de la feuille afin qu'il constate qu'il n'y figurait rien qui pouvait attenter à la sécurité de la prison.

Le fonctionnaire m'a collé «résistance active», «isolement sur ordre de la Direction Pénitentiaire avec application de l'article 75 du RP», «contrôle des communications comprenant limitation des lettres, télégrammes et burofax (j'ignore de quoi il s'agit) restreints à deux par semaine selon les dispositions de l'article 46.1 du RP». En pratique, une broutille. La motivation de la sanction précise «le 29/03/07 lui a été saisi un document, duquel on déduit qu'il pourrait avoir prévu une atteinte à la sécurité de l'établissement au moyen de contacts avec des personnes extérieures». Il s'agit donc de déductions, ils n'ont pas de certitude. Et comment auraient-ils fait pour en avoir, vu qu'il n'y avait rien dans ce document qui attente à la prison ? C'est ce que j'ai répété au juge d'application des peines. (...)

Claudio Lavazza

Lui écrire (nouvelle adresse) :

Claudio Lavazza — CP Teixeiro (modulo 11) — Carretera Paradela s/n — 15 319 Teixeiro-Curtis (A Coruña) — Espagne



Le terrorisme d'Etat, toujours

Le 3 mai 2007, Rodrigo Cisternas, ouvrier forestier de 26 ans employé de l'entreprise Bosques Arauco, a été assassiné par la police. Sa mort s'est produite vers 22h dans la région de BioBio, alors que près de 1000 travailleurs en grève depuis 45 jours bloquaient la route afin d'obtenir des hausses de salaire et de meilleures conditions de travail. Une fois la route coupée, les gardiens du capital sont arrivés et les affrontements ont commencé. Pour dégager les lieux, la police a utilisé force lacrymos et balles en caoutchouc, blessant une dizaine d'ouvriers et détruisant au passage les véhicules des manifestants qui bloquaient la route. Rodrigo s'est alors emparé d'un tractopelle, son outil de travail, réussissant à renverser le canon-à-eau, avant d'être abattu par les armes automatiques des chiens en uniforme.

LY A QUELQUES JOURS est mort le jeune Rodrigo Cisternas, abattu d'une centaine de balles par les carabiniers du Gope et les keufs. Les mêmes balles, les mêmes armes nous assassinent aujourd'hui comme hier. Nous ne le disons pas d'une manière plaintive, vu que Rodrigo avait transformé l'engin qui l'assassinait quotidiennement par l'esclavage salarié en une arme dirigée contre les défenseurs du Capital, attaquant avec toute sa rage non seulement des voitures de la police mais aussi les assassins directement : en visant leurs corps. L'Etat n'est en effet pas seulement composé d'institutions et de leurs relations sociales, mais aussi de ceux qui dirigent et obéissent, d'individus avec un nom et un prénom. Et c'est lorsque nous attaquons non seulement leurs intérêts mais aussi leurs corps qu'ils commencent à avoir peur. La détermination et le courage de Rodrigo ont montré l'espace d'un instant qu'ils ne réussiraient jamais à éteindre la guerre entre les classes, et que tous les appels au calme larmoyants des syndicats et des partis (à droite ou à gauche du capital) ne cherchent qu'à construire l'unité lui permettant de consolider ses projets. Nous ne demandons rien au gouvernement, parce que nous voulons seulement sa ruine. Il nous fait entendre des lamentations hypocrites sur ces gens qu'il déteste, ceux qui s'entassent au centre et à la périphérie de toutes les villes, alors que si cela ne tenait qu'à lui, il nous aurait déjà tous assassinés pour renforcer ses projets.

Assez de plaintes et de processions misérables qui ne cherchent qu'à calmer et à faire taire les voix dissonantes, ouvrant ainsi grand les portes à la répression contre tout ce qui brise l'ordre social. Comprendons une fois pour toutes que les morts suite à un assassinat par les flics, à un accident du travail ou dans les bidonvilles ne sont pas uniquement provoquées par ceux qui appuient sur la gâchette ou commettent une erreur, mais que le responsable, disons-le clairement, est le capitalisme dans son ensemble, la bourgeoisie dans son ensemble, indépendamment de qui a ordonné les tirs.

Cet assassinat ne doit pas servir à renforcer les chaînes qui nous emprisonnent mais à transformer la guerre qu'ils mènent en une guerre sociale contre tous les exploités. Et pour ce faire, il faut d'abord aller au-delà de la dénonciation des flics et de leur répression, et attaquer afin de détruire l'Etat et le Capital.

Contre leur ordre démocratique, feu, pierres et subversion
Balayons avec détermination toutes les formes de capitalisme

edicionespiratas@riseup.net

[Traduit de l'espagnol. Texte qui a circulé au Chili en mai 2007 et publié sur klinamen.org le 24 juillet 2007]

Quelques attaques chiliennes

26 mai 2007 — Deux engins explosent, à quelques heures du discours de la Présidente social-démocrate Bachelet, l'un devant la Direction Générale du Travail à Providencia vers 23h30 et le second devant le siège du PDD (Parti de la Démocratie) à Santiago vers 5h du matin. Le premier était situé à l'emplacement du compteur d'eau et a provoqué des dégâts à la façade de l'édifice. Le second a pulvérisé une grande partie du mobilier et des vitres du local.

«A bas le travail salarié !

Le travail n'a jamais rendu personne digne. Personne ayant été ou étant contraint de vendre son existence comme marchandise n'a réussi à rendre sa vie digne à travers cet esclavage salarié.

Nous n'obtiendrons la liberté qu'en détruisant les chaînes qui nous lient à cette société esclavagiste et criminelle.

L'idée que le travail rend digne est un mensonge.

Un mensonge propagé et diffusé par les pseudo-révolutionnaires du PC, ceux qui au cours de l'histoire, lorsqu'ils ont pris leur aise dans le cénacle bourgeois, n'ont jamais hésité à s'allier avec la police d'Etat pour dénoncer, réprimer et incarcérer toute possibilité de rébellion, croyant ainsi dépasser leur triste condition de militants frustrés.

Nous nous moquons de la balance Inostroza, pasteur répulsif de la police rouge du PC et de son faible troupeau de lâches. Soyez attentifs... vous êtes dans notre collimateur.

Les Etats sont construits sur du sang.

Il y a huit ans, les porcs en vert [carabiniers] assassinaient l'étudiant Daniel Menco ¹. Ils ont recommencé il y a une semaine, cette fois contre l'ouvrier Rodrigo Cisternas.

Mais l'Etat n'est jamais rassasié de sang. Il a besoin de morts pour imposer la terreur, l'adhésion aussi. Il a besoin de morts qui incarnent une patrie qu'ils inventent. Les entreprises comme les héros patriotiques défendent des frontières fictives tracées à coups d'égoïsme et d'ambition, levant le drapeau patriotique ensanglanté de l'Etat

chilien et écrivant une histoire falsifiée.

21 mai ² : les promesses des tyrans n'étoufferont pas l'insurrection sociale.

Nous voulons la liberté de gérer nos vies, nos idées, nos désirs et nos rêves. Et dans ce désir, nous détruisons leur monde pour construire le nôtre.

Aux incarcérés : dynamitons les murs des prisons !

*Bande antipatriotique
Severino di Giovanni's*

Ndt

1. Daniel Menco, étudiant de 23 ans, a été assassiné par les flics le 19 mai 1999 lors de la mobilisation étudiante de l'Université de Tarapacá.

2. Fête nationale patriotique, en souvenir de la bataille navale de Iquique du 21 mai 1879 et de celle de Punta Gruesa contre le Pérou.

15 juillet — Vers 22h15, un engin a explosé devant l'ambassade britannique dans le district Las Condes de la capitale Santiago, provoquant des dégâts légers. L'attaque a été revendiquée par les *Fuerzas Autónomas y Destructivas León Czolgosz* [Forces autonomes et destructrices León Czolgosz], du nom de l'anarchiste d'origine polonaise qui a assassiné le président américain McKinley en 1901. Nous avons traduit ici les précédents communiqués de ce groupe, notamment les attaques contre l'ANI [services de renseignement] en janvier 2006 ou contre la cathédrale Castrense en septembre. Celui-ci est beaucoup trop éloigné de nos positions pour trouver place ici (il s'agit notamment de sa rhétorique guerrière/militaire, son anti-impérialisme, son ambiguïté sur Israël qui nous semble une concession à l'islamisme combattant, sa référence aux seuls prisonniers politiques et son revendicacionisme armé : bref, un communiqué trop marxiste-léniniste à notre goût). Pour les passionnés d'histoire contemporaine, on le trouvera sur klinamen.org en date du 17 juillet 2007.

22 juillet — Un engin artisanal a explosé à l'ouest de Santiago dans le quartier de Vitacura devant le domicile de la ministre du Logement, Patricia Poblete.

BRÈVES DU DÉSORDRE

14 mai, Montevideo : après l'attaque au molotov du 16 avril contre le Círculo Policial [Cercle policier], ce sont cette fois des pierres qui ont fait éclater cinq de ses vitres de tous côtés.

8-9 juin, Santiago Vázquez & Melo : des mutineries éclatent dans ces deux prisons. Dans la première, seule l'intervention des forces de police a pu réduire les mutins, dont ceux du módulo 3, montés sur les toits, qui les ont accueillies en balançant de nombreux objets. La police a répliqué par des coups de feu. Il n'y a officiellement pas de blessés (!). Comme mesure de rétorsion, les parloirs ont été suspendus. Dans la prison de Melo, situé à Cerro Largo, les mutins ont réussi à faire plusieurs blessés, dont le directeur, Mario Silveira. Les révoltes ont continué les jours suivants dans d'autres prisons : au COMAR (mineurs), elles ont aussi donné lieu à des tentatives d'évasion, tandis qu'à Salto, un prisonnier réussissait à se faire la belle.

14 juin, Montevideo : la résidence de l'ambassadeur du Mexique en Uruguay se prend de la peinture rouge en solidarité avec les insurgés de Oaxaca.

17 juin, Montevideo : la porte de l'ambassade de France se mange un molotov. Plus loin, un tag précisait «Vive les révoltes en France!». «*Cette action a été réalisée en solidarité avec les rebelles incarcérés pour avoir protesté contre le cirque électoral, avec tous ceux qui ont participé d'une manière ou d'une autre aux révoltes. Nous ne demandons pas de permission, nous nous réapproprions avec orgueil leur lutte, notre lutte, parce que nous ne pouvons que nous reconnaître dans chaque geste, chaque action contre ce système de mort. Le désir de liberté nous unit, Nous sommes une force vitale en mouvement. La révolte est contagieuse !*».

20 juin, Montevideo : deux molotovs sont lancés contre le Lycée Militaire du quartier de Prado, et explosent près d'une conduite de gaz, produisant de nombreux dégâts.

**LA PRESSE VISE
LA POLICE TIRE
LE FRENTE
INCARCÈRE**



Au cours de la manifestation du 9 mars, de nombreux individus ont protesté contre la visite de Bush en attaquant différents intérêts du Capital et de l'Église.

Accusé de sédition grâce au travail conjoint de l'Etat et de la presse, un jeune est incarcéré, risquant une peine de deux à six ans de prison pour une vitrine brisée.

Qu'il soit de gauche ou de droite, qu'il soit dictatorial ou démocrate, tout gouvernement suit la même voie : le maintien de l'ordre capitaliste et de toutes les structures de domination, réprimant toute dissidence qui porte atteinte au mirage de la paix sociale.

Comme anarchistes, nous défendons ceux qui s'attaquent à l'Etat/ Capital et à ses défenseurs et nous nous solidarisons avec tous les rebelles qui luttent sur le chemin de la liberté.

**LIBERTÉ POUR FERNANDO
ET POUR TOUS LES PRISONNIERS**

[Affiche collée à plusieurs milliers d'exemplaires dans les quartiers de Montevideo en juin 2007]

Les tortionnaires d'hier embrassent ceux d'aujourd'hui Aucune réconciliation ni pacification ne sont possibles !

Aujourd'hui 19 juin, on commémore une Afois de plus le jour anniversaire de la naissance d'Artigas, seule figure et drapeau défendu par l'ensemble du spectre politique alors qu'ils ont pourtant tous une lecture différente de ses idéaux. Les militaires s'accaparent son nom, au même titre que les partis politiques et les organisations sociales [de gauche] qui le paraphrasent.

A présent, en vue de consolider la pacification et la démocratie, l'intérêt du gouvernement est de lier cette date à celle qu'il nomme le jour du «nunca más» [«plus jamais ça»], où les actes de rébellion et les tentatives révolutionnaires, posés sur le même plan que ceux du terrorisme d'Etat, sont condamnés. On parle de terrorisme d'Etat lorsqu'il s'agit de la dictature militaire, alors que c'est toujours l'Etat qui exerce le terrorisme, même en temps de démocratie. Le terrorisme, ce sont ses lois répressives, comme celle sur la «sédition» qui maintient Fernando en prison pour avoir brisé une vitre¹... Ce sont ses troupes militaires qui assassinent et violent à l'étranger au nom de la paix² ou exercent leur violence quotidienne dans les quartiers. Le terrorisme, ce sont les usines de cellulose qui portent atteinte aux personnes et à l'environnement ; c'est l'introduction de la

*pasta base*³ dans nos vies comme stratégie de contrôle social, c'est l'existence de ses prisons. Le terrorisme, c'est aussi l'esclavage du travail salarié qui perpétue la misère et la faim pendant que quelques uns s'enrichissent.

Lors du rassemblement pour le «nunca más», on a pu voir comment les séditieux d'hier, aujourd'hui au gouvernement⁴, embrassent ceux qui hier encore les incarcéraient, torturaient et assassinaient. Oubliant leur histoire. Ils n'ont pas honte de dire publiquement «plus jamais de lutte entre frères», comme si le fait de naître sur un même territoire qu'ils nomment nation nous convertissait en frères, alors que nous savons que notre frère n'est pas et ne sera jamais le keuf, le maton, le juge, le politicien, le technocrate, le patron et les complices du système. Ici et partout sur la planète, notre famille ce sont ceux qui protestent, ceux qui se rebellent et luttent contre tout ce qui les opprime, pour une vie plus libre.

En instituant le jour du «nunca más», ils essaient de faire oublier la lutte de ceux qui ont résisté à la dictature et qui ont manifesté le 27 juin, année après année. Nous ne croyons pas à leur mensonge du «nunca más» ni à la paix sociale, nous ne croyons pas au nationa-

lisme et ne revendiquons aucun drapeau, nous nous rappelons la lutte contre l'oppression et nous ne nous réconcilierons avec aucune forme de pouvoir. Tant qu'il existera un Etat avec ses lois et ses prisons, tant qu'ils nous imposeront la dictature du capital comme seul mode d'existence possible, tant qu'existera une quelconque forme de domination, les luttes continueront pour détruire cet existant de merde, et nous continuerons à nous solidariser avec les rebelles qui contribuent à ce processus de destruction.

Pour la liberté de Fernando !
Pour la destruction de toutes les prisons !
Pour l'anarchie !

Ndlr:

1. Fernando Masseilot, 25 ans, est incarcéré depuis le 28 mars, accusé de «sédition», pour avoir brisé la vitrine d'un McDonald's lors de la manifestation contre la visite de Bush du 9 mars dernier.
2. L'Uruguay participe aux opérations militaires de l'ONU au Congo et en Haïti.
3. La *pasta base* est un dérivé de la cocaïne moins cher qui ravage les quartiers pauvres.
4. Des ex-guerrilleros des Tupamaros.

[Traduit de l'espagnol.
Tract distribué le 19 juin 2007 à Montevideo]

Solidarité avec les mutins

Ces derniers jours, plusieurs mutineries et tentatives d'évasion (une d'elle victorieuse) se sont déroulées dans les prisons de l'Etat uruguayen. Face à de tels faits, comme face à tout acte rebelle, on ne peut que se solidariser et exprimer notre joie, qui s'allume avec chaque étincelle de liberté.

Selon la presse bourgeoise, le directeur de la prison de Melo a été attaqué vendredi 8 juin au cours d'une mutinerie ; des révoltes et des tentatives d'évasion se sont produites dans le COMAR cette fin de semaine, tandis qu'un prisonnier s'est enfuit de la prison de Salto. En attaquant ce sinistre personnage (le directeur de la prison de Melo), les prisonniers s'attaquent à un des responsables des humiliations et des mauvais traitements auxquels ils sont soumis tous les jours, c'est pourquoi nous saluons leur geste.

La torture que représente l'enfermement, les humiliations, les mauvais traitements physiques et psychologiques auxquels sont soumis les prisonniers et leurs proches, tout comme les fouilles, les abus physiques et sexuels et l'isolement poussent forcément l'individu à défendre sa dignité en détruisant l'espace où il est reclus et en attaquant ses bourreaux.

Dans les prisons (pour majeurs et mineurs), nous voyons la menace permanente du pouvoir contre tous ceux qui, choisissant ou non, vont au-delà de la misère à laquelle ils sont soumis, et en même temps la vengeance étatique contre ceux qui sont tombés aux griffes de la justice.

Exiger l'amélioration des centres de réclusion et du système judiciaire c'est en définitive défendre le perfectionnement de la machine qui non seulement assassine des millions de prisonniers, mais aussi nous rend esclave afin que les puissants de service vivent au prix de notre sueur et de notre sang.

Elles nous menacent, parce que le fait même de décider de vivre nos vies et nous relationner librement est en soi la négation de la domestication à laquelle ils souhaitent nous soumettre. De l'endoctrinement scolaire à la soumission absolue au travail, en passant par stigmatisation psychiatrique, ceux qui détiennent le pouvoir ou y aspirent souhaitent nous faire croire que leur déléguer nos vies est l'unique option possible.

Elles nous menacent... mais nous y opposons notre détermination à agir directement contre l'oppression et toute violence imposée.

La prison est un cimetière d'hommes et de femmes vivants ;
Lutter pour la liberté de tous et toutes c'est les maintenir vivants.

[Traduit de l'espagnol.

Tract distribué à Montevideo début juin 2007]

Gare de Haedo en périphérie de Buenos Aires, 1er novembre 2005. Suite à un énième mauvais fonctionnement du service, les passagers se rebellent. 15 wagons sont brûlés, une partie de la gare aussi, des commerces pillés et de nombreuses vitrines brisées, deux voitures de police incendiées. L'émeute a duré cinq heures face aux balles en caoutchouc et aux lacrymos. On compte 113 arrêtés, dont sept sont envoyés dans les prisons de Ezeiza et Marcos. Le dernier incarcéré, Roberto Cantero, soutenu par la CNA de Buenos Aires, ne sortira qu'en juin de cette année.

Gare Constitución à Buenos Aires, 15 mai 2007. Un des plus grands terminaux de train d'Amérique du Sud où passent 400 000 voyageurs par jour. Face à une énième paralysie du trafic éclate une nouvelle émeute spontanée, comme le 28 décembre 2001 où 9 wagons avaient flambé : cette fois, c'est le bureau d'information qui est saccagé et incendié, avant que n'y passent à leur tour les guichets dont les employés et les gardes s'enfuient. Les distributeurs de tickets et les téléphones publics sont défoncés. Le commissariat est attaqué, ses portes en bois arrachées et incendiées tandis qu'une moto de la police vient alimenter le brasier. Une foule immense affronte pendant plus d'une heure les bleus à coups de pierres et de tout ce qui peut être démonté. On compte 16 flics blessés et autant de personnes arrêtées.

Gare de Temperley, ligne de train entre Glew et Burzaco, 21 juin 2007. Suite à l'annulation d'un train vers minuit, les passagers se révoltent et boutent le feu à trois wagons. S'en suit un affrontement avec les keufs qui laisse l'un d'eux blessé.

On lira ci-dessous le récit d'un compagnon argentin qui éclaire à la fois la misère des transports de la capitale fédérale, et celle des conditions de survie quotidienne. Lorsque les deux se mêlent, le cocktail peut détonner comme en mai/juin derniers. Quelques mois auparavant, la Gare du Nord à Paris était aussi ravagée, suite à un contrôle de ticket qui avait tourné en une puissante manifestation de solidarité. A la même période, le nouveau système de transport à Santiago avait aussi donné lieu à deux mois d'émeutes dans plusieurs quartiers de la capitale chilienne. Au cœur des métropoles, de Buenos Aires à Santiago ou Paris, là où se concentrent les marchandises, ceux qui les défendent et ceux qui peinent pour y avoir accès, dans ces lieux de passage et d'ennui que sont devenues les gares, la masse d'inconnus qui d'ordinaire s'ignorent peut se transformer en un éclair en une nuée de groupes d'individus portés par un même élan : la destruction de l'oppression matérielle quotidienne. Retrouvant aussi un peu du goût pour la révolte collective et, qui sait, un intérêt commun. Dans cette joyeuse spontanéité, tout redevient alors possible, le meilleur comme le pire. Et le meilleur aussi.

La vraie question reste alors la même que celle concernant le grand incendie de novembre 2005 en France : non pas pourquoi ça explose, mais pourquoi ça n'explose pas plus souvent ? Non pas qui sont précisément ces émeutiers et pourquoi ils agissent ainsi, mais ce que nous voulons, nous.

Les larves

JE ME LÈVE, IL PLEUT et fait encore nuit. Je m'habille, comateux, et vais me réveiller dans la salle de bain, j'embrasse mon fils qui dort encore, salue ma compagne et m'en vais en trotinant... Quatre pâtés de maison jusqu'à l'arrêt de bus, vingt mètres avant d'y parvenir. Le bus blindé de gens passe sans s'arrêter. Soupissant avec colère et mauvaise humeur, je pense : «aujourd'hui, ça va être une de ces journées longues, poisseuses et épuisantes...»

La première file d'attente est celle du bus, suivra ensuite celle du train, encore plus longue et désespérante. On y voit passer les trains devant soi tandis que le garde et les gendarmes contrôlent que tous paient bien leur ticket, observant indifférents la queue de 30 mètres pleine de gens en train de se tremper sous la pluie. Larves...

Jusqu'à ce que quelqu'un, indigné ou par peur de perdre son travail, décide de sauter le tourniquet face au garde et aux gendarmes, vite suivi par d'autres. Il ne s'agit pas de «réclamer» des améliorations des moyens de transport, mais de détruire le système en place, ce système qui gère et contrôle notre temps sans nous laisser d'autre alternative que de voyager comme du bétail qui va à l'abattoir dans des conditions d'entassement extrêmes. (...)

Accroché à porte avec la pluie qui bat mon visage, je finis de me réveiller. Passant par Haedo, je vois les gendarmes postés aux endroits «stratégiques» par le gouvernement, comme pour exorciser le fantôme de l'incendie d'il y a un an. Dans leurs récits policiers, les bourgeois l'ont nommé «un jour de fureur». Aujourd'hui encore, ceux qui n'ont pu échapper aux caméras et à la répression sont encore incarcérés et torturés*.

Le train me crache à la gare suivante, où une nouvelle file d'attente sans fin consume ma vie. Le dernier bus me laisse à deux angles de là, je suis en retard, et comme la pointeuse ne pardonne pas, elle me jette.

Je vois descendre de sa camionnette «brillante» à la porte de l'usine la grande larve à lunettes, l'exploiteur et le consommateur de ma fatigue : le patron. Derrière lui est garé son fils, nommé gérant par héritage, un abruti aux traits enfantins, un «enfant bien» certainement qui n'en reste pas moins arrogant, inutile et fainéant. «Il ne sait même pas se torcher le cul tout seul» disent les travailleurs les plus vieux. Tout au long de sa vie végétative il a eu des domestiques pour ne pas avoir à bouger le petit doigt pendant qu'il s'engraissait en compagnie de son père. Pourtant, si quelqu'un n'hésitera pas une seconde à leur torcher le cul à tous les deux, c'est notre petit-chef. Oui, la larve exploitée fouet en mains qui est toujours à leur service. Il entretient pour l'apparence une fausse amitié avec les travailleurs qui ne trompe personne, immergé dans la même trahison putride où flottent la majorité des ouvriers actuels. Larves...

Dix heures plus tard, le temps et le corps sucés jusqu'à la moelle, je sors de ma prison salariale. Le retour est une nouvelle odyssee qui ferait fondre la patience et altérerait le système nerveux de n'importe qui. Le train notamment est une cocotte-minute sur le point d'exploser et d'expulser les corps par ses portes et fenêtres. Avec un peu de chance

et d'agilité, l'un d'eux réussira à s'aplatir un peu plus.

«Ras les couilles» disent les jeunes dans le wagon. On peut choisir entre finir congelé accroché à la porte qui ne ferme pas, être asphyxié par la pression, dormir debout ou être agressé par la roue d'un vélo. «L'esprit est la dernière chose qui se perd» disait mon grand-père : un homme grand, fort comme un chêne, une vie dure passée entre expropriations et prisons. Il nous a toujours mis en garde contre ces larves. Il a terminé cloué sur un lit d'hôpital, les docteurs —dont un qu'il a essayé d'étrangler pour mauvais traitement—lui avaient diagnostiqué un cancer des os et une démence sénile.

Parvenu à la gare de Morón, le train bloque ses freins, créant une avalanche humaine. En imaginant la raison, nous commençons à sauter du train et à marcher le long des voies. «Juste maintenant, il faut qu'il y ait un con qui vienne se tuer» commente un passager énérvé. «Je vais mettre trois heures de plus à rentrer chez moi» rajoute un autre. Je me rapproche de l'accident et vois le morceau d'un homme de 30 à 40 ans. «On l'a pas vu venir, il était sur une autre planète» m'explique une vieille. «Mon pauvre. Vous êtes pressé, non ?», ajoute-t-elle. Je lui répons : «c'est sûr, on a tous le même problème, madame» avant d'aller affronter l'arrêt du bus. Pour beaucoup, la perte d'une vie se réduit à une perte de temps. Eludant, par ignorance ou consciemment, que le temps que le système nous fait perdre revient à perdre la vie...

Après 50 mètres de queue, 20 litres de pluie sur mes vêtements et le passage devant mes yeux de 10 bus bondés, je peux rentrer. Comme une bonne blague de la nature, juste avant que j'atteigne la maison, le ciel s'éclaircit, cédant place à un arc-en-ciel spectaculaire. Je n'ai pu m'empêcher de réveiller mon fils de 7 mois et d'inviter ma compagne à profiter du paysage formé par le ciel, le soleil et les nuages noirs qui s'éloignent, dessinant une peinture aux couleurs vives, un merveilleux tableau entre les arbres et les trains. Dans les yeux du même se reflète ma fatigue, il ne comprend pas encore pourquoi je lui souris avec ce visage vieilli, il est simplement content de me voir.

Il ne s'agit pas seulement d'un corps et d'un esprit épuisé, mais de quelque chose de bien plus déprimant et désespérant : il s'agit du devenir de nos enfants, compagnons, et de celui des enfants des larves. Leur futur dépend de comment nous luttons pour abolir un héritage de larves et de corps putréfiés qui forment de longues files d'attente ; de cadavres humains faisant la queue pour balancer dans un coin du cimetière leurs chairs consumées et abîmées. Des restes que ce système balance et qui finissent rongés par d'autres vers [Ndt : gusanos signifie à la fois vers et larves], sans vêtements. De nous tous qui aimons la liberté dépend que de ces cocons —ceux qui existent déjà et ceux qui viendront— sortent des chiens enragés qui blessent tout ce qu'ils foulent de leurs pattes empoisonnées par l'autorité, ou bien des papillons volant librement et qui, où qu'ils se posent, trouvent des fleurs...

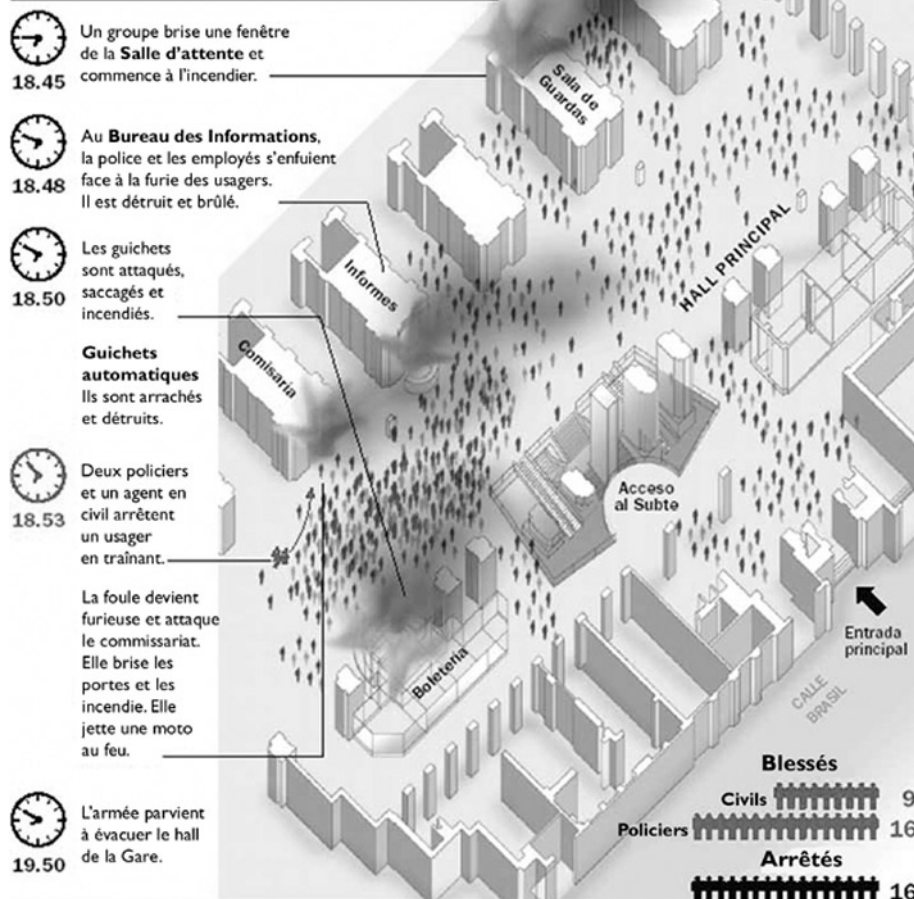
Haedo, Constitución, «Ras les couilles»... cancer, démence sénile, nous tirons à la fin... Tremblez, patrons et bourgeois : Larves ! Le jour de la grande fureur est inévitable...

Vilchesz

* Le dernier prisonnier n'est sorti qu'en juin de cette année

[Traduit de l'espagnol. Tiré de *Libertad* n°43, juillet-août 2007, p.7]

Emeute à la gare Constitución



BRÈVES DU DÉSORDRE

15 juin, Buenos Aires : un engin artisanal explose contre la porte d'un des bâtiments du Congrès, situé entre les rues Alsina et Moreno. Un tract trouvé sur place précisait : «nous lançons un appel à l'affrontement direct contre ce système d'exploitation et de misère, façonné pour les gouvernements, les capitalistes et leurs forces de sécurité ; attaquer les policiers, les juges, les politiciens et les patrons. Pour la tourmente sociale.»

23 juin, Buenos Aires : deux molotovs sont lancés contre un local du PRO [le parti de Mauricio Macri, chef d'entreprise élu maire le 21 juin] situé calle Piedras 1300, dans le quartier de Constitución.

Les incendies d'été, le casino et les anarchistes...



Fin juin. La vague d'incendies de l'été grec commence à pointer son nez. Parmi ceux-ci, en bordure d'Athènes, celui du mont Parnitha prend en quelques heures une dimension catastrophique. Face à cette situation, quelle est la réponse des autorités ? Elles ne trouvent pas mieux que de protéger à tout prix du feu le casino situé au sommet du mont. Résultat : le mont est calciné, le casino sain et sauf, et avec lui les intérêts économiques de nombreux investisseurs... Une grande partie des secteurs sociaux se mobilisent alors face à ce scandale, au milieu de l'indignation générale.

Parmi les différentes actions, l'une consiste à la convocation et mise en place d'une assemblée ouverte, à laquelle prennent part différents groupes et individus, aussi bien anarchistes-antiautoritaires que d'autres tendances plus ou moins politisées. Le résultat de ces rencontres est la convocation pour le vendredi 27 juillet d'une manifestation vers le téléphérique situé au pied du mont, géré par le casino en question. Au cours de la manifestation fusent des slogans comme «*que brûle, que brûle le casino et le Parlement !*».

Face à cette manifestation, expression d'un travail autonome, auto-organisé, les autorités commencent à craindre ce qui pourrait se développer...

Le dimanche matin, un groupe de compagnons se dirige vers le casino, munis de bombes de peinture spray, de peinture prête à être jetée et de pancartes. La réponse répressive des sbires du pouvoir ne se fait pas attendre. Les compagnons se dispersent

alors en petits groupes pour tenter de fuir du lieu, poursuivis par un hélicoptère de la police et bientôt par une présence massive de forces en tenue anti-émeute. L'un après l'autre, les groupes sont acculés, sans possibilité de résistance. Ils sont arrêtés, menotés et frappés (comme savent si bien le faire les flics).

Après plusieurs heures d'attente, un total de 27 compagnons est conduit à la Direction Générale de la police à Athènes, épuisés par la fatigue de la marche, la soif et les coups reçus. Devant les portes du bâtiment se sont rassemblés une quarantaine de compagnons qui ont su ce qui venait d'arriver au mont Parnitha. A l'intérieur de la Direction Générale, les abus continuent, si bien que quatre compagnons arrêtés terminent à l'hôpital dépendant de la police.

Le lendemain doit commencer la farce judiciaire. Depuis le matin, un groupe d'une centaine de compagnons est présent au tribunal, bien que les arrêtés ne soient présentés que le soir. A l'arrivée de ces derniers, le déploiement policier redevient visible (dans un rapport de deux flics par compagnon), ce qui ne fait pas taire les voix solidaires, les slogans sont même repris par les compagnons conduits à l'audience. Après cette première journée, les arrêtés sont reconduits à la Direction Générale de la police, ce qui provoque une bagarre à leur sortie du tribunal, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment, et de nouvelles interpellations...

Mardi matin, les accusés sont à nouveau présentés devant les juges qui doivent décider de leur remise en liberté, le jugement étant attendu pour le lendemain... Le soir se tient une assemblée à laquelle participent aussi bien les accusés que les compagnons, dans le but d'analyser ensemble la situation et de décider d'une action commune concernant le jugement et les actions de solidarité...

Mercredi 1er août, les compagnons sont convoqués à 9h du matin, bien que le cirque ne commence pas avant midi. Ils sont à nouveau appelés dans la salle d'audience, s'y présentent, avant qu'on leur dise cinq minutes après de se casser, l'audience étant reportée à une heure plus tard...

A la sortie de la salle, dans le hall, est présent un groupe de flics en civil, vite identifiés par les compagnons comme responsables de la raclée reçue à la Direction Générale. Les insultes fusent pendant plu-

sieurs minutes et, alors que les choses se calment, nouvelle agression policière avec la réponse en bonne et due forme du groupe (aussi bien des accusés que des compagnons présents)... suivie par celle des anti-émeute qui ne tardent pas à faire leur apparition. Résultat, un des compagnons accusés est envoyé à l'hôpital, la tension règne, nouvelles assemblées, plus d'attente, de fatigue et ce jusqu'au soir. Enfin, après un retour au tribunal, le jugement est renvoyé au 9 août.

On doit donc à présent attendre cette date pour voir comment vont avancer les choses. Rajoutons que le lendemain, jeudi 2 août, a été jugé le compagnon arrêté lundi au cours des bagarres. Il a été condamné à cinq mois de prison pour agression contre une autorité constituée et rébellion. L'accomplissement de la peine est suspendue, vu qu'il y a eu appel.

Les 27 compagnons sont principalement accusés de violation d'intérêt privés et de trouble à l'ordre public, délits qui ne vont pas au-delà d'une sanction administrative. On se trouve donc une fois de plus devant un cas où ce ne sont pas les faits en eux-mêmes qui sont jugés, mais ceux qui les ont menés, vus sous un angle politique. Il n'y aura pas de surprise dans les jugements à venir, mais demeure la campagne d'agression et d'usure contre le mouvement libertaire, menée par les forces de répression et les mécanismes étatiques. Ce qui ne nous surprend pas ni ne nous fera reculer.

Au contraire, s'ils veulent jouer, jouons.

Contre qui et contre quoi nous nous mobilisons est bien clair, non pas d'un point de vue passif et négatif, mais de manière active, en prenant en compte nos objectifs, sous un angle ponctuel comme général. Ceci dit, nous n'oublions pas ceux qui souffrent le plus directement de l'autoritarisme. Nous n'oublions pas non plus que les incarcérations, jugements, compagnons prisonniers, etc. font partie d'un tout dans lequel nous sommes inclus, et que ce n'est qu'à travers l'auto-organisation et l'action directe que nous pourrions avancer... Ne pas se dérober jour après jour est la meilleure façon de se solidariser avec tous... Ainsi, encore une fois...

Solidarité active !
Courage compagnons !
Contre leur justice, action !

[Traduit de l'espagnol.
Publié le 6 août 2007 sur klinamen.org]

QUELQUES BRÈVES DU DÉSORDRE GRECQUES

5 juin : A Athènes, une quinzaine d'individus ont défoncé les vitres d'un des plus grands groupes de presse grec, Lambrakis Press (notamment propriétaire des journaux Ta Nea et Vima), redécorant aussi son entrée et les voitures voisines de peinture rouge.

8 juin : A Athènes, trois objectifs allemands ont été frappés à l'aide de bonbonnes de gaz en moins de 10 minutes. Il s'agit des concessionnaires Opel (ouest d'Athènes, trois voitures détruites), Mercedes à Kifisia (ouest d'Athènes, six véhicules détruits) et un bus-école de l'entreprise germano-grecque Erasmeios à Pangrati (est d'Athènes). A Thessalonique, quatre cibles allemandes ont été frappées en moins de 20 minutes : un distributeur de billets incendié devant un Lidl, deux concessionnaires Mercedes (deux véhicules détruits) et un magasin d'électroménager Miele.

19 juin : A Athènes, environ vingt individus armés de marteaux et de barres de fer ont attaqué quatre banques (une Citybank et trois banques grecques) et une voiture du gouvernement en plein centre-ville. Des tracts laissés sur place revendiquaient en particulier la liberté pour Dimitrakis et Stergiou.

2 juillet : Un engin artisanal (basé sur des bonbonnes de gaz) explose à Thessalonique devant les locaux du parti Nea Dhimokratia [droite au pouvoir] dans le quartier du centre de Triandria, brûlant quelques meubles et sa façade. Ce même jour, un groupe a attaqué les bureaux d'une compagnie d'assurance grecque et le centre de conférence adjacent à l'aide de masses, endommageant l'entrée des deux édifices.

3 juillet : Le ministre grec de la culture George Voulgarakis, auparavant ministre de l'Ordre Public, s'est pris plusieurs molotovs vers 10h du matin à Athènes alors qu'il sortait du ministère pour rejoindre sa voiture. Son garde du corps effrayé a tiré plusieurs coups de feu en l'air. Deux voitures garées devant le ministère sont partiellement incendiées mais Voulgarakis n'a pas été touché.

5 juillet : A Athènes, deux groupes ont attaqué plusieurs banques, à l'approche du procès contre le braqueur anarchiste Giannis Dimitrakis. Le premier a frappé l'agence de la Banque Nationale située entre les rues Solonos et Ippocratous, où s'était déroulé le braquage qui a conduit à son arrestation, à l'aide de pierres, bâtons et vernis. Le second groupe a attaqué trois banques située sur le cours Athenon avec des molotovs. Enfin, 40 personnes ont occupé les bureaux de la radio Spor Fm, contraignant la rédaction à lire un communiqué de 10 minutes en solidarité avec Giannis Dimitrakis et Vassilis Stergiou.

19 juillet : Vers 10h30 du matin dans un quartier du centre d'Athènes, un groupe d'une quinzaine de personnes a attaqué les agences de l'Eurobank et de la Banque Nationale avec des barres de fer, des pierres et des bâtons. Des tracts laissés sur place réclamaient la libération du braqueur anarchiste Giannis Dimitrakis, condamné deux jours avant à 25 ans de prison. Neuf personnes arrêtées plus tard ont été relâchées pour «faute de preuves».

22 juillet : A 26 kilomètres à l'est d'Athènes, un engin incendiaire artisanal a explosé dans un garage de la Banque du Pyrée à Markopoulo, provoquant d'importants dégâts aux 80 véhicules saisis à des clients insolubles.

21 août : A Thessalonique, la police s'en prend aux vendeurs de dvd piratés. Tony Onuoha, un nigérien de 25 ans, meurt en tentant de fuir, tombant du premier étage d'une cafétéria où il s'était réfugié. S'en suit une manifestation offensive de 400 personnes rassemblant nigériens, anarchistes et squatters. S'en suivent aussi deux nuits d'émeute où tous affrontent ensemble la police, lui restituant un peu des coups qu'elle dispense au quotidien contre tous les indésirables. Outre de nombreux keufs frappés avec des barres et blessés par pierres, on compte une station de radio attaquée, plusieurs magasins ravagés et des véhicules de police mis hors d'usage.

Contre la répression étatique renforçons notre résistance

LA RÉSISTANCE qui s'est développée l'an dernier en Grèce contre la restructuration du système éducatif a largement dépassé les limites d'une lutte défensive contre seulement un des aspects de cette restructuration (avec comme point d'orgue les événements de la manifestation du 8 Mars). Les tentatives de réformes de l'Education (intensification des études, universités privées, suppression de l'asile universitaire...) sont ainsi devenues le terrain d'un conflit frontal où il est devenu clair et évident d'une part qu'il s'agit d'attaques violentes et totalitaires que l'Etat et les patrons imposent à la société, et d'autre part que la seule possibilité de les mettre en échec est l'affrontement avec les projets de l'Etat.

Pour l'Etat, l'Education est un processus d'importance vitale pour la consolidation de la soumission à l'autorité, la reproduction de la division de classe et la diffusion de l'idéologie dominante. Aujourd'hui, dans le cadre de la restructuration plus générale des structures de l'autorité, la modernisation de l'Education est indéniablement liée à la promotion d'un modèle avancé de société où l'exclusion sociale, l'aliénation et l'atomisation sont renforcées par l'aggravation des conditions d'exploitation et d'oppression, de contrôle et de répression.

Les mobilisations qui ont commencé en mai 2006 ont créé un obstacle sérieux, autant contre cette tentati-

ve de réforme du système éducatif que contre les plans de l'Etat et des patrons en général.

Les dynamiques de la lutte elle-même, la détermination de milliers de personnes pour contrer ce projet précis en occupant des facultés pendant plusieurs mois, avec des rassemblements permanents et des affrontements avec les forces de l'ordre, des moments où les jeunes et d'autres combattants se sont retrouvés ensemble sur les barricades, où le terrorisme idéologique et la violence répressive étaient déifiés, ces moments où les logiques de pacification et de médiation ont été dépassées dans la rue et où les limites de la protestation passive posées par la légalité ont été rompues. Tout ces moments créent des conditions qui ouvrent la possibilité d'une rupture générale avec les lois et les institutions et menace de transformer cette lutte (qui avait éclaté contre les réformes de l'éducation) en une source d'inspiration pour d'autres opprimés.

C'est cette perspective que tente d'éliminer et de terroriser l'Etat avec les attaques de policiers assassins contre les rassemblements, les tabassages, arrestations et inculpations de manifestants. Parallèlement, il utilise aussi les mécanismes de la propagande, avec des médias qui se sont lancés dans un jeu de calomnies incessantes et impitoyables à coup de théories de la provocation, afin de délégitimer aux yeux de la conscience sociale les affrontements entre ceux qui



et la manipulation politique, à tous les niveaux de la guerre de classe

résistent et l'Etat, de criminaliser les pratiques radicales de lutte et d'isoler ceux qui luttent, en construisant et créant l'assentiment nécessaire à leur répression. Les différents larbins du régime savent que ce qui est en jeu n'est pas seulement l'imposition d'une loi particulière mais, en fin de compte, la capacité de l'Etat à imposer ses lois et son autorité à la société. C'est une démonstration de force du système que de pouvoir gérer les conflits sociaux et de classe.

Les événements du 8 mars 2007 lors des rassemblements sur tout le territoire contre la réforme de l'éducation qui ont pris les traits d'une révolte sociale (affrontements violents entre jeunes anarchistes et policiers anti-émeute devant le Parlement, symbole de la démocratie totalitaire, qui a été assiégé plusieurs heures par des milliers de personnes), tout comme les attaques répressives féroces de la police (des dizaines de blessés et d'arrestations) révèlent l'ampleur d'un conflit qui a refait surface récemment de façon marquante. En témoignant :

— les combats qui éclatent le 17 Janvier 2007 autour de l'école Polytechnique dans le centre d'Athènes (alors qu'elle était occupée par des anarchistes en solidarité avec les manifestants inculpés suite aux événements du 6 mai 2006), à un moment où l'Etat entendait briser la solidarité et couper les liens entre les différents réseaux de résistance par une répression incessante.

— les événements du 22 février lorsque, après des affrontements devant le parlement il y a eu des combats dans les rues autour de l'école Polytechnique, devenue un îlot de résistance, avec des milliers de personnes investissant ses locaux.

— la manifestation du 1er mai, où le planton du ministère de la mer Égée a sorti son arme devant les manifestants, mettant en pratique l'annonce du gouvernement au sujet de la tolérance zéro de la police vis à vis des actions des manifestants.

Pour finir, l'un des moments les plus importants de cette lutte a été l'occupation du rectorat au centre d'Athènes le 8 mars (après les affrontements devant le Parlement, l'attaque de la police contre le rassemblement et l'arrestation de 61 manifestants), qui s'est transformé en un espace social auto-organisé ouvert pour mener différentes actions contre la répression étatique.

Pendant toute cette lutte, et particulièrement lors de ses moments les plus forts, la répression dans les rues s'est couplée avec l'offensive idéologique des médias, toutes deux ciblant particulièrement les anarchistes et antiautoritaires (mouvement politique

et social qui est généralement une cible de choix de la répression, en raison du danger que représente pour l'Etat l'expression et la diffusion de son discours subversif et de ses actions) afin d'éliminer de la lutte les incontrôlables en utilisant le pouvoir des partis, afin aussi de briser leur radicalisation et leur expansion et de légaliser les projets de répression contre eux.

Dans cette campagne de diffamation contre les anarchistes, les partis gauchistes ont eu un rôle actif en jetant leur boue contre une « provocation » menée par « quelques cagoulés », participant ainsi à la répression étatique, incitant à la division entre les étudiants (qui ont le droit de participer à cette lutte) et les non-étudiants, mettant de fait sur le même plan la contre-violence sociale et la violence meurtrière des policiers.

Face au fait que la confrontation sociale a dépassé les séparations corporatistes et les limites de la revendication comme ce fut le cas le 8 mars, la répression étatique s'est intensifiée (accusant 9 des 61 arrêtés de rébellion, imposant des cautions et incarcérant l'anarchiste Vasilis Stergiou), en phase avec une manipulation politique et un contrôle (notamment avec l'annonce de la création d'un service d'ordre, des manifestants protégés eux-mêmes l'ordre à l'intérieur des blocs) destinés à désamorcer une lutte qui a contesté et dépassé le leadership et la médiation des gauchistes.

Avec l'incarcération de l'anarchiste Vasilis Stergiou, un des 61 arrêtés du 8 mars, et avec contre lui la seule « évidence » qu'il s'agit d'un anarchiste et d'un prolétaire (il est connu des autorités pour sa participation à la révolte de 1995 de l'école Polytechnique lorsque 504 personnes furent arrêtées après l'invasion de l'école par la police), l'Etat fait passer son message de « peines exemplaires » dans le but d'intimider tous ceux qui ont participé à cette lutte, tous ceux qui luttent contre la barbarie de l'Etat et du capital.

Face à l'offensive répressive et idéologique de la démocratie, qui veut isoler et neutraliser les résistances, la solidarité avec ceux qui sont poursuivis pour leur mobilisation contre les réformes de l'éducation et avec Vasilis Stergiou est un élément inséparable de la lutte et une condition de sa continuation. Une lutte sociale de classe qui pour nous, en tant qu'anarchistes, ne peut être que collective, auto-organisée et sans compromis, au-delà de la défense du vieux monde et contre les illusions d'un embellissement possible du monde autoritaire actuel, dans la perspective d'une subversion totale de l'Etat et du capital.

Liberté immédiate pour l'anarchiste Vasilis Stergiou, arrêté lors du rassemblement du 8 mars

Liberté immédiate pour le travailleur allemand Timo Behrendt *, arrêté le 20 février à Thessalonique

Solidarité avec tous les individus poursuivis lors du mouvement de l'Education et avec tous les camarades incarcérés

Collectif anarchiste "Le Cercle de Feu"
Athènes, 27 mars 2007

* Ndt : Timo Behrendt, un camarade de Berlin, a été arrêté à Thessalonique le 20 février à la fin d'un concert à l'université organisé par les étudiants dans le cadre de la lutte contre la réforme éducative. Au cours du concert, il y a eu des affrontements avec la police à l'extérieur du campus. Timo est accusé de rébellion et est incarcéré en préventive (qui peut durer jusqu'à 18 mois). Il s'agit d'une punition exemplaire destinée à intimider tous ceux qui résistent. Timo a récemment été transféré de la prison de Komotini à celle de Diavata (Thessalonique), après la révolte des prisonniers d'avril dans de nombreuses maisons d'arrêt, dont celle de Komotini.

[Traduit de l'anglais, puis revu à partir d'une première traduction en français parue dans *Amorokaj Furiosi* n°3, mai 2007, pp. 31-32]

Arrestations à Athènes

MARDI 5 JUIN dans la nuit, trois individus sont arrêtés par la police en civil à Palio Fario dans la banlieue d'Athènes : deux anarchistes (âgés de 20 et 22 ans) et une étudiante de 21 ans. Ils sont accusés de tentative d'incendie d'un véhicule de la police municipale non loin de là dans un quartier du Pyrée.

Au cours de leur passage dans le commissariat, ils ont été torturés et sont incarcérés depuis le 8 juin pour une préventive qui peut durer jusqu'à 18 mois.

Les deux hommes sont actifs au sein du mouvement anarchiste. L'un d'eux avait déjà été arrêté il y a deux ans lors d'une manifestation anti-guerre. Le second, également anarchiste, est étudiant à l'université du Pireaus. Tous deux auraient reconnu les faits en assumant l'action. La jeune étudiante, en revanche, n'a rien à voir et est actuellement très mal en point suite aux coups et à la pression subie (elle a dû être hospitalisée d'urgence et les médecins parlent d'amnésie). Les deux autres, notamment suite aux tortures (et aux coups dans les parties génitales), ont également été hospitalisés, mais le lendemain seulement.

[Traduit de l'italien.
Publié le 14 juin sur informa-azione.info]



[Palais de Justice de Paris
incendié par les Communards en 1871]

Occupation du consulat grec à Paris

Fin juin à Paris, le consulat grec situé à côté des Champs-Élysées a été occupé pendant deux heures. Une banderole a été suspendue à ses balcons et un texte téléphonique aux ministères grecs de l'Intérieur et de l'Ordre Public... faute de fax. Extrait de la fin de ce tract, titré «La création de l'ennemi public n°1», dans une traduction artisanale du grec.

En l'espace d'une semaine, cette tolérance zéro s'est exprimée de plusieurs manières.

Le 29 mai tôt le matin à Keramikou, le squat Milerou et Germanikou est violemment expulsé par un déploiement exorbitant de forces de police (150 hommes de tous corps de police pour 3 personnes). L'attaque de police ressemble à une scène de film. Des hommes de l'E.C.A.M., le visage masqué et des armes automatiques équipées de silencieux, se déploient dans le lieu et dans les escaliers extérieurs. D'autres, après avoir arraché la porte, sortent les 3 squatteurs présents dans le bâtiment en leur pointant une arme sur la tête. Malheureusement, l'aspect comique de la police est éclipsé par celui plus tragique.

L'histoire de ce squat et la résistance contre son expulsion est importante, car il constituait un obstacle de poids contre les projets des patrons de la région de Keramikos. Un projet de réaménagement de type Psiri est en cours, et vise à transformer le quartier en un "camp de loisir", une zone commerciale de consommation culturelle. Il s'agit d'un type de "squat" qui gêne le capital, lui qui prévoit l'expulsion progressive (par des moyens économiques et autres au besoin) des couches pauvres et des immigrés de leur quartier. Pour toutes ces raisons, défendre Milerou et Germanikou signifiait faire le choix d'une dure confrontation avec le capital et l'Etat.

Le dimanche 3 juin, le journal "La Tribune" publie un article provocateur dicté par la police qui tente de

relier les "bandits en noirs" [braqueurs anarchistes] et le prisonnier anarchiste en lutte Giannis Dimitrakis avec Lutte Révolutionnaire [groupe grec qui a revendiqué plusieurs attentats] et le soi-disant "nouveau terrorisme". Giannis était à la tête de la révolte de la prison de Malandrinos, déclenchée suite à son tabassage par les matons, qui a ensuite enflammé la plupart des prisons grecques. L'article provocateur tente de calomnier le mouvement anarchiste/antiautoritaire en le présentant comme un porteur et un foyer d'écllosion du terrorisme, préparant ainsi le terrain aux prochaines vagues de répression.

Le 5 juin au petit matin, deux jours après l'article ci-dessus, la police arrête 3 anarchistes "ultra terroristes". Trois personnes (une fille de 20 ans et deux jeunes gens de 19 et 21 ans) sont interpellées après une attaque où elles ont tenté de poser de petites bouteilles de gaz contre une voiture de la police municipale. S'en suivra l'orgie de répression de la police et du procureur qui est décrite au début du texte.

La tentative de calomnie, de criminalisation et de terreur contre le mouvement anarchiste/antiautoritaire saura nous trouver face à elle. Au-delà des squats, solidarité avec tous les prisonniers en lutte. Rassemblement pour la résistance contre les attaques de l'Etat et du capital.

*Camarades solidaires
(grecs et français)*

Le 16 janvier 2006 dans le centre d'Athènes, la Banque Nationale de Grèce est braquée. Suite à une fusillade avec deux flics d'une brigade spéciale, un des braqueurs, Giannis Dimitrakis, un compagnon anarchiste de 28 ans, est grièvement blessé. Les trois autres parviennent à s'enfuir avec un butin de 50 000 euros (selon les journaux).

Giannis a passé plusieurs mois dans différents hôpitaux avant d'être incarcéré à la prison de Korydallos. Il fut ensuite transféré à la prison de Neapolis, en Crète, puis à celle de Malandrinos le 22 décembre 2006. Le 24 avril 2007, il est tabassé par les matons, ce qui déclenche une vague de mutineries dans 11 prisons pendant trois jours.

Son jugement a commencé le 6 juillet. La Justice l'accuse de sept braquages et la procédure sera menée sous couvert des dispositions de la loi anti-terroriste.

En solidarité avec Giannis

PRENANT PRÉTEXTE du jugement imminent, le 6 juillet 2007, du compagnon Giannis Dimitrakis, je tiens à exprimer ma solidarité avec lui et avec les trois autres compagnons recherchés pour la même histoire.

Indépendamment du fait d'être d'accord ou pas avec les différentes formes de la lutte sociale, au niveau individuel ou collectif, la solidarité avec les otages de l'Etat ne doit avoir rien à voir avec ces désaccords/accords.

A partir du moment où les relations autoritaires se sont introduites dans les communautés humaines, a également commencé le pillage permanent et sauvage de la richesse commune par les autoritaires. Ainsi, dans un contexte d'imposition étatique, se développent des mouvements de résistance des soumis contre ce saccage, qui prennent aussi la forme d'expropriations, au niveau individuel ou collectif. Le phénomène du braquage social s'observe avec une intensité particulière dans les périodes où la misère des opprimés produite par les puissants conduit à des situations critiques. Des individus ou des groupes, poussés par des raisons ou des désirs de type social, politique, ou autre, se réapproprient la richesse soustraite, refusant de mendier ou de travailler comme esclaves salariés. L'expropriation est une pratique utilisée par ceux qui luttent, partout et toujours.

Le compagnon Dimitrakis, refusant d'accepter les entraves de l'esclavage salarié, a décidé d'exproprier une banque. Par malheur, la haine d'un individu armé à la solde de l'Etat, affrontant ceux qui luttent pour une vie digne, a conduit à la capture du compagnon. La position digne de Giannis à partir du moment de sa détention, tout comme sa présence antérieure dans les luttes sociales, ont poussé les autorités judiciaires à le calomnier, elles ont tenté de le démoniser aux yeux de la société, particulièrement de son secteur combatif.

Cette lutte insurrectionnelle ne laisse pas de doute sur le fait que la solidarité avec le compagnon anarchiste est indispensable. Ceux qui ont passé des moments dans les taules de l'Etat comprendront l'importance des manifestations de solidarité avec les otages de l'autorité et combien elles permettent de porter en avant tout ce qui a trait à la lutte sociale.

Ne laissons aucune personne en lutte aux mains de l'Etat
Liberté pour tous

Vasilis Stergiou, 27 juin 2007
Module 1 de la prison de Korydallos

[Traduit de l'espagnol. Publié sur klinamen.org le 11 juillet 2007]

Giannis Dimitrakis condamné à 35 ans de prison

LE RENDU DU VERDICT était prévu pour lundi, mais l'audience s'étant prolongée plus que prévu, il est tombé hier mardi 17 juillet.

Les jours précédents, tous les témoins ont conclu leurs déclarations, tout comme les avocats de l'accusation. Lundi, c'est la défense de Giannis qui a mis l'accent d'un côté sur les conditions de misère auxquelles nous conduit le système actuel (un discours pas précisément révolutionnaire, mais curieux dans la bouche d'un avocat), et d'un autre côté sur les contradictions dans lesquelles a plongé l'accusation. Ont ainsi été repoussés les montages construits autour de ce cas, et spécialement ce qui concernait le rapport de Dimitrakis avec des expropriations précédentes et avec un groupe «supposément organisé» qui se dédierait à de telles actions ; ont été aussi démontés les faits concernant la «tentative d'assassinat», démontrant qu'il s'agissait au contraire d'un acte d'autodéfense, qu'il ne s'agissait à aucun moment de mettre en danger la vie de quelqu'un.

Tout ceci, devant une salle remplie de compagnons qui sont restés proches de Giannis au cours de tous ces jours, et qui ont tenu à faire face, chacunE, aux tentatives des forces de répression d'éroder cette solidarité par leur présence massive et étouffante, avec leurs contrôles permanents et poussés, afin que le compagnon Dimitrakis se sente isolé, ce qu'elles n'ont obtenu à aucun moment.

Hier finalement, mardi à 11h du matin, a commencé la lecture du verdict. A un certain moment, la salle (comptant de nombreux compagnons mais aussi quelques misérables journalistes) a été évacuée pour «raisons de sécurité», moment où tous les compagnons se sont rassemblés aux portes de la salle, reprise par les flics anti-émeute.

De tout ce qu'à défendu l'accusation, il est resté ceci : coupable du braquage à la Banque Nationale, coupable de triple tentative d'assassinat, coupable d'association de malfaiteurs. Acquitté du reste des accusations. Au total, le résultat de l'exposé du juge devient : 15 ans pour le braquage, 6 pour l'organisation d'une association de malfaiteurs (avec application de la loi anti-terroriste), tenant compte la possession et l'usage d'armes, et 5 ans pour chacune des trois charges de tentative d'assassinat (une à l'unanimité, à la majorité de deux membres du tribunal contre un pour les deux autres). Au total, 35 années, desquelles il n'accomplira en principe que 25 (limite maximale de séjour continu en prison dans l'Etat grec).

Reste à attendre l'appel, qui peut rabaisser certaines peines, et en tenant compte de l'accomplissement des 3/5 de la peine et des réductions s'il travaille en prison, il se peut qu'il effectue autour de 10 ans... Que dire, compagnons...

Dès le début de sa détention s'est ouvert un procès à caractère politique, vue sa condition —déclarée— d'anarchiste. Ses conditions de détention et tout ce qui s'est dit durant le procès laissaient clairement entendre que sa «dangerosité» venait surtout de là, bien plus que des faits eux-mêmes. C'est ainsi que s'explique par exemple ce qui s'est passé en avril dernier, lorsque les matons sont entrés de nuit dans sa cellule pour le tabasser salement. Ce n'est pas resté sans réponse, ni dedans ni dehors (une mutinerie générale a explosé les jours suivants dans différentes prisons en solidarité avec Giannis, tandis que se multipliaient les actions dehors). Tout le cirque qui a été monté durant le jugement est de la même trempe. La présence étouffante des flics, leurs tentatives d'intimider le groupe de compagnons solidaires, etc. se s'expliquent pas seulement comme une «mesure logique» face à un braqueur de banque, elles ne peuvent qu'être expliquées politiquement.

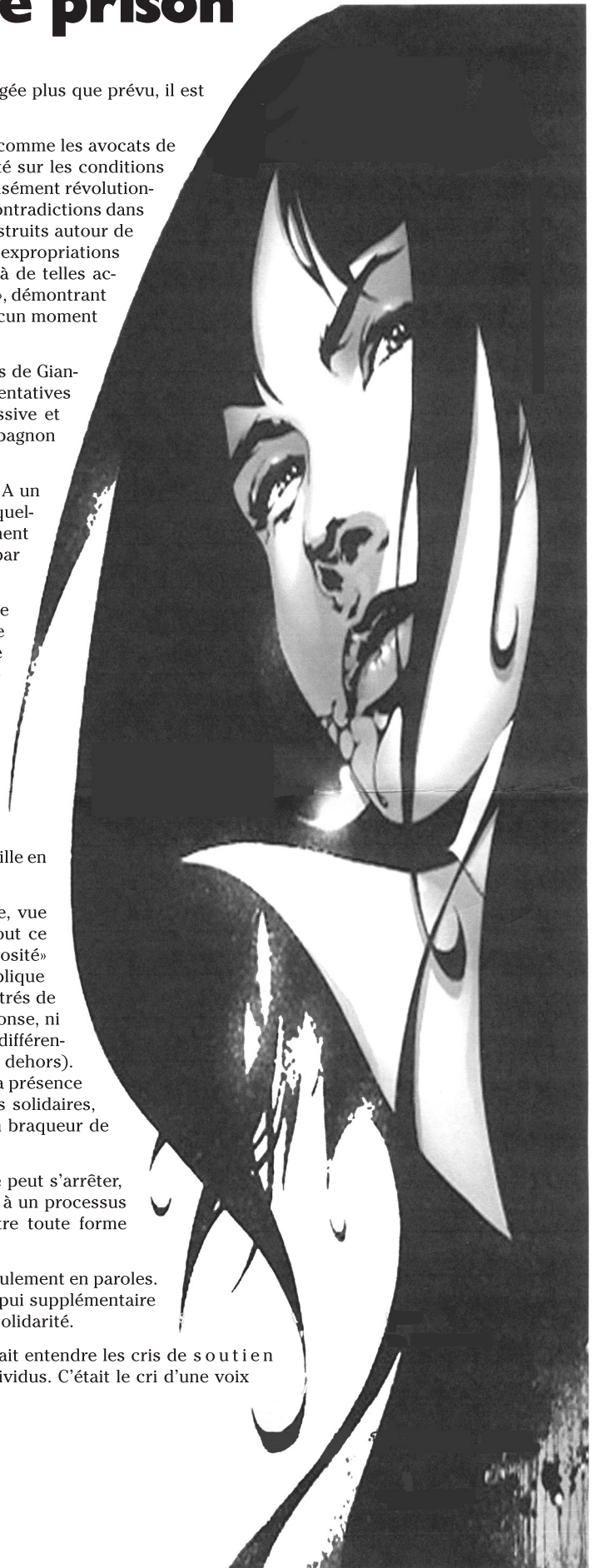
Mais ça ne nous freinera évidemment pas ! Notre lutte n'a pas cessé et ne peut s'arrêter, parce qu'il ne s'agit pas d'un acte indépendant, mais qui est fortement lié à un processus dans lequel nous sommes immergés, celui d'un affrontement actif contre toute forme d'autorité, contre tout ce qui nous empêche d'agir en pleine liberté.

Pour toutes ces raisons : courage Giannis ! Nous sommes avec toi. Et pas seulement en paroles. Chaque attaque contre le pouvoir aux quatre coins de la planète est un appui supplémentaire pour tous. L'action directe est notre meilleur instrument pour exprimer la solidarité.

Lorsqu'ils ont mis Giannis hier à midi dans le fourgon blindé et qu'il pouvait entendre les cris de soutien d'environ 150 compagnons, ce n'étaient pas seulement les cris de 150 individus. C'était le cri d'une voix commune, c'était notre voix.

La solidarité est notre arme !
Guerre à la guerre du pouvoir !
Contre leur justice, reflet de leur société,
solidarité active, action directe !

[Traduit de l'espagnol. Publié sur klinamen.org le 25 juillet 2007]



Le 14 juin Nordin Benallal a entamé une grève de la faim suite à une confrontation avec quelques matons à la prison d'Ittre.

Nordin a été condamné à une peine de 27 ans de prison pour une série de vols et braquages. Il y a quelques mois, 12 ans supplémentaires ont encore été rajoutés grâce à l'accusation d'avoir tiré sur un flic lorsqu'il était en cavale.

Vers le 25 juin, Nordin a arrêté son mouvement, mais il reste encore au mitard. Une affiche dont nous reproduisons le texte ci-dessous a été collée dans plusieurs villes de Belgique suite à l'annonce de la grève de la faim.

Nordin Benallal en grève de la faim à la prison d'Ittre



PRISON D'ANDENNE. Lundi 11 juin tôt le matin, Nordin Benallal est levé de son lit dans sa cellule. Il lui est interdit de prendre ses affaires et il est transféré vers la prison de Ittre.

PRISON D'ITTRE. Jeudi 14 juin. Nordin est gravement tabassé suite à une confrontation avec quelques matons. Il est mis au cachot. Depuis, il a entamé une grève de la faim pour protester contre la violence de la prison.



CETTE RÉALITÉ n'est ni une aberration, ni une exception dans les prisons belges. Comme à Ittre, où le directeur Fonck et ses matons sont mal famés pour leur violence et leur racisme.

En octobre dernier encore, une mutinerie a éclaté. Les prisonniers ont exprimé leur rage en détruisant une partie de la prison.

CE QUI DÉGOÛTE le cœur, que la main s'y attaque. Nous sommes avec Nordin et tous les autres prisonniers qui se battent.

Nationalité !

« Nationalité! » A 5h du matin, Yacob est brutalement réveillé par la police. Ils le prennent en otage parce qu'il n'a pas de papiers et contrôlent ses empreintes au poste de police. L'ordinateur sort une liste de jugements soigneusement préparés : 6 mois pour vol d'un produit d'une valeur de 5 euros et deux fois 3 mois pour séjour illégal en Belgique.

«Quelle est votre nationalité?» demande le directeur de la prison quand Yacob y arrive. Notre ami en a marre de cette question qui ne cause que des problèmes et refuse d'y répondre. Alors le directeur le menace de supprimer ses visites, mais Yacob ne laisse pas tomber.

En cellule, c'est la bagarre, car l'origine de Yacob n'est pas claire. Quelques co-détenus prennent sa défense et le chasseur de nationalités se calme.

Nationalité ?

Partout où Yacob arrive, on essaye de le catégoriser dans une cage de nationalité pour ensuite mieux pouvoir l'inclure, l'exclure ou le déporter. Le refus d'une nationalité a déjà causé beaucoup de problèmes, pas que pour lui, mais aussi pour l'Office des Etrangers qui ne réussit pas à découvrir ses « racines ». Nous, les amis et amies de Yacob, nous en avons marre. Marre des nationalités, marre des origines. Nous nous sommes liés dans les coeurs les uns les autres, et notre maison c'est le nous.

Notre lutte...

Notre lutte aux côtés de Yacob a commencé le 7 décembre 2006, quand il a été incarcéré à la prison de Leuven. Il a été condamné à 6 mois de prison ferme pour vol de sacs poubelle. Yacob a fait appel contre le jugement et, dès ce moment, il était à la disposition de l'Office des Etrangers. Durant 4 mois, ils l'ont mis dans différents camps de déportation. L'Office n'a pas cessé d'essayer de découvrir sa nationalité, et donc un moyen pour l'expulser du pays. Mais les manifestations et rassemblements de solidarité ont donné de la force à la résistance de Yacob contre toute forme de collaboration avec l'Office. Des affiches et des tags contre les

Le 5 juin 2007 les flics font une descente dans un squat à Anvers. Ce monastère est occupé depuis trois ans déjà.

Après la descente, les déclarations de presse n'ont pas cessé. En premier lieu le nouveau propriétaire (la Province d'Anvers) confirmait qu'ils allaient expulser ce "nid de brigands". Ensuite, les déclarations du Parquet, qui faisait de vagues allusions comme quoi le monastère serait utilisé par des bandes de cambrioleurs. De plus, le parquet prétend avoir trouvé des preuves : un prisonnier qui s'était évadé en août 2006 (la cavale collective) de la prison de Dendermonde aurait laissé des trucs liés à des cambriolages et des braquages dans le monastère.

La chasse aux fantômes est ouverte par les médias pour briser le soutien du quartier envers les squatteurs et pour préparer l'opinion publique à une expulsion.

À PROPOS DE LA DESCENTE DANS LE MONASTÈRE SQUATTE



7 JUIN 2007, 5H DU MATIN. Les mercenaires de l'Etat font une descente dans le monastère squatté de la Ploegstraat/Provinciestraat à Anvers. Les Escadrons Spéciaux d'Intervention pénètrent dans le squat par les toits et le jardin, ouvrent les portes pour leurs collègues de la Réserve Fédérale et de la police locale anversoise. Les habitants du squat sont réveillés brutalement à coup de lampes lasers, lampes de poche et de revolver sur la tempe. Tout le monde est menotté. Une fois la place « sécurisée », les rapaces en civil de la police judiciaire de Dendermonde ratissent le monastère.

Tous ceux qui n'ont pas la nationalité belge sont kidnappés. Après quelques heures d'interrogatoire, trois des quatre peuvent disposer. Un de nos amis reste en détention, il n'a pas de permis de séjour. Il est transporté à la prison d'Anvers. Il ne fait pas de doute que l'Etat vise et s'attaque aux sans-papiers et aux personnes qui essaient de survivre dans cette jungle capitaliste. Et pour ça, sa justice sélectionnera et inventera bien des faits.

Après la descente en uniforme, suit aujourd'hui l'attaque de la presse. « Des bandes de voleurs, des squatters anarchistes... » des mots pour masquer l'agression policière et une chasse aux fantômes. Evidemment la justice de Dendermonde, « dans l'intérêt de l'enquête », ne pouvait pas lâcher plus d'informations. Bien que la descente ait été légalisée par un mandat de perquisition, ils n'ont rien trouvé à saisir. Après quelques heures ponctuées par des humiliations et d'autres simagrées méprisantes habituelles, ils sont partis la queue entre les jambes. Malgré toutes les raisons que pourrait invoquer la justice, nous considérons que cette descente est une provocation policière et que le mandat de perquisition est une manière d'identifier, fichier et intimider les habitants du squat.

Les lois de la Justice sont impénétrables. Les lois de l'Etat par contre sont claires pour tout le monde : criminaliser tous ceux qui essaient de survivre ; criminaliser tous ceux qui luttent contre cette réalité imposée que sont les déportations, les prisons et la guerre contre tous les inadapés.

**Solidarité avec tous les sans papiers et les immigrés !
Solidarité avec tous ceux qui sont enfermés !
Libération immédiate du compagnon détenu !**

Les amis et amies des squatters de la Ploegstraat
Anvers, 8 juin 2007

centres fermés sont apparus sur les murs et une émeute au centre fermé de Vottem s'est répercutée par du verre brisé chez Fedasil. Des tracts ont été distribués et l'Office a été harcelé par des appels et des fax.

Après quasi 4 mois passés dans les griffes de l'Office, Yacob est relâché. Grâce à son refus total de collaborer, l'Office n'a pas pu obtenir un laissez-passer pour lui. Et de toute façon, il ne provoquait que des problèmes...

...continue

Actuellement, Yacob est à nouveau enfermé. Il ne sera pas resté plus de 3 mois chez nous. L'avenir est incertain, et comme tous les sans-papiers et leurs amis, nous ne savons pas ce qui nous attend.

Mais nous savons bel et bien que Yacob comme tant d'autres « non-belges » n'est pas bienvenu dans l'Etat belge. Et que l'Office maintient une étroite collaboration avec la Justice pour rendre impossible la vie des sans-papiers en Belgique. La Justice et l'Office s'utilisent mutuellement pour incarcérer des gens, elles échangent des données, elles s'entraident pour décourager, s'acharner et casser les « étrangers ».

En solidarité avec Yacob et tous les autres, nous rejetons toutes les nationalités. Peu nous importe d'où vient qui. La seule chose qui compte, c'est que nous soyons ensemble.

Les amis et amies de Yacob contre la Justice et l'Office, juin 2007

Chronique d'une semaine agitée à Leuven

De l'expulsion à la manifestation

Le matin du lundi 19 juin 2007, à 9 heures, les flics ont investi le squat de la Schapenstraat (*Squattus Dei*). Ils étaient porteurs d'un mandat d'expulsion immédiate. Ainsi la procédure habituelle (c'est à dire un délai de 24 heures pour évacuer le bâtiment avant l'expulsion) n'était donc pas à l'ordre du jour, et personne n'était prévenu. Personne n'était sur place lors de l'expulsion, il n'y a donc pas eu d'arrestations lors de celle-ci.

VU QUE LA POLICE a été assez maligne pour prévoir l'expulsion un lundi en pleine période d'exams (elle était possible depuis février), la manifestation annoncée pour le soir même du jour de l'expulsion a été post-posée au vendredi soir. Chose qui arrangeait assez mal la commune qui a dû ajourner la remise de la médaille de mérite aux membres de l'asbl Maktrock, tout comme le déploiement des stands pour l'événement de shopping 'De Langste Dag', qui n'a pu commencer que le samedi matin (« *sinon les squatteurs pourraient les utiliser comme projectiles* »). Pour finir on a également obligé les cafés sur le Grote Markt de ne pas ouvrir leurs terrasses le vendredi soir.

LES MÉDIAS SAISISSENT quelques événements nocturnes pour faire monter la tension dans les jours précédant la manifestation. La nuit du lundi, des containers et des poubelles sont enflammés, les flics trouvent également une bombe de couleur rouge « *utilisée pour peindre des slogans et des symboles anarchistes sur des murs et des containers* ». La nuit suivante, c'est deux voitures qui brûlent. Il s'agit de la Porsche 911 d'un avocat de Louvain et de l'Audi A4 d'un manager allemand. Une Mercedes qui était stationnée près de la Porsche est également endommagée. Les flics lient ces événements à ceux de la nuit précédente. La nuit de mercredi, le feu est mis aux pneus d'une grue d'un chantier dans la Diestestraat. Flics et médias sont d'accord qu'il est « très probable » que ces actions sont des faits du « mouvement squat ». Les flics utilisent des civils (déguisés en étudiants à vélo) pendant ces nuits pour arrêter et fouiller les personnes avec un look 'alternatif'.

LA STRATÉGIE DE DISSUASION continue le jour de la manifestation. Au cours de la journée, différentes personnes sont fouillées sur la base de leur apparence. Cela n'empêche pas que pendant la journée, différents croisements soient bloqués par des rassemblements spontanés (des tracts sur le *Squattus Dei* et la manifestation sont distribués). Dans l'après-midi, des banderoles sont accrochées aux ponts sur le ring [périphérique] de Louvain. Entre temps, des fourgons de police quadrillent la ville et un hélicoptère survole la

ville. Vers 18h, le Grote Markt est évacué et verrouillé avec des chevaux de frise et des flics anti-émeute. Des dizaines de personnes sont arrêtées autour de la gare sans raison aucune sauf, encore une fois, leur apparence. Des gens commencent à se grouper sur la Fochplein (à côté du Grote Markt), un bus plein d'arrêtés fait le tour de la place.

PEU APRÈS 20 HEURES, la manifestation démarre avec quelques 400 participants (la plupart des gens s'y joignent dans les premières rues où elle passe). À travers la Tienestraat, la Houverplein et la Ladeuzeplein, la manifestation se rend dans la Leopold I-straat où se trouve une résidence étudiante (Steenberg) de l'Opus Dei. Le bâtiment est bombardé avec des bombes de peinture (et pas avec des pierres comme le prétendent flics et médias). Ensuite, la manifestation emprunte la Bondgenotenlaan pour se diriger vers le centre, où des fourgons de flics anti-émeutes arrivent à toute vitesse pour barrer la route. Les manifestants prennent ensuite la Diestestraat et la Vital Decosterstraat vers la Rijschoolstraat où les flics barrent la route vers le palais de justice. La manifestation tente de franchir le barrage, mais la tentative échoue, sur quoi les manifestants continuent de suivre la Vital Decosterstraat. Sur le Vismarkt, il y a une nouvelle tentative de rejoindre le centre par la Mechelsestraat, mais là aussi les flics sont plus rapides. Les flics anti-émeutes utilisent leurs matraques et du gaz lacrymogène pour repousser les manifestants qui essaient de forcer le passage (les médias parlent d'une « pluie de pierres » à ce moment, ce qui est un grand honneur pour les quelques pierres qui ont volé). Quand la manifestation bouge vers

la Brouwersstraat, elle risque d'être coupée en deux, mais les flics ne sont pas assez nombreux sur place pour former une ligne solide. Ensuite ça continue dans la Fonteinstraat qui est verrouillée devant et derrière par les flics. Par quelques rues latérales, la manif rejoint de nouveau la Brouwersstraat et traverse le Bruul et quelques petits passages pour rejoindre la Donkerstraat. La manif, suivie par les fourgons, se fait bloquer sur le pont au-dessus du ring. Seule issue, le ring. À ce moment, de nombreux journalistes sont bloqués par les flics. Sur le ring, les flics parviennent à encercler et à arrêter de nombreuses personnes. Ils font abondamment usage de leurs matraques et les gens qui se retrouvent tous par terre se prennent des coups violents. Une partie des gens cavale par les buissons, poursuivie par les flics. Des dizaines de personnes rejoignent le squat de Vaartkom, une trentaine y pénètre. Le reste des manifestants et voisins sympathisants est chassé de la place, certains se font arrêter. Le bâtiment est encerclé et, à plusieurs reprises, il y a des menaces d'expulsion. Finalement la plupart des fourgons partent vers 1 heure, après 3 heures de siège. Dans le reste de la ville pendant toute la nuit des groupes de gens sont emmerdés et arrêtés par la police.

EN TOUT, quelques 100 à 150 personnes sont arrêtées administrativement. Ils arrêtent également des gens qui vont au commissariat pour se renseigner au sujet de leurs amis arrêtés. Les sources officielles parlent de 250 flics mobilisés.

POUR TOUS CEUX PRÉSENTS, il est clair qu'il s'agit d'une répression violente et totale [sic] d'un rassemblement assez pacifique. Malgré l'attitude dure et provocante des flics le monopole de violence de l'Etat n'est pas vraiment remis en question (ndt, dommage !). De nombreuses personnes sont arrêtées sans raison et la matraque est utilisée avec beaucoup d'enthousiasme. Les médias couvrent le tout avec des mensonges sur l'utilisation de pierres de la part des manifestants et la violence des flics est présentée comme « intervention ». La violence venait d'eux. Comme le disait un slogan durant la manif : '*This is what democracy looks like*'...

POUR FINIR, des nouvelles d'actions de solidarité à l'étranger. Ainsi à Dublin un bâtiment de l'Opus Dei est attaqué avec des bombes de peinture. À Zurich, c'est le consulat belge qui subit le même sort, ainsi que des graffitis sur sa façade. Il y a également des messages de solidarité sur différents sites Indymedia européens.

[Traduit du flamand et publié sur squat.net]



Après être sorti en avril 2003 en conditionnelle d'une peine de 5 ans pour divers incendies contre des fast-foods et des infrastructures liées à l'industrie de la viande, notre compagnon Geert Waegemans était condamné le 24 avril 2007 par le tribunal de Dendermonde à un an de prison ferme pour rébellion et coups et blessures volontaires sur un flic lors d'une manif du 28 juin 2005. En état d'arrestation immédiate (et avec le reliquat de deux ans et demi à effectuer en plus), il a repurgé une semaine de prison début juin, avant que le tribunal ne lui accorde la liberté provisoire en attente du procès d'appel.



GEERT LIBÉRÉ PROVISOIREMENT

Jeudi dernier, la Chambre d'accusation de Gand a décidé de libérer provisoirement notre compagnon Geert.

Le président de la Chambre a tout de suite jugé que la sentence de 1 an ferme prononcée précédemment était beaucoup trop légère pour lui, au vu des « graves actes violents » commis pendant les dérapages de la manifestation de solidarité du 28 juin 2005. Il n'y a pas à s'étonner que le président ait outrepassé ses attributions. En effet, la Chambre de mise en accusation ne statuait absolument pas sur la condamnation, mais sur le mandat d'arrestation lancé contre Geert et suite auquel il était incarcéré.

Lors de ce jugement le ton a probablement été donné pour la suite du jugement en appel.

Aujourd'hui, nous accueillons Geert de retour chez nous. Mais nous gardons quelque part à l'esprit que ceci n'est qu'un début. Une peine (de prison) pend toujours au-dessus de sa tête — aussi bien les 2 ans et demi de la conditionnelle que le verdict en appel. La date du procès en appel n'est pas encore fixée.

Restons sur nos gardes et n'abandonnons pas notre combat pour la destruction de tous les camps et de toutes les prisons !

ABC Antwerpen
8 juin 2007

ARRÊTONS NOUS QUELQUES INSTANTS...

SUR UN ACCIDENT PAS SI ACCIDENTEL QUE ÇA

Le 25 juin 2007, deux blocages de circulation ont été réalisés simultanément à Gand et à Bruxelles en solidarité avec Geert et contre toutes les prisons.

Tôt le matin, un barrage a été érigé dans le Nieuwe Wandeling, la rue de la prison de Gand. Des banderoles proclamant «*La prison est tout près*» ont été fixées au barrage et des tracts distribués. Quelques bombes fumigènes couvraient la rue...

A Bruxelles, le carrefour de la rue du Trône et de la rue du Viaduc a été bloqué vers 7h45. Une banderole a été accrochée au feu rouge, «*Ce n'est pas parce que les temps sont durs que nous n'osons pas, mais c'est parce que nous n'osons pas que les temps sont durs !*», et des tracts distribués. Les ouvriers d'un chantier voisin ont essayé d'intercepter des compagnons avant de déchirer la banderole. Il n'y a pas eu d'arrestations.

25 JUIN 2007 — Aujourd'hui la routine quotidienne sera interrompue avant l'aube. Vous voilà privés pour quelques instants de votre si précieuse liberté de mouvement automatisée. L'origine de cet arrêt temporaire n'est pas le énième accident de la route mortel que l'on retrouvera demain dans la rubrique fait divers des journaux. La route vous est barée à cause d'un autre accident, non moins quotidien et non moins atroce. Aujourd'hui, « le cours normal des choses » frappe durement ceux qui ne partagent pas votre liberté de mouvement douteuse ; tous ceux qui sont enfermés dans les centres fermés et les prisons de l'Etat.

NOUS VOUS FAISONS SAVOIR...

Que depuis le début 2006, ça bouge dans les prisons belges...

Que depuis lors les prisonniers, avec la régularité d'une horloge, se révoltent contre leurs conditions de détention et les continuelles brimades, humiliations et tortures des matons...

Que dans les prisons belges, la mort est familière et que chaque année des dizaines de prisonniers y laissent leur vie dans des overdoses, des « suicides » et des meurtres directement commis par les matons (mort de Fayçal dans la prison de Forest en septembre 2006)...

Que les matons, avec leurs nombreuses grèves, alourdissent les peines des prisonniers qui protestent contre leurs conditions (interdiction des visites, promenades, douches,...) et que ce moyen est utilisé régulièrement pour camoufler leur régime de terreur (brimades, humiliations, trafic de drogue, les morts « suspectes » des prisonniers)...

NOUS VOUS FAISONS AUSSI SAVOIR...

Que aujourd'hui nous avons décidé d'amener dans la rue la question de la prison...

Que l'enfermement dans cette société n'est pas un accident occasionnel, mais un embouteillage planifié qui est indispensable pour défendre les rapports existants et neutraliser les conflits sociaux...

Que les prisons font de plus en plus leur chemin dans notre société...

Que les barreaux invisibles des caméras, des systèmes d'identification électronique et l'expansion des services de contrôle de toutes sortes traversent aussi vos vies...

DE PLUS, NOUS VOUS FAISONS SAVOIR...

Que chaque forme de rejet contre ce développement est confronté à la répression...

Que chaque forme de solidarité contre les prisons (que ce soit en faire sortir des informations, dénoncer les

abus propres à la détention et la remise en question de la privation de la liberté elle-même) amène souvent à de lourdes condamnations ciblées par des chefs d'accusations arbitraires.

Qu'un de nos camarades, à cause de sa solidarité avec des prisonniers, a été condamné à 1 an ferme pour avoir refusé de décliner son identité...

Que ces intimidations renforcent notre goût pour la liberté...

Vous le voyez, tout ne marche pas comme sur des roulettes. Aujourd'hui vous ne roulez pas sans encombres vers votre travail. Il y a les otages de chaque jour et il y a ceux de quelques instants. Nous attirons pendant encore quelques instants votre attention sur la prison et son monde qui, en fin de compte, est aussi le vôtre.

Quelques minutes encore où le silence assourdissant est brisé. Une courte détention, une sorte de grelot qui tinte de temps à autre...

Après, vous pourrez à nouveau disposer librement, sous l'œil approbateur des caméras et à l'ombre des murs de prisons.

*Intercommunale
des Scandaleux Travaux de Voirie*

[Tiré de *La Cavale* n°8, juin 2007, p.10, tout comme le texte *Nationalité!* page précédente]

BRÈVES DU DÉSORDRE BELGES

Début mai, Gand — Le Consulat français est attaqué en solidarité avec les émeutiers de France. Les vitres sont brisées et un tag est laissé sur le mur.

10/05, Gand — Manifestation sauvage contre la politique de logements organisée par quelques squats.

22/05, Anvers — Prenant prétexte de bagarres entre prisonniers, la police investit la prison. 120 flics fouillent chaque cellule. Plusieurs détenus résistent, brisent des vitres et brûlent des draps. Un prisonnier met le feu à sa cellule.

25/05, Anvers — Depuis quelques semaines, la tension monte dans l'usine Opel après des rumeurs de licenciements massifs. Quand la direction annonce sa décision de virer la moitié des ouvriers, une grève sauvage éclate. La nuit, plusieurs lignes de production de l'usine sont sabotées. Les semaines suivantes, plusieurs grèves sauvages de quelques jours éclatent. A la fin, les ouvriers virés obtiennent des primes très élevées.

28/05, Hasselt — Une centaine de prisonniers occupent le préau de la nouvelle prison de Hasselt pendant quelques heures.

05/06, Gand — La police fait circuler des informations sur le vandalisme diffus contre les panneaux électoraux. Plusieurs remorques [sorte de charrette tractée contenant le matériel électoral] sont volées.

5/06, Liévin — Tentative d'incendie du poste de police municipale. La porte d'entrée est calcinée.

05/06, Meer — Deux tours de chasse sont incendiées.

05/06, Courtrai — Une baraque de chantier est incendiée sur la place Deken Zeger.

8/06, Nieuwpoort — Une remorque du parti Lijst Dedecker est détruite.

09/06, Leuven — « *Les nuits dernières, plusieurs actions de solidarité ont été réalisées avec la résistance à Heiligendam et dans le reste du monde pour la destruction du G8 et du capital, contre toute forme d'oppression. Une banque Fintro, une agence d'interim Asap et une agence d'interim Accent ont été attaquées. Dans toute la ville, des phrases comme "Détruisons le G8", "Carlo vive", "Feu et flammes pour l'Etat et le capital",... ont été taguées* ».

10/06, Belgique — Plusieurs bureaux de votes vandalisés. A Bruxelles, l'ouverture de quelques bureaux de vote est retardée.



10/06, Tournai — Le centre psychiatrique est incendié.

10/06, Liège — Une école part en flammes.

12/06, Bruges — Un prisonnier connu pour ses évasions et tentatives monte sur le toit de la prison. La police encercle le bâtiment. Il ne redescend qu'une heure et demie plus tard.

16/06, Liège — Encore une école qui part en fumée.

14/06, Ittre — Après son transfert de la prison d'Andenne à Ittre, Nordin Benallal est tabassé par les matons et mis en isolement. Il entame une grève de la faim qui durera deux semaines. Des affiches sont collées en solidarité avec lui et contre la prison.

19/06, Vilvoorde — Plusieurs jeunes dégradent le centre d'éducation surveillée. Quatre mineurs sont arrêtés. Ils sont relâchés quelques heures après.

20/06, Leuven — L'Audi A4 d'un manager allemand et une Porsche 911 d'un avocat de Louvain partent en flammes.

21/06, Leuven — Les pneus d'un grue de chantier dans la principale rue commerciale sont incendiés.

23/06, Leuven — Plusieurs carrefours sont occupés. La circulation reste bloquée et des tracts de solidarité avec *Villa Squattus Dei* (squat expulsé le 19/06) sont diffusés. L'après-midi, des banderoles sont déployées sur différents ponts du périphérique. Le soir, quelques centaines de personnes manifestent contre l'expulsion. La police oblige les commerces à fermer dès 16h. Pendant la manifestation, une maison de l'Opus Dei mange des bombes de peinture. Quelques pierres partent en direction flics. Sur le pé-

riphérique, la police arrête des dizaines de manifestants. Elle signale aussi quelques incidents la nuit suite à la manifestation, mais refuse de dire lesquels.

25/06, Gand — « *L'Intercommunale des Scandaleux Travaux de la Voirie* » barre la rue de la prison de Gand. La circulation reste bloquée et des fumigènes sont allumés. Des tracts contre la prison et son monde, en solidarité avec le compagnon Geert Waegemans, sont distribués et laissés sur place.

25/06, Bruxelles — Un barrage routier bloque un carrefour. Des tracts contre la prison et son monde, en solidarité avec le compagnon Geert Waegemans, sont diffusés. Une banderole est déployée.

28/06, Mol — L'école européenne est attaquée avec des molotovs.

28/06, Okegem — Incendie criminel d'un transformateur électrique. Le courant reste coupé dans la ville pendant plusieurs heures.

06/07, Opwijk — Trois écoles sont vandalisées.

15/07, Bruges — Le prisonnier Farid B. est transféré de la prison de Lantin au quartier d'isolement de la prison de Bruges. A Lantin, il avait cassé la gueule à deux matons. Dans les environs de la prison de Lantin, des affiches contre la prison et les centres de déportation sont collées. Des tracts circulent en solidarité avec Farid.

19/07, Stekene — Une école est vandalisée.

23/07, Schaerbeek — Quatre voitures sont incendiées dans la rue du commissariat central de la ville.

31/07, Doorzele — Une école est vandalisée.

[Traduit du néerlandais.
Tiré de *De Nar, anarchistische krant*,
n°212, été 2007, p.10]



A COUTEAUX TIRÉS AVEC L'EXISTANT, SES DÉFENSEURS ET SES FAUX CRITIQUES

pamphlet paru aux éditions NN (Italie) en 1998
à paraître en octobre en français

Les révolutionnaires ont trop souvent prétendu être la conscience des exploités, d'en représenter le degré de maturité subversive. Le "mouvement social" est ainsi devenu la justification du parti (qui dans la version léniniste devient une élite de professionnels de la révolution). Le cercle vicieux est que plus on est séparé des exploités, plus on doit *représenter* un rapport qui manque. La subversion en est ainsi réduite à ses propres pratiques, et la représentation devient l'organisation d'un racket idéologique — la version bureaucratique de l'appropriation capitaliste. Le mouvement révolutionnaire s'identifie alors avec son expression la "plus avancée", laquelle en *réalise* le concept. La dialectique hégélienne offre un échafaudage parfait pour cette construction.

Mais il existe aussi une critique de la séparation et de la représentation qui justifie l'attente et *valorise* le rôle des critiques. Sous prétexte de ne pas se séparer du "mouvement social", on finit par dénoncer toute pratique d'attaque comme étant une "fuite en avant" ou de la "propagande armée". Encore une fois, le révolutionnaire est appelé à "dévoiler", y compris par sa propre inaction, les conditions réelles des exploités. En conséquence, aucune révolte n'est possible en dehors d'un mouvement social visible. Ceux qui agissent doivent alors forcément vouloir se substituer aux prolétaires. Le seul patrimoine à défendre devient la "critique radicale", la "lucidité révolutionnaire". La vie est une misère, on ne peut donc que théoriser la misère. La vérité avant tout. De cette façon, la séparation entre les subversifs et les exploités n'est en rien éliminée, elle n'est que déplacée. On n'est pas des exploités aux côtés des autres exploités ; nos désirs, notre rage et nos faiblesses ne font pas partie de l'affrontement de classe. On ne peut agir quand cela nous chante : on a à accomplir une mission —même si elle ne s'appelle pas ainsi. Il y a donc ceux qui se sacrifient pour le prolétariat à travers l'action et ceux qui le font à travers la passivité.

Ce monde est en train de nous empoisonner, il nous contraint à des activités inutiles et nocives, il nous impose d'avoir besoin d'argent et nous prive de rapports passionnants. On est en train de vieillir parmi des hommes et des femmes sans rêves, étrangers à un présent qui ne laisse pas d'espace à nos élans les plus généreux. Nous ne sommes partisans d'aucune abnégation. Simplement, ce que cette société peut offrir de *meilleur* (une carrière, une réputation, un gros lot gagné à l'improviste, l'"amour") ne nous intéresse pas. Commander nous répugne autant qu'obéir. Nous sommes des exploités comme les autres et nous voulons en finir, tout de suite, avec l'exploitation. La révolte n'a pas besoin pour nous d'autres justifications.

Notre vie nous échappe et tout discours de classe qui ne part pas de cela n'est que mensonge. Nous ne voulons ni diriger ni soutenir des mouvements sociaux, mais participer à ceux qui existent dans la mesure où nous y reconnaissons des exigences communes. Dans une perspective *démesurée* de libération, il n'y a pas de formes de lutte supérieures. La révolte a besoin de tout, de journaux et de livres, d'armes et d'explosifs, de réflexions et de blasphèmes, de poisons, de poignards et d'incendies. Le seul problème intéressant est *comment les mélanger*.

Non seulement nous comprenons le désir de changer tout de suite sa propre vie, mais c'est aussi l'unique critère à partir duquel nous cherchons nos complices. Il en va de même avec ce qu'on peut appeler le *besoin de cohérence*. La volonté de vivre ses idées et de créer la théorie à partir de sa vie n'est certainement pas la quête d'une *exemplarité* (avec son renversement paternaliste et hiérarchique), mais au contraire le refus de toute idéologie, y compris celle du plaisir. De ceux qui se contentent des espaces vitaux qu'ils réussissent à trouver —et à *préserver*— dans cette société, nous sépare, avant même la réflexion, le mode lui-même de palper l'existence. Mais nous nous sentons également distants de ceux qui voudraient désertir la normalité quotidienne pour s'en remettre à la mythologie de la clandestinité et l'organisation combattante, c'est-à-dire pour se réfugier dans d'autres cages. Aucun rôle, si risqué soit-il légalement, ne peut substituer le changement réel des rapports. Il n'existe pas de raccourci à portée de main, il n'existe pas de saut immédiat dans l'ailleurs. La révolution n'est pas une guerre.

La funeste idéologie des armes a déjà transformé, par le passé, le besoin de cohérence de quelques uns en un gréganisme de plus. Que les armes se retournent enfin contre l'idéologie.